

LA DÉMOCRATISATION EN EUROPE CENTRALE

La coopération paneuropéenne des partis politiques

© L'Harmattan, 1998

ISBN : 2-7384-6566-8

Sous la direction de Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele

LA DÉMOCRATISATION EN EUROPE CENTRALE

La coopération paneuropéenne des partis politiques

L'Harmattan

5-7, Rue de l'Ecole Polytechnique
75005 Paris - France

L'Harmattan Inc

55, Rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - Canada H2Y 1K9

OUVRAGES DES AUTEURS DÉJÀ PARUS

Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, José GOTOVITCH, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Editions Complexe, Collection *Identités politiques européennes*, 1992, 353 pages.

Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE (Ed.), *La gauche face aux mutations en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, Collection *Histoire, économie, société*, 1993, 218 pages.

Pascal DELWIT, *Les partis socialistes et l'intégration européenne. Belgique, France, Grande-Bretagne*, Editions de l'Université de Bruxelles, Collection dirigée par l'Institut d'études européennes, 1995, 302 pages.

Pascal DELWIT, José GOTOVITCH (Ed.), *La peur du rouge*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, Collection *Histoire, économie, société*, 1996, 230 pages.

Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, *Ecolo : Les verts en politique*, Bruxelles, Editions De Boeck, Collection *Pol-His*, 1996, 292 pages.

Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE (Ed.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, Collection *histoire, économie, société*, 1997, 289 pages (deuxième édition revue et augmentée).

ONT COLLABORE A CET OUVRAGE

Luc CORIJN est collaborateur au parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs (ELDR)

Pascal DELWIT est maître de Conférences à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et co-directeur du Laboratoire d'étude des partis politiques en Europe

Jean-Michel DE WAELE est maître de Conférences à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et co-directeur du Laboratoire d'étude des partis politiques en Europe

Bruno DREWSKI est maître de Conférences à l'INALCO

Vladmira DVORÁKOVÁ est professeur associée à l'Université Charles de Prague

John FITZMAURICE est professeur à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Stanislaw GEBETHNER est professeur à l'Université de Varsovie

Radzislawa GORTAT est professeur à l'Université de Varsovie

Thomas JANSEN a été Secrétaire général de l'Union européenne des démocrates chrétiens (UEDC). Il est conseiller à la cellule prospective de la Commission européenne

Jiri KUNC est docteur et chercheur à l'Institut politologique de l'Université Charles de Prague

Gyorgy G. MARKUS est chercheur qualifié à l'Institut de sciences politiques de Budapest de l'Académie des sciences hongroise

Axel QUEVAL est adjoint auprès du président de l'Internationale socialiste (IS)

TABLES DES MATIÈRES

Avant-propos par Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE	9
La démocratisation en Europe centrale : l'impact de la coopération paneuropéenne des partis politiques par Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE	11
Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation En Europe centrale et orientale par Jean-Michel DE WAELE	29
La diplomatie des partis politiques en Europe centrale et Orientale : le rôle des partis et des fédérations de partis dans La transition démocratique par John FITZMAURICE	59
Vers le multipartisme et l'intégration à l'Union européenne : le cas polonais par Stanislaw GEBETHNER et Radzislawa GORTAT	71
Les partis politiques polonais et l'intégration européenne par Bruno DREWSKI	99
L'européanisation des partis politiques tchèques et leurs rapports à l'Union européenne par Vladmira DVORAKOVA et Jiri KUNC	121
Les identités de partis et l'élargissement des familles Transnationales de partis à l'Europe centrale et orientale. Une Perspective hongroise par Gyorgy G. Markus	139

La coopération entre partis politiques. Le cas de L'Internationale socialiste en Europe centrale et orientale par Axel QUEVAL	167
L'Union européenne des démocrates chrétiens (UEDC) et les Nouveaux partis d'Europe centrale et orientale par Tomas JANSEN	177
Le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs et La coopération avec les partis d'Europe centrale et orientale Par Luc CORIJN	189

AVANT-PROPOS

L'ouvrage *La démocratisation en Europe centrale. La coopération paneuropéenne des partis politiques* est l'aboutissement d'un travail entamé dans un *workshop* organisé par le Laboratoire d'étude des partis politiques dans le cadre du Colloque international *Dialogues européens*.

Ce Colloque international a été organisé, en 1995, par l'Institut d'études européennes et l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, et l'Istituto Italiano per gli Studi Filosofici de Naples.

P.D. et J.-M.D

Istituto
Italiano
per gli
Studi
Filosofici

LA DÉMOCRATISATION EN EUROPE CENTRALE : L'IMPACT DE LA COOPÉRATION PANEUROPEENNE DES PARTIS POLITIQUES

Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE

Introduction

Etudier la coopération paneuropéenne des partis politiques peut sembler de peu d'intérêt ou un sujet extrêmement limité. En effet, si les organisations partisans transnationales jouent un rôle politique croissant, aidé en cela par l'eupéanisation et la globalisation des problèmes, il n'en demeure pas moins des acteurs politiques d'importance relative. Examiner une de leur politique n'est-ce pas privilégier l'accessoire au détriment de l'essentiel ? Existe-t-il véritablement un intérêt scientifique à se focaliser sur leurs formes de coopération paneuropéenne ?

Constatons d'emblée que tout ce qui entoure la problématique des organisations partisans transnationales est souvent ignoré dans la littérature scientifique. Analyser un de ses aspects contribue de la sorte à combler une partie des lacunes dans le domaine.

Nos hypothèses de départ étaient que la coopération paneuropéenne des partis politiques révélait et permettait d'aborder des problématiques importantes rarement appréhendées malgré leur intérêt.

Les études qui suivent montrent à suffisance combien les thèmes concernant l'élargissement à l'Est des grandes familles politiques transnationales sert de révélateur tant concernant leur fonctionnement, leurs forces, leurs faiblesses et leurs fonctions que concernant les caractéristiques des jeunes partis politiques d'Europe centrale et orientale dans la définition d'une identité et d'une stratégie politiques. L'étude d'un sujet ciblé permet de s'intéresser à des problématiques plus générales.

Loin de se limiter à une observation de relations diplomatiques entre formations politiques de pays différents, le sujet pose quelques questions de fond portant non seulement sur l'identité même des partis politiques, sur l'utilisation et sur la maximalisation de leurs relations internationales mais aussi sur les rôles que les partis occidentaux ont joués ou voulu jouer dans l'émergence de formations partisans en Europe centrale

et orientale. Comme nous le verrons, les stratégies, les résultats et les leçons ont varié d'une organisation internationale à l'autre. Il est intéressant de confronter les attentes et les demandes des organisations politiques émergentes et les offres des Internationales politiques. Ces dernières ont éprouvé, comme le montrent les analyses de cas et les commentaires émanant des organisations transnationales, de nombreuses difficultés avant de mettre au point une aide adéquate et utile aux organisations politiques des anciennes démocraties populaires. Une comparaison avec la situation ayant prévalu lors de la démocratisation en Europe du sud (Portugal, Grèce, Espagne) durant la moitié des années soixante-dix est à cet égard aussi utile qu'intéressante.

Un des éléments les plus frappants et admis par tous est la méconnaissance quasi complète et réciproque des réalités et des attentes de l'autre.

Avant d'aborder cette problématique, une double question centrale qui repose sur un constat se pose.

Dès les événements de 1989, les grandes organisations partisans internationales se sont livrées à une course de vitesse en Europe centrale et orientale. Chacun a tenté d'attirer dans son camp les prestigieuses et médiatiques personnalités engagées dans la chute des régimes communistes. On pouvait en effet, sans trop de difficultés et selon son organisation, trouver des accents sociaux-démocrates, démocrates chrétiens ou libéraux aux discours de Borislav Geremek, de Vaclav Havel, de Petre Roman ou de Nicolaï Sakharov. De plus, les organisations « parapluies » issues de la lutte contre le régime, comme Solidarité et la Charte 77, ou de sa chute, comme le Forum civique ou le Public contre la violence, étaient composées de personnes aux attaches idéologiques et politiques très diverses, unies pour la circonstance contre un ennemi commun.

L'émergence de ces formations politiques aux contours idéologiques encore flous et aux structures faibles a entraîné les organisations internationales à rechercher hâtivement des partenaires et des alliés dans ces nouvelles démocraties parlementaires.

On peut donc s'interroger sur ce qui poussait les grandes Internationales à rechercher de nouveaux alliés et de nouveaux partenaires en Europe centrale et orientale aussi rapidement compte tenu de la grande incertitude et de la fluidité politiques.

Il importe d'autant plus de s'interroger sur cette attitude qu'elle fut partagée par les formations politiques d'Europe centrale. Bien souvent, dès leur naissance, ces dernières se mirent en quête d'alliés et de partenaires occidentaux. Quelle est donc l'utilité pour un parti politique embryonnaire, ne comprenant parfois que quelques dizaines de membres, sans moyen financier, sans organisations locales et avec un programme politique très général, d'établir des contacts avec des partis politiques occidentaux aux traditions historiques et aux réalités différentes ? Pourquoi, lors de leur naissance, ces multiples organisations politiques ont-elles tenté de se faire reconnaître par une sinon par plusieurs Internationales en même temps ?

Pourquoi donc une grande organisation internationale partisane recherche-t-elle aussi rapidement de nouveaux membres et pourquoi des partis politiques à peine nés demandent-ils la reconnaissance de ces organisations internationales ? Somme toute en effet, leur rôle politique demeure minime non seulement aux yeux des citoyens d'Europe occidentale mais aussi de la plupart des responsables politiques de ces mêmes partis. Les études de cas et les réflexions provenant des Internationales apportent d'intéressants éléments de réponse.

En effet, dans la définition et la médiatisation de leur identité idéologique, les grandes Internationales pouvaient chacune espérer des effets bénéfiques du ralliement de certaines personnalités d'envergure de la lutte anticomuniste et de la dissidence. Si la démonstration du rôle et de la mise en exergue de l'adversaire n'est plus à établir¹ pour la construction d'une identité partisane, on n'a moins insisté jusqu'ici sur l'importance que les « alliés », les « proches » ou les membres de la même famille avaient aussi dans le positionnement identitaire. Ainsi, les autres organisations membres et amies avec leurs dirigeants, particulièrement s'ils ont une envergure internationale, forment un des facteurs constitutifs de la construction d'une identité. Cela est particulièrement vrai dans des cas de partis politiques se créant ou se recréant après un demi-siècle d'interdiction. Ces données ont pris une importance croissante à un moment où les médias jouent désormais un rôle central dans la connaissance et l'appréhension des événements et du rôle des individus.

¹ M. EDELMAN, *Pièces et règles du jeu politique*, Seuil, 1991, 253 pages.

De la sorte, le ralliement ou le soutien de Vaclav Havel ou de Lech Walesa à une famille politique internationale pouvait rejallir sur l'Internationale elle-même mais également sur chacun de ses partis membres, qui auraient directement bénéficié de leur prestige. D'une certaine façon, les organisations partisans internationales espéraient en ce faisant partager la renommée de certaines personnalités et l'aura de la chute des régimes communistes. Il est vrai que certaines d'entre elles, en ayant instauré un dialogue avec les éléments réformateurs et en ayant négocié la détente Est-Ouest, avaient un passé certes tout à fait respectable mais qui en novembre 1989 auprès des dirigeants et des populations concernées apparaissaient comme ayant été au mieux ambiguës, au pire complices. L'histoire a pourtant démontré combien ces contacts se révéleront précieux quelques années plus tard. De même, l'aide et la solidarité aux organisations politiques en exil depuis l'instauration des démocraties populaires étaient très largement tombées en désuétude.

Force est pourtant de constater que les tentatives de séduction de la mouvance dissidente ont globalement échoué. Les mouvements et les responsables de la dissidence étaient à la fois trop rétifs aux organisations structurées et se trouvaient mal à l'aise par rapport aux clivages politiques occidentaux. La sortie de la « politique a-politique » prendra du temps. Il était difficile pour des organisations partisans internationales d'intégrer des personnalités qui, pour la plupart, rejetaient la structure même « parti politique ».

Après bien des vicissitudes, et à des rythmes différents, les Internationales ont cessé de courtiser des individus et ont mis, dans une seconde étape, la priorité sur les relations avec les partis politiques qui étaient en train d'émerger en Europe centrale. D'autant que ces derniers demandaient le plus souvent une adhésion rapide aux Internationales.

Les nouvelles adhésions qui ont suscité nombre de problèmes internes et externes présentaient certains atouts. Les multiples demandes témoignaient de « l'attractabilité » et de la modernité d'idées parfois malmenées en Europe occidentale auprès des populations d'Europe centrale et orientale. De plus, dans le rapport de forces entre Internationales, il était capital de se renforcer au maximum sur ce nouveau terrain. Celui qui gérerait le mieux cette nouvelle donne pouvait prendre un avantage

non négligeable par rapport à ses concurrents. Enfin, la participation de nouveaux membres aux gouvernements de ces nouvelles démocraties parlementaires ne pouvait non être ignorée, par exemple dans la perspective de leur adhésion à l'Union européenne.

Chacune des Internationales a donc mis sur pied une stratégie propre face à ces nouveaux défis. Toutes ont connu une première période accordant la priorité aux personnalités. Toutes ont évolué, face à l'impasse constatée, vers la constitution d'un réseau de partis.

Si on a pu assister à une course de vitesse entre responsables occidentaux de ces Internationales afin de gagner le plus rapidement possible le maximum de soutiens individuels puis collectifs, l'inverse a été vrai aussi dans le chef des directions des partis politiques émergents.

Très vite après l'effondrement des régimes communistes, une multitude de petits partis politiques sont apparus. Ils ont souvent aspiré à adhérer le plus rapidement à une grande Internationale.

Les avantages escomptés étaient également nombreux. Dans la confusion politique ambiante, traditionnelle aux périodes de transition politique, les partis politiques manquaient cruellement de référence idéologique précise. De plus, la population avait peu de points de repère et de reconnaissance pour distinguer les familles politiques.

L'adhésion à une des grandes Internationales a constitué dans ce cadre une possibilité de reconnaissance, d'identification et de légitimité envers les électeurs. Pour ces nouvelles formations pouvoir se référer à François Mitterrand, Helmut Kohl, Margaret Thatcher ou Hans-Dietrich Gensher était un argument de poids qu'elles mobilisèrent lors des premières joutes électorales.

Pour les partis politiques d'Europe centrale, il est essentiel d'être dépositaire d'un label, démocrate chrétien, libéral ou social-démocrate, sur la scène politique nationale. En effet, comme dans chaque période de transition démocratique, de très nombreux partis concurrents se réclamaient des mêmes familles politiques. Des rivalités personnelles, politiques ou générationnelles expliquent souvent ces situations complexes. Dans ces conditions, être reconnu par une Internationale présente un avantage considérable sur ses concurrents. Leur légitimité en est fortement accrue. Il va s'en dire que ces situations se sont souvent révélées des casse-tête inextricables pour les dirigeants des Internationales peu au

fait des subtilités politiques locales et réagissant avec des schémas nationaux qu'ils tentaient d'exporter en oubliant la considérable différenciation interne.

Enfin, en demandant leur adhésion à une Internationale, les partis politiques d'Europe centrale, très faiblement structurés, espéraient recevoir une aide technique et financière notable ce qui, selon le pays et les Internationales, fut le cas.

Comme le résume à juste titre Guillaume Devin : « Pour les principales forces politiques d'Europe occidentale qui tentent de défendre une identité distincte à travers des unions partisans concurrentes — socialistes, démocrates chrétiens, libéraux, écologistes —, l'enjeu de ces ouvertures consiste à confirmer leur influence et à démontrer leur rayonnement. Pour les responsables des nouvelles formations à l'Est, souvent plongées dans une mêlée confuse, la tâche est souvent d'obtenir des signes de reconnaissance afin de se distinguer comme les seules dépositaires légitimes de tel ou tel label. De part et d'autre, la défense et la promotion de l'identité partisane passent donc par la recherche de partenaires à affilier ou avec lesquels s'affilier. Mais comment les choisir ? »². La question s'est effectivement posée de part et d'autre.

Il est intéressant d'isoler certains effets communs posés par ce choix.

Premièrement, il est marqué par un haut degré d'incertitude. Les partis demandeurs aux identités politiques encore mal définies hésitent entre certaines Internationales. Ils ne savent pas toujours quelle organisation peut répondre aux mieux à leurs espoirs en tout genre. Pour les organisations partisans transnationales, il est difficile de se faire une idée précise sur la crédibilité et le sérieux des demandeurs. Comment éviter d'opter pour un parti qui disparaîtrait vite de la scène politique ?

Deuxièmement, le choix des adhésions et des adhérents provoque de nombreuses tensions internes à la fois dans les organisations internationales et au sein des partis politiques. Pour ces derniers, la préférence dans la demande d'adhésion sert parfois de révélateur ou de catalyseur à des débats et des différends idéologiques

² G. DEVIN, L'Internationale socialiste en Europe centre-orientale : définition et rôle des « amis politiques », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, *La gauche face aux mutations en Europe*, Editions de l'Université de Bruxelles, 228 pages, p. 192.

cruciaux. Pour quelques partis d'Europe centrale et orientale situés à droite ou au centre de l'échiquier politique, la question s'est posée entre une étiquette libérale et une étiquette « démocrate chrétienne ». Les petites formations issues de la dissidence ont éprouvé des difficultés de positionnement similaires par rapport à des clivages qu'ils rejetaient ou condamnaient par ailleurs. A gauche en revanche, l'attrait de l'Internationale socialiste ne souffre d'aucune concurrence crédible et joue un rôle déterminant dans le processus quasi général — à la seule exception tchèque — de social-démocratisation des anciennes structures partisans communistes.

Les divisions politiques et idéologiques, déjà nombreuses dans ces jeunes formations, ont donc été en certaines circonstances approfondies par la question de l'adhésion à une organisation partisane transnationale. Néanmoins, le choix définitif ne résulte pas toujours des plus hautes considérations doctrinales. Il est parfois le fruit d'une stratégie ou d'une tactique nationales. De fait, plusieurs fois, des partis d'un même Etat se sont livrés à une concurrence sans merci pour la reconnaissance comme unique dépositaire d'une mouvance idéologique. Occasionnellement, des formations politiques ont opté pour une Internationale en « deuxième choix » pour résister à la concurrence d'un parti mieux implanté déjà membre de l'Internationale de leur premier choix. Ces éléments ont parfois concouru à la confusion idéologique des premières années de la transition mais aussi à l'importance du brevet de « crédibilité » accordée par les organisations partisans transnationales.

Si le choix de l'Internationale a été problématique pour certains partis (surtout ceux du centre et de droite), la décision d'accepter telle ou telle formation dans l'Internationale l'a été tout autant. L'élargissement des Internationales à l'Est a fait apparaître de nombreuses différences et contradictions internes. Cela montre leur fragilité structurelle et leur hétérogénéité idéologique. Dans ce cadre, plusieurs éléments doivent être relevés.

Premièrement, il faut relever un phénomène de patronage géographique et historique. Les partis occidentaux ont prioritairement défendu les organisations issues de pays proches d'un point de vue géographique ou avec lesquelles ils ont entretenu des rapports soutenus pour des raisons historiques. Les grands partis allemands — SPD et CDU-CSU — ou autrichiens — SPÖ et ÖVP — se sont faits les avocats des partis issus de l'Europe

centrale. Par contre, l'ensemble des partis nordiques se sont mobilisés pour les formations issues des pays baltes. Il est somme toute normal que les sociaux-démocrates finlandais connaissent mieux la situation estonienne que les formations italienne et grecque plus intéressées par l'évolution albanaise.

En deuxième lieu, les traditions et situations politiques d'Europe occidentale ont influé sur les attitudes et les positions de leurs représentants quant à l'acceptation des nouvelles formations politiques. A l'échelle de l'Internationale socialiste, les différences de comportement à l'égard des formations issues de la mouvance communiste s'expliquent, en tout état de cause durant les premières années de la transition, par la transposition de situations nationales. Le SPD était confronté au parti du socialisme démocratique (PDS) issu de la transformation de l'ancien parti socialiste unifié est-allemand (SED) et était marqué par l'anticommunisme traditionnel en République fédérale allemande. La situation est différente dans le chef du parti de la gauche démocratique italien (PDS) lui-même issu de la transformation du parti communiste italien (PCI) ou du parti socialiste en France habitué à négocier des accords politiques avec un parti communiste (PCF) à la fois concurrent mais aussi allié potentiel. La multiplicité de ces situations et des contextes nationaux explique grandement la nature des positions dans les Internationales. La division prégnante dans l'Internationale socialiste a trait à la question de l'acceptation des anciens partis communistes en « social-démocratisation ». La même question prévaut aussi chez les démocrates chrétiens.

Ainsi, la famille démocrate-chrétienne se divise principalement sur la question polonaise. Non seulement, elle ne parvient pas à s'entendre sur la ou les formations politiques polonaises à soutenir mais, en plus, l'élection présidentielle polonaise de 1991 déchirera les partis démocrates chrétiens. Les sympathies de la CDU allaient clairement à Lech Walesa alors que la démocratie chrétienne italienne et française soutenait Tadeusz Mazowiecki, reproduisant de la sorte leurs différences de traditions nationales.

Enfin, notons que chacune des Internationales a vécu des difficultés et commis des erreurs, aujourd'hui admises et reconnues. Des contacts ont notamment été établis trop rapidement.

Des formations se présentant comme libérales l'étaient en réalité très peu. L'Internationale socialiste a dû

suspendre l'adhésion du parti social-démocrate hongrois historique d'Anna Petrasovits. En ce qui concerne la famille démocrate chrétienne, elle a fait dans l'ensemble preuve d'une plus grande prudence en nouant ses relations et quant à l'acceptation de ses membres.

Les analyses que nous fournissent les responsables des organisations partisanes transnationales ont, entre autres, comme intérêt de souligner les leçons qu'elles ont tirées de ces premières difficultés.

Il a fallu attendre la fin de la période de fluidité politique intense et la stabilisation des paysages politiques pour que les Internationales définissent des politiques plus cohérentes envers leurs partenaires d'Europe centrale et orientale. La diminution du nombre de partis présents dans les enceintes parlementaire et la professionnalisation des élites politiques a entraîné une clarification et une meilleure identification des partis dans toutes les nouvelles démocraties parlementaires.

L'évolution rapide des situations politiques a ainsi poussé l'Internationale socialiste, malgré des réticences, à admettre en son sein les anciens partis communistes restructurés. Par ailleurs, après avoir espéré trouver de précieux renforts en Europe centrale, la famille libérale et dans une moindre mesure chrétienne ont dû déchanter comme le prouve un rapide tour d'horizon.

La situation actuelle de la coopération paneuropéenne des partis politiques

L'Internationale socialiste et sa coopération paneuropéenne

L'Internationale socialiste (IS) a rapidement connu trois problèmes dans l'établissement de ses contacts avec des partis et des formations d'Europe centrale et orientale.

Le premier a trait à la transition économique. Pour la première dans l'histoire des transitions démocratiques, le passage était d'une

économie planifiée vers une économie de marché³. Le monde socialiste a de la sorte été confronté à un processus de libéralisation et de dérégulation sociale auquel il devait à la fois souscrire et s'opposer. Les repères traditionnels étaient brouillés et l'émergence de formations sociales-démocrates en était complexifiée.

Le deuxième problème concerne la question des partis que l'Internationale socialiste avait continué de reconnaître pendant tout le processus de la guerre froide. En effet, l'IS avait créé en son sein une structure de partis de l'exil, l'Union socialiste d'Europe centrale et orientale, mieux connue sous ses initiales anglaises le SUCEE. Au moment de la chute du mur de Berlin, cette Union socialiste d'Europe centrale et orientale était composée de neuf formations : le parti social-démocrate bulgare, le parti social-démocrate tchécoslovaque, le parti socialiste estonien, le parti social-démocrate hongrois, le parti social-démocrate letton, le parti social-démocrate lituanien, le parti socialiste polonais, le parti social-démocrate roumain et le parti socialiste yougoslave. Ces neuf partis détenaient le statut d'observateur à l'Internationale socialiste. Toutefois, la plupart n'avait d'existence que sur le papier et à travers des personnalités à l'étranger depuis longtemps coupées des réalités nationales. La plupart de ces formations ont été remises sur pied après novembre 1989 par des responsables politiques de l'exil, le plus souvent en décalage complet avec la situation sur le terrain mais avec le soutien de l'Internationale socialiste. En novembre 1989, L'Internationale socialiste l'affirme : « Ces formations sociales-démocrates dans les pays qui ont eu des partis sociaux-démocrates avant la deuxième guerre mondiale et qui sont restées par la suite dans l'Internationale socialiste comme partis de l'exil continueront à être une part historique et intégrale de l'IS »⁴. Presque tous ses partis demandèrent leur adhésion pleine à l'Internationale socialiste. Face à cette inconnue, l'Internationale socialiste a accordé le statut de membre à part entière au parti social-démocrate de Hongrie lors du Conseil général de Genève les 23 et 24 novembre 1989⁵. Anna Petrasovits y prendra d'ailleurs la parole. L'Internationale socialiste n'accorda le statut de membre à part entière lors de son conseil national du Caire de mai 1990 qu'au parti social-démocrate bulgare et au parti social-démocrate tchécoslovaque⁶.

³ Voir J-M. DE WAELE, Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation en Europe centrale et orientale, dans ce volume.

⁴ Position paper on Eastern Europe. Problems and opportunities, *Socialist Affairs*, Issue 1, 1990, p. 46.

⁵ L. AYALA, Birth and rebirth : Social Democracy in Central and Eastern Europe, *Socialist Affairs*, Issue 2, 1990, p. 6.

⁶ *Socialist Affairs*, Issue 2, 1990, p. 44.

Quatre mois plus tard à New York, ce sont les partis sociaux-démocrates estonien et lituanien qui reçurent le statut de membre à part entière. En juin 1991, à Istanbul, l'is accorda le même statut au parti ouvrier social-démocrate letton (LSDSP). Enfin, en septembre 1992, au congrès de Berlin, le parti social-démocrate de Slovaquie fut aussi accueilli⁷. Toutefois, la grande majorité de ces partis historiques n'obtiendront que des scores insignifiants lors du deuxième scrutin après la chute du mur de Berlin. En outre, certaines pratiques partisans se sont révélées désastreuses. Il en va ainsi du parti social-démocrate hongrois qui a enregistré scandales sur scandales en 1991, à telle enseigne que son adhésion fut suspendue. Il faudra que sa situation soit « normalisée », notamment à travers l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants politiques, pour qu'il recouvre le statut d'observateur à l'Internationale socialiste au congrès de Berlin en septembre 1992. Depuis, ce parti se situe à un niveau extrêmement modeste.

Cet échec des « partis historiques » de la social-démocratie a conduit l'Internationale socialiste à (re)penser son approche par rapport aux anciens partis communistes dont plusieurs s'étaient engagés dans une mutation sociale-démocrate. Il est en effet vite apparu que dans bien des cas, les partis ex-communistes étaient, de loin, le premier parti de la gauche sur l'échiquier politique national. Le rapprochement avec ces formations était toutefois complexe. Les accueillir dans l'Internationale les légitimait sur l'échiquier politique alors que la plupart étaient isolés. C'est un pari d'autant que la démarche n'était pas simple par rapport à des formations de gauche issues de la dissidence ou de l'opposition au régime communiste. L'Internationale socialiste va néanmoins s'avancer dans cette voie. Ainsi, dès le congrès de Berlin en 1992, elle attribue le statut de membre consultatif au parti social-démocrate albanais (PSD) et le statut de membre observateur au parti social-démocrate hongrois (MSZDP), tous deux ex-partis communistes au pouvoir⁸. La victoire électorale de la Social-démocratie de la République de Pologne en 1993 et du parti social-démocrate hongrois confortera l'is dans ce choix. La déclaration du Conseil de l'Internationale socialiste des 2 et 3 décembre 1994 en prend acte en ouvrant le champ des partis « s'inspirant » du socialisme démocratique : « L'objectif central de

⁷ *Socialist Affairs*, Issue 3, 1992, p. 37.

⁸ *Socialist Affairs*, Issue 3, 1992, p. 37.

l'Internationale socialiste et de ses partis doit être de travailler de telle manière que dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, les partis d'inspiration sociale-démocrate soient renforcés et que ces partis — ou les listes qu'ils soutiennent — obtiennent de meilleurs résultats électoraux et une plus grande représentation parlementaire qu'à l'heure actuelle. Pour atteindre ces objectifs, l'Internationale socialiste entend agir en soutenant les initiatives de partis déjà membres de l'IS et en accueillant un certain nombre de partis et de mouvements, inspirés par les principes du socialisme démocratique, qui ont demandé à établir des relations avec l'Internationale socialiste »⁹. Le congrès de New York en septembre 1996 sera l'occasion d'une ouverture à d'anciens partis au pouvoir du régime communiste. Plusieurs cohabitèrent dans l'IS avec une formation issue de la dissidence. A New York, l'Internationale socialiste a accueilli comme membre à part entière le parti social-démocrate albanais, le parti socialiste hongrois, la Social-démocratie de la République de Pologne (SDRP), l'Union du travail de Pologne (l'UP), le parti de la gauche démocratique slovaque (SDL) et la Liste unie des sociaux-démocrates en Slovénie (ZL). Par ailleurs, six partis ont reçu le statut d'observateur : le parti social-démocrate d'Azerbaïdjan (SDPA), le parti social-démocrate de Bosnie-Herzégovine (SDP BiH), l'Union des citoyens de Géorgie (CUG), l'Union sociale-démocrate de Macédoine (SDUM), le parti social-démocrate de Moldavie et le parti social-démocrate du Monténégro (SDPM).

L'Union européenne des démocrates chrétiens et sa coopération paneuropéenne

A l'échelle des organisations démocrates chrétiennes, c'est surtout l'Union européenne des démocrates chrétiens (UEDC) qui a été active même si, par l'intermédiaire de l'Union chrétienne démocrate d'Europe centrale (UCDEC), l'Internationale démocrate chrétienne (IDC) a complété l'action de l'UEDC.

Les organisations politiques transnationales démocrates chrétiennes ont été confrontées à trois problèmes majeurs :

— d'une part, certaines formations qui avaient été membres de quelques exécutifs sous le régime communiste souhaitaient leur adhésion et étaient parfois en compétition avec des partis démocrates chrétiens de la

⁹ *Socialist Affairs*, Issue 4, 1994, p. 42.

dissidence ou de l'opposition au régime communiste ;

— d'autre part, l'UEDC ou l'IDC ont dû compter avec le poids et l'aura de l'Eglise catholique dans quelques pays d'Europe centrale et orientale. Comme le souligne Jean-Dominique Durand, « Les Eglises se sont trouvées incapables et peu désireuses de promouvoir des mouvements politiques rénovés tant sur le plan politique, démocratique, qu'écclésial : auréolés du prestige de la victoire, les Eglises ont été tentées par des réponses cléricales, plus que la mise en œuvre de solutions nouvelles donnant aux laïcs un poids particulier »¹⁰ ;

— enfin, en certaines circonstances, la religion de référence n'était ni le protestantisme, ni le catholicisme mais bien la religion orthodoxe, peu présente, si ce n'est par l'intermédiaire de la Nouvelle démocratie (ND) grecque dans les organisations internationales démocrates chrétiennes ;

En ce qui concerne le premier cas de figure, c'est en Tchécoslovaquie en particulier que la question s'est posée.

Héritier du parti populaire de l'entre-deux-guerres, le parti populaire tchécoslovaque (CSL) s'était transformé après le « coup de Prague » (1948) en un parti satellite censé incarner les intérêts des chrétiens et des paysans, particulièrement en Bohême-Moravie. Parmi les partis satellites, il a été le plus important en termes de membres (40 000). Ses marges de manœuvre et son autonomie étaient très limitées. A la veille de l'effondrement du régime, le parti populaire connut une forte contestation interne¹¹ d'un courant réformateur *Renaissance*, qui conduisit au renouvellement de sa direction¹². Les nouveaux dirigeants, surtout constitués de cadres intermédiaires du parti¹³, participèrent alors sans restriction au mouvement démocratique. Grâce à cette mutation rapide, son nombre d'adhérents doubla en quelques semaines : il passe de 40 000 à 80 000. De plus, plusieurs responsables sont associés au pouvoir par le Forum civique. J. Bartoncik devient vice-président du parlement fédéral, F. Reichel vice-premier ministre et

¹⁰ J.-D. DURAND, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Complexe, 1995, 383 pages, pp. 297-298

¹¹ J. OBRMAN, « Signs of revolt in the Czechoslovak People's Party », *Radio Free Europe. Research Report*, vol. 14, n° 43, 27 octobre 1989, pp. 9-13.

¹² *BBC World Report*, EE/0626 B, 29 novembre 1989, p. 13.

¹³ *BBC World Report*, EE/0672 B, 30 novembre 1989, p. 11.

R. Sacher, ministre de l'Intérieur.

Néanmoins, les relations avec les autres mouvements et partis se réclamant de la famille chrétienne étaient difficiles. Ces derniers reprochaient au parti populaire sa collusion avec le pouvoir communiste. Pour Vaclav Benda, dissident catholique proche de Vaclav Havel, emprisonné à plusieurs reprises sous le régime communiste et fondateur du parti démocrate chrétien (KDS)¹⁴, il était malaisé sinon impossible de travailler avec le parti populaire. Créé au début décembre 1989, le KDS défendait une égalité de statut pour les secteurs privé, public et coopératif et estimait que le rôle de l'Etat, au niveau social, devait être rempli par des organisations caritatives, coopératives ou syndicales.

En avril 1989, Vaclav Benda acceptera toutefois la formation d'une coalition électorale, intitulée Union chrétienne et démocratique (KDU). Outre son petit mouvement, elle rassemble le parti populaire du côté tchèque et le parti démocrate chrétien de Jan Carnogursky, aussi issu de la dissidence. Cette alliance reçut une aide financière de la CDU-CSU allemande et de la DC italienne¹⁵.

L'Union chrétienne démocrate/parti populaire était membre de l'UEDC, le parti démocrate chrétien sollicita aussi son adhésion. Il obtint le statut d'observateur en 1995. Quant à la composante slovaque après rupture tchéco-slovaque, le Mouvement démocrate chrétien de Slovaquie, il est devenu membre à part entière à l'UEDC où il côtoie le parti démocrate chrétien des Hongrois de Slovaquie qui a le statut d'observateur.

La Pologne est évidemment le symbole du deuxième cas de figure. L'Eglise y a ouvertement encouragé des formations cléricales. A l'instar de l'UEDC, elle s'est aussi trouvée confrontée à l'opposition lors la première élection présidentielle entre Lech Walesa et Tadeusz Mazowiecki. Walesa l'a emporté mais la fragmentation du camp démocrate chrétien-conservateur a entraîné sa défaite importante à l'occasion de l'élection législative de 1993. Les leçons, au moins par rapport au système électoral, ont été retenues. Au scrutin de septembre 1997, les partis chrétiens se sont présentés en cartel : l'Alliance électorale Solidarité. Par rapport à tous les conflits qui ont agité les partis chrétiens en Pologne, l'UEDC a adopté une ligne

¹⁴ J.-D. DURAND, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Complexe, Bruxelles, 1995, 383 pages, p. 299.

¹⁵ P. MARTIN, « The election Campaign », *Radio Free Europe. Research Report*, vol. 1, n° 24, 15 juin 1990, p. 19.

prudente. Aucun parti polonais n'est membre à part entière. Et seuls l'Alliance du centre et le Congrès démocrate chrétien y ont le statut d'observateur.

Cette prudence a d'ailleurs été appliquée aux autres pays d'Europe centrale et orientale. Ne sont membres de l'UEDC, outre les partis déjà mentionnés que le parti démocrate chrétien populaire hongrois, le Forum démocratique hongrois (MDF), les Démocrates chrétiens de Slovénie, le parti national paysan démocrate chrétien de Roumanie, la formation ISAMAA/Pro Patria d'Estonie et le parti démocrate chrétien lituanien.

Par ailleurs, certaines formations ont le statut d'observateur : l'Union nationale agraire « Nicolas Petrov », le parti démocrate, le Centre démocratique uni et l'Union démocrate chrétienne, tous quatre de Bulgarie, l'Union démocrate croate et le parti démocrate chrétien croate et la Fédération démocrate des Hongrois de Roumanie.

L'internationale libérale et sa coopération paneuropéenne

A l'échelle de la famille libérale, deux acteurs ont travaillé à l'établissement de contacts partisans entre l'Europe occidentale et l'Europe centre-orientale : l'Internationale libérale et le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs (ELDR). Ancienne fédération des partis libéraux, l'ELDR s'est transformé en parti en décembre 1993 pour s'inscrire dans la démarche prévue à l'article 138A du traité de Maastricht prévoyant la création de partis européens¹⁶.

A l'instar des autres familles politiques, l'Internationale libérale a rencontré plusieurs difficultés dans l'établissement d'une coopération paneuropéenne des partis. Il y avait d'abord la fluidité du système partisan dans les premières années après la chute du mur de Berlin. D'autre part, la tradition du libéralisme politique en Europe centrale et orientale n'était pas très développée.

¹⁶ P. DELWIT, J-M. DE WAELE, Les élections européennes et l'évolution des groupes politiques au Parlement européen, in M. TELO (ed.), *Démocratie et construction européenne*, Editions de l'Université de Bruxelles, 1995, 368 pages, p. 277.

L'Internationale libérale a dû être attentive à ne pas accueillir dans ses rangs des formations aux relents nationalistes ou xénophobes, qui portaient parfois l'étiquette libérale dans son appellation. Enfin, les libéraux ont vite été associés — parfois au corps défendant de l'Internationale libérale et de l'ELDR — aux thérapies de choc établies au début des années quatre-vingt-dix. Des formations ou des personnalités aux orientations thatchériennes — non membres de l'Internationale libérale — ont parfois été assimilées à des partis libéraux.

Qu'en est-il au bout du compte en termes de contacts et d'activités ? En novembre 1997, de nombreux partis ont participé au congrès de l'Internationale libérale, soit à titre de membre ou d'observateur, soit à titre d'invité. Mais le nombre de formations politiques partie prenante à la mouvance libérale internationale et européenne doit être relativisé par la faiblesse souvent manifeste des partis concernés.

L'ouverture de l'Internationale libérale aux partis d'Europe centrale et orientale s'est accomplie progressivement et avec prudence. Ainsi lors du congrès d'Espoo, en 1990, seul le parti réformateur estonien a rejoint l'IL comme membre à part entière. Un an plus tard à Luzerne, un autre parti important rejoint l'Internationale libérale, l'Alliance des démocrates libres de Hongrie (SZDSZ).

A Mainz, en 1992, la famille libérale internationale accueille le grand rival libéral hongrois de la SZDSZ, la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) mais aussi trois autres formations : Démocratie libérale de Slovénie (LDS), les Démocrates libres-parti libéral social de la république tchèque (SD-LSNS) et le parti libéral social croate (HSLŠ).

Au congrès de l'Internationale libérale de Reykjavik en 1994, l'IL ouvre ses rangs à l'Union démocratique slovaque (DU), au mouvement des Hongrois de Slovaquie Coexistence, au parti libéral de Macédoine et à l'Alliance libérale du Monténégro. Par ailleurs, deux autres formations reçoivent le statut d'observateur, le Centre pour la nouvelle politique de Bulgarie de même que le parti libéral « 1993 » de Roumanie.

Aux assises de l'IL, à Noordwijk en 1996, deux nouveaux partis ont reçu le statut d'observateur, l'Alliance de la voie lettonne et le parti de la coalition estonienne.

Enfin, nous l'avons souligné, de nouvelles formations étaient présentes à titres d'invitées au congrès d'Oxford de novembre 1997.

On remarquera l'ouverture aux partis d'ex-URSS. Il s'agit de la Fondation pour le développement de la démocratie d'Azerbaïdjan, du parti démocratique radical libre de Bulgarie, du parti libéral de Moldavie, de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie, de l'Union démocratique constitutionnelle et du mouvement Yabloko de Russie et du parti libéral d'Ukraine.

Neuf ans après l'effondrement des systèmes communistes, l'Internationale libérale a donc réussi à ouvrir ses rangs à un nombre appréciable de partis d'Europe centrale et orientale. Mais cette observation quantitative doit être nuancée à la lumière de la faiblesse qualitative de nombres de formations concernées. Et aussi de certains « manques » marquants comme l'absence de tout parti polonais au sein de la famille libérale européenne et internationale.

La fédération européenne des partis verts et sa coopération paneuropéenne

Au moment de la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, la coordination européenne des partis écologistes était des plus lâches. Il existait une coordination européenne des partis verts. Mais ses moyens et son activité étaient limitées. La véritable coordination s'exerçait à l'échelle du groupe vert au Parlement européen.

Après cinq congrès de la coordination des verts européens (Liège, mars 1984 ; Douvres, mars 1985 ; Stockholm, août 1987 ; Anvers, avril 1988 et Paris, 1989), l'établissement d'une structure supranationale claire des partis écologistes eut lieu à Helsinki, le 20 juin 1993. La fédération européenne des partis verts y voit le jour. A cette première difficulté objective d'établir des liens avec des partis ou mouvements en Europe centrale et orientale, s'en est ajoutée une deuxième : l'évanescence des mouvements verts en Europe centre-orientale.

Pendant un temps, la Tchécoslovaquie a semblé faire exception. Les sondages accordèrent au parti vert (sz) jusqu'à 8% dans la partie tchèque et plus de 11% dans la partie slovaque¹⁷. Pourquoi ce succès d'estime conjoncturel ?

¹⁷ P. JEHLICKA, T. KOSTELECKY, « The development of the Czechoslovak green party since 1990 election », *Environmental politics*, vol. 1, spring 92, n° 1, pp. 72-94.

En Slovaquie, le parti vert avait été fondé par différentes organisations de protection de l'environnement. Elles s'étaient multipliées suite à la grave détérioration de l'environnement et aux questions soulevées par la construction du célèbre barrage Gabčíkovo.

Dans la partie tchèque par contre, la création du parti vert, dès le 21 novembre 1989¹⁸ était apparue suspecte à de nombreux militants écologistes, qui accusèrent les dirigeants de l'organisation locale pragoise d'entretenir des relations étroites avec la police secrète. En dépit des dénégations de la direction du mouvement¹⁹, le doute persista. Au congrès de Brno, en février 1990, le parti annonçait pour tout le pays 80 000 membres²⁰. Mais en juin 1990, le parti ne recueillit que 3% des voix et aucun élu au niveau fédéral. En revanche, il recueillit 3,5% et six sièges au Conseil national slovaque. Au lendemain de l'élection, les verts connaîtront des crises graves²¹ et deviennent marginaux dans la République tchèque. Du côté slovaque, le parti vert slovaque (szs) annonce 2 000 membres fin 1993 et décrochera deux élus sur une liste d'union, Choix commun, en 1994.

Ailleurs, en Europe centrale et orientale, les partis verts sont tout aussi insignifiants. Le poids de la coopération paneuropéenne est donc réduit d'autant que la légitimité de la fédération européenne des partis verts demeure elle aussi limitée. Lors de son congrès de fondation, la nouvelle structure, qui compte vingt-trois formations, accueille les verts estoniens, les verts géorgiens et le parti vert de Bulgarie.

Depuis la fédération européenne des partis verts a accueilli le parti Zöld Alternative de Hongrie, le parti vert de Saint-Petersbourg, le parti vert de Slovaquie, le parti vert ukrainien et les verts tchèques. Autant de formations, à l'exception du parti slovaque, qui représentent peu de choses.

¹⁸ Au niveau national, le parti se crée le 6 janvier 1990.

BBC World Report, EE/0662 B, 15 janvier 1990, p. 8.

¹⁹ *BBC World Report*, EE/0766 B, 17 mai 1990, p. 3.

²⁰ P. JEHLICKA, T. KOSTELECKY, Czechoslovakia. Greens in a post-Communist society, in D. RICHARDSON, C. ROOTES, *The green challenge. The development of green parties in Europe*, Routledge, Londres, 1995, 268 pages, p. 213.

²¹ *BBC World Report*, EE/0789 B, 13 juin 1990, p. 6 et *BBC World Report*, EE/0800 B, 26 juin 1990, p. 4.

LES THÉORIES DE LA TRANSITION À L'ÉPREUVE DE LA DÉMOCRATISATION EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Jean-Michel DE WAELE

A la fin 1989, l'heure paraissait aux jours « euphoriques » de « l'automne des peuples »¹ : le mur de Berlin s'écroule, les systèmes communistes chutent en domino et les perspectives d'édification de nouveaux régimes sortent des limbes. Mais « l'enchantement » des premiers mois qui ont suivi l'éclatement des régimes de « démocratie populaire » a été relativement bref ; sans pour autant nécessairement céder au désenchantement. L'ampleur des problèmes nés de ces bouleversements s'est petit à petit révélée sous le signe de la complexité parce qu'ils affectaient de multiples niveaux de réalité : économique, social, politique, institutionnel, constitutionnel, culturel,...

Dans la communauté scientifique, l'expérience que vivent les anciennes « démocraties populaires » a été analysée à la lumière d'une approche théorique relativement récente : la « transitologie », dont l'objet essentiel est l'étude des transitions de régimes « autoritaires » vers des régimes — peut-être — démocratiques.

Le champ d'investigation de ce domaine se fonde sur des analyses comparées de changements de régimes principalement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les exemples les plus fréquemment évoqués et comparés sont l'Italie, l'Allemagne et le Japon après 1945 ; le Portugal, l'Espagne et la Grèce au milieu des années soixante-dix ; plusieurs pays d'Amérique centrale et latine à la charnière des années soixante-dix et quatre-vingt et quelques Etats d'Asie du Sud-Est dans le courant des années quatre-vingt.

En ce sens, l'évolution en cours dans les pays d'Europe centrale et orientale complète et élargit le champ de(s) réflexion(s) en la matière. Dans une perspective conceptualisée, S. Huntington inclut d'ailleurs les situations contemporaines en Europe centrale et orientale dans un « troisième vague » de démocratisation qui aurait

¹ A. GRUSZCZAK, *New rules of the political game in transformation of East Central Europe*, in A. DUMALA, Z. PIETRAS (ed.), *The future of East-Central Europe*, Marie Curie-Sklodowska University Press, Lublin, 1996, 631 pages, p. 541.

débuté le 25 avril 1974 avec la révolution des œillets². Ce rapprochement des changements de régimes en Europe centrale et orientale avec des transitions précédentes a été d'autant plus opéré que plusieurs personnalités politiques de ces nouveaux régimes ont accompli des voyages d'étude pour examiner le cadre institutionnel de « jeunes démocraties ». A ce sujet, l'Espagne a incontestablement été la référence. Plusieurs experts de pays d'Europe centrale avaient pour mission d'étudier spécifiquement les étapes de la transition espagnole. Néanmoins, cette extension de la transition et les prétentions de certains « transitologues » ont suscité de nombreuses critiques de nature diverses mais parfois acerbes. Tel est le cas de la contribution de D.-L. Seiler à la *revue internationale de politique comparée*³. De même, dans sa contribution au numéro sur *les transitions à l'Est*, J. Santiso parle de « faillite de la transitologie »⁴.

C'est la prétention de « conseillers du prince » de certains analystes des transitions qui a fait l'objet des critiques les plus dures.

Trois critiques sont les plus fréquentes dans la littérature. La première porte sur une trop forte négation de la mise en perspective historique du processus de transition. G. Pridham a mis en évidence en quoi l'approche théorique des transitions a négligé la perspective historique qui pourtant balise et façonne les formes des transitions⁵. C'est dans l'histoire de la formation même des nations que se trouvent les raisons des configurations que prennent les transitions. Restituer cette histoire constitue sans doute une tâche préalable et nécessaire pour saisir le sens des transitions.

² S. HUNTINGTON, *The third wave. Democratization in the late twentieth century*, University of Oklahoma Press, Norman, 1991, 366 pages, pp. 15-16.

³ D.-L. SEILER, La pertinence de la carte conceptuelle de Rokkan après l'implosion de l'Empire soviétique, *Revue internationale de politique comparée*, vol. 2, n° 1, avril 1995, p. 62.

⁴ J. SANTISO, De la condition historique des transitologues en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, *Revue internationale de politique comparée*, vol. 3, n°1, 1996, p. 41.

⁵ G. PRIDHAM, Democratic transitions in theory and practise. Southern European lessons for Eastern Europe?, in G. PRIDHAM, T. VANHANEN, *Democratization in Eastern Europe. Domestic and International perspectives*, Routledge, Londres, 1994, 274 pages, p. 17.

Cette approche génétique permet aussi de trouver dans le temps long de l'évolution des mentalités forgeant la culture politique, tel que le décrit Braudel, certaines clés d'interprétation des différenciations entre modèles de transition dans les Etats d'Europe centrale et orientale.

La deuxième critique concerne la difficulté à établir, au départ de la transitologie, une grammaire politique de la transition. Sous le couvert d'une notion unique, se cachent des diversités nationales et politiques qui rendent difficile voire impossible toute entreprise à formaliser abstraitement la transition. Les critiques que les tenants de la transitologie adressent à leurs propres analyses témoignent de l'impossibilité de construire un modèle préétabli qui aurait vocation à une élucidation exhaustive de l'ensemble des scénarios des démocratisations contemporaines.

Enfin, les approches de la transition limitent trop fréquemment ses enjeux et ses jeux à une partie à deux ou à quatre. Le schéma dual qui opposerait uniquement d'une part, les élites et les masses, et dans lequel s'ajoute un tiers l'armée, et d'autre part, les faucons aux colombes, s'inscrit dans la tradition de la science politique mais a été complexifié à maintes reprises. A ce titre, le rôle des acteurs, en particulier les partis politiques, a très souvent été sous-estimé sinon ignoré.

Les canevas théoriques

Bien que précédé de quelques travaux pionniers, l'ouvrage *Transitions from authoritarian rule* dirigé par Ph. Schmitter et G. O'Donnell⁶ constitue incontestablement la référence⁷ dans ce domaine de la science politique. Nous nous y référerons pour exposer les conceptions centrales de la transitologie et notamment leurs applications à l'étude des bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale.

Les difficultés d'approche de la transition sont extrêmement nombreuses. La première concerne la définition même de la

⁶ G. O'DONNELL, PH. SCHMITTER, *Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain Democracies*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 1989 (2^e édition), 84 pages.

⁷ En 1993, A. Agh, le qualifiait de la « source la plus autorisée dans la recherche comparative des transitions démocratiques ».

A. AGH, *The comparative revolution and the transition in Central and Southern Europe*, *Journal of theoretical politics*, vol. 5, n°2, 1993, p. 231.

transition. En quoi consiste-t-elle exactement ? La caractérisation proposée est souvent très générale. Il s'agirait de « l'intervalle entre un régime politique et un autre »⁸. Si l'on ne se trouve plus dans le cadre d'un régime « autoritaire » ou « totalitaire » selon la définition qu'en donnent différents auteurs, on ne se situe pas — ou pas encore ? — dans le cadre d'une démocratie représentative à « l'occidentale ». G. O'Donnell et Ph. Schmitter évoquent de la sorte un passage « de régimes de type autoritaire certains vers un incertain « autre chose » »⁹.

Il est assez simple d'identifier le début de la transition, quand peut-on dire que celle-ci se termine ? Force est de constater qu'une délimitation précise n'est pas toujours envisagée par les chercheurs sur cette problématique. Morlino l'appréhende avec l'apparition répétée de mêmes comportements, une adaptation institutionnelle, la résolution pacifique des conflits, la légitimité du nouveau régime et l'indépendance fondamentale¹⁰. Pour sa part, J. Linz, l'un des seuls auteurs qui a essayé de définir l'autoritarisme, estime que l'on peut aborder le problème de la consolidation démocratique dès lors qu'il existe des élections libres et justes, la mise en place d'un nouveau parlement, d'un nouveau gouvernement voire d'un nouveau président. On a donc affaire en l'espèce à une définition et à une approche minimalistes du régime démocratique consolidé. Plusieurs auteurs ont avancé des sauts qualitatifs. Pour certains, la tenue de deux élections libres marque la consolidation démocratique du régime. Pour d'autres, un pays a établi un système démocratique dès lors que se sont opérées une, ou mieux, deux alternances pacifiques par la voie de la compétition électorale. A la suite de nombreux analystes, H. Rose a critiqué cette thèse la trouvant formelle et inapplicable réellement¹¹. Devrait-on ainsi considérer le Japon contemporain comme anti-démocratique jusqu'en 1993 parce qu'il n'avait connu aucune alternance jusqu'alors ?

Pour sa part, A. Przeworski estime que la démocratie est consolidée lorsque la plupart des conflits sont réglés par l'intermédiaire d'institutions démocratiques¹². Plus prosaïque, S. Huntington considère qu'il y aurait consolidation démocratique dès lors que

⁸ G. O'DONNELL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, p. 6.

⁹ *Ibid.*, p. 3.

¹⁰ L. MORLINO (a cura di), *Costruire la democrazia. gruppi e partiti in Italia*, Il Mulino, Bologne, 1991, 491 pages, pp. 12-13.

¹¹ H. ROSE, From command to free politics, *The political quarterly*, April-June 1993, p. 158.

¹² A. PRZEWORSKI, *Democracy and the market. Political and economic reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, 210 pages, p. 51.

l'euphorie céderait le relais à la désillusion voire à certaines formes de nostalgie¹³ !

Les étapes de la transition

Quelles sont les principales étapes de la transition ? Selon Schmitter et O'Donnell, elles se résument dans un triple enchaînement : la libéralisation, la démocratisation et la socialisation. C'est également dans ce canevas que se situent les travaux de Przeworski.

La libéralisation

La transition débiterait avec la libéralisation du régime. Qu'est-ce à dire ? Au moment où « les élites du régime modifient leurs propres règles pour garantir les droits des individus »¹⁴. Dans *The third wave*, S. Huntington, la définit comme « l'ouverture partielle d'un système autoritaire ». Elle peut conduire à la libération de prisonniers politiques, à l'ouverture au débat public de certaines questions, au relâchement de la censure, à l'organisation d'élections à des niveaux subalternes, à l'expression autorisée de certains pans de la société civile et parfois à quelques pas vers une voie démocratique¹⁵. Pour A. Przeworski, il y a libéralisation, lorsqu'un régime autoritaire tolère certaines institutions indépendantes¹⁶. Cette dernière approche ne nous paraît pas décisive. Plusieurs régimes autoritaires ont connu des organisations « indépendantes » : tantôt l'Eglise catholique, tantôt certaines organisations patronales, tantôt des associations culturelles ou sportives. En tout état de cause, elle fait fi d'une hypothétique distinction entre régimes autoritaires et totalitaires (voir *infra*), qui est essentielle dans l'appréhension des transitions en Europe centrale et orientale.

¹³ S. HUNTINGTON, *The third wave. Democratization in the late twentieth century*, University of Oklahoma Press, Norman, 1991, 366 pages, pp. 262-263.

¹⁴ G. O'DONNELL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, p. 6.

¹⁵ S. HUNTINGTON, *op. cit.*, p. 9.

¹⁶ A. PRZEWORSKI, *op. cit.*, p. 54.

Cette libéralisation peut recouvrir des formes extrêmement différentes. Il peut même se produire une atténuation de la dimension autoritaire d'un régime sans libéralisation pour autant ; par exemple, une diminution *de facto* de l'arbitraire ou des excès du régime. En ce sens, la perspective historique dans l'étude des régimes autoritaires, à l'instar de tout autre régime au demeurant, est cruciale. En effet, si dans le « meilleur des cas », il est souhaitable que libéralisation et démocratisation soient étroitement connectées, l'émergence d'une libéralisation dans un régime autoritaire sans perspectives de démocratisation est tout à fait plausible comme le prouvent certains régimes d'Amérique latine. L'affaire est alors matière de limites : quand débute-t-on le cap de la démocratisation et comment s'opère-t-elle ?

La démocratisation : un jeu à trois ou... à quatre ?

Trois acteurs principaux seraient en jeu dans la phase de libéralisation ou de pré-libéralisation : les modérés du régime autoritaire (« *soft-liners* »)¹⁷, les durs du régime autoritaire (« *hard-liners* »)¹⁸ et les opposants au régime. Pour Schmitter et O'Donnell, aucune transition ne débute sans être la conséquence d'une division importante entre durs et modérés du régime. Il y a donc dans le chef de l'élite du régime autoritaire un événement de « déssectorisation » pour reprendre l'expression de M. Dobry qui entraîne une « coupure transversale » en leur sein¹⁹. Pour A. Gruszczak « la transition débute effectivement lorsque l'élite dirigeante, ou parfois simplement une de ses factions qui apparaît une fracture dans le noyau des dirigeants, décide de négocier avec l'élite adverse qui représente la société politique »²⁰.

¹⁷ A. Przeworski reprend à son compte cette ligne de séparation en considérant les « liberalizers » et les « hard-liners ».

A. PRZEWORSKI, *op. cit.*, pp. 56-57.

¹⁸ Ils définissent les « hard-liners » comme les partisans d'un maintien et de la continuation de la « règle autoritaire » qu'ils estiment non seulement « possible » mais « désirable » : les « hard-liners » sont ceux qui « contrairement au consensus de cette période de l'histoire mondiale, croient que la persuasion de la règle autoritaire est possible et souhaitable, si pas en rejetant complètement toutes les formes démocratiques, en érigeant certains éléments de façade derrière lesquels ils peuvent maintenir inviolée la nature autoritaire et hiérarchique de leur pouvoir ».

G. O'DONNELL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, p. 16.

¹⁹ G. HERMET, *Le passage à la démocratie*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996, 128 pages, p. 74.

²⁰ A. GRUSZCZAK, *op. cit.*, pp. 544-545.

Pour Schmitter et O'Donnell, il s'établit à la fois une relation à trois et trois relations bilatérales. Celles-ci peuvent déboucher sur ce que Michel Dobry a nommé des « transactions collusives »²¹. Un processus de libéralisation et/ou de transition dépend dès lors des rapports de forces entre trois groupes, de leur nature et de leurs capacités. Przeworski pointe aussi une partie à quatre : les « *liberalisers* », les « *hard-liners* », les réformistes et les radicaux²². Il a essayé de distinguer les durs du régime des « *liberalizers* ». Les premiers se trouveraient le plus souvent dans le noyau répressif du régime — la police, l'armée, la bureaucratie légale, les censeurs, etc. — tandis que les seconds se recruteraient surtout parmi les hommes politiques du régime, dans certains secteurs de la bourgeoisie sous les régimes capitalistes et dans certains secteurs managériaux dans les économies d'Etat. Il distingue aussi les opposants au régime — essentiellement appréhendés à l'échelle des élites — qu'il scinde en deux courants : les « radicaux » et les « réformistes ».

Mais ce jeu peut être conditionné à des facteurs extérieurs qui sont souvent, dans la littérature, négligés. O'Donnell et Schmitter s'en tiennent à un seul : la conjoncture économique. Avec un paradoxe au demeurant : la libéralisation deviendrait possible en période de conjoncture économique favorable, c'est-à-dire à un moment où le régime autoritaire peut se targuer de succès.

Notamment à la lumière de l'expérience espagnole, G. Hermet a toutefois établi ce qu'il appelle une « coïncidence nette » entre affaiblissement de la croissance économique et la « propension » au départ des dirigeants des régimes autoritaires²³.

²¹ M. DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1986, 319 pages, pp. 110-111.

²² Ce qui suppose quatre solutions possibles aux différents types de rencontres : le régime autoritaire se perpétue dans sa forme traditionnelle quand la relation dominante est « hard-liners »-radicaux. Il y a ouverture du régime autoritaire lorsque la relation dominante est « hard-liners »-réformistes. On tend vers la démocratisation sans garanties lorsque la relation dominante est modérés-radicaux. Enfin, on tend vers la démocratisation avec garanties lorsque la relation dominante est modérés-réformistes.

A. PRZEWORSKI, *op. cit.*, p. 71.

²³ G. HERMET, *Les désenchantements de la liberté. La sortie des dictatures dans les années 90*, Fayard, Paris, 1993, 335 pages, pp. 140-141.

Il se refuse toutefois à en faire un « diagnostic ». Car il s'applique mal à certaines situations²⁴ et surtout, l'indicateur économique est « inopérant à lui seul »²⁵.

Dans le champ des rapports de forces entre les trois composantes tel que défini par Schmitter et O'Donnell, soulignons l'importance que plusieurs auteurs ont attribuée à la question militaire. Cela d'un double point de vue : l'armée, comme corps traversé par les « *hard-liners* » et les « *soft-liners* » — et parfois par les opposants²⁶ ; le caractère déterminant qu'a eu, en plusieurs circonstances, une défaite militaire dans un conflit international soit comme enclencheur d'une transition, soit comme modificateur des rapports de forces internes. Ce point a été crucial dans plusieurs situations de transition en Amérique latine²⁷ ou en Europe²⁸.

Sur le plan interne, les éléments qui jouent sur la forme et le devenir de la transition sont nombreux.

Premièrement, mentionnons l'importance de l'héritage pré-autoritaire. Il est capital. Qu'en était-il avant ? Qu'en était-il notamment en termes des partis politiques ? O'Donnell et Schmitter insistent sur cette problématique²⁹. Deuxièmement, quelle a été la longueur du régime autoritaire et quelles ont été ses différentes étapes³⁰ ? Troisièmement, enfin, quel était le cadre institutionnel avant le régime ?

Dans la construction de la transition, le jeu à trois et le comportement des acteurs sont déterminants. Le factionnalisme du régime est bien sûr essentiel mais la partie d'acteurs l'est tout autant. Les « durs » peuvent, en de nombreuses circonstances, faire échouer le processus. Les « modérés » sont confrontés à une dynamique qui leur échappe souvent rapidement. Les opposants sont en interrogation sur la nécessité de négocier et/ou sur le besoin de confrontation.

²⁴ Il évoque en particulier les pays subsahariens et la Corée du Sud.

²⁵ G. HERMET, *Les désenchantements de la liberté. La sortie des dictatures dans les années 90*, Fayard, Paris, 1993, 335 pages, p. 146.

²⁶ La révolution des œillets, le 25 avril 1974, l'illustre au Portugal.

²⁷ Songeons, à titre d'exemple, à la situation de l'Argentine à l'issue du conflit opposant les armées argentine et britannique concernant l'archipel des Malouines.

²⁸ C'est le cas par exemple au Portugal où une défaite imminente en Afrique a précipité la « révolution des œillets ».

²⁹ G. O'DONNELL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, p. 21.

³⁰ O'Donnell et Schmitter soulignent, exemple de la Grèce à l'appui, que parfois de courtes expériences font « *plus de dégâts* » que des régimes autoritaires inscrits dans le temps.

Ibid., p. 25.

Cette « partie »³¹ est d'autant plus difficile qu'elle situe dans un « cycle de mobilisation » : l'ouverture d'un régime contribue souvent à sa politisation et donc à une renaissance de la société civile qui rend la marge de manœuvre des élites opposantes d'autant plus étroite. Peut alors entrer en scène un quatrième acteur fréquemment délaissé : les « masses » ou des « groupes sociaux » importants.

Cette régénération peut prendre des formes diverses : résurgence d'anciens partis politiques ou création de nouvelles formations ; ébullition dans le monde de la presse ou dans celui de l'édition, nouvelles formes d'expression artistiques ou culturelles,... Dans cette effervescence, l'Eglise — comme institution — joue parfois un rôle fondamental. De temps en temps, quelques personnes incarnent une autorité morale dans la défense des droits de l'homme. Parfois, les associations de juristes jouent un rôle spécifique dans la mise en doute ou en cause des institutions des régimes militaires. Dans ces circonstances, on peut avoir des emballements qui peuvent rendre plus complexe le processus de libéralisation et/ou de démocratisation.

Pour O'Donnell et Schmitter, le plus grand défi du processus de transition vient cependant de l'action collective des acteurs sociaux et, en particulier, de la classe ouvrière³². C'est là véritablement que réside la probabilité la plus importante d'un mouvement insurrectionnel qui, à leurs yeux, est dangereux parce qu'éphémère et parce que rendant la négociation vers la démocratie et donc aussi vers la consolidation de la démocratie d'autant plus difficile (voir *infra*).

³¹ L'image d'un jeu — notamment d'un jeu d'échec — revient fréquemment dans les travaux consacrés aux transitions.

³² *Ibid.*, p. 52.

L'armée et la transition

Lorsqu'un des acteurs dominants voire le protagoniste principal est l'armée, les données de la négociation changent en des sens divers. Cela peut en effet faciliter les choses dans la mesure où les craintes qui concernent toutes les formes de représailles possibles de la part des opposants civils sont nettement moins fortes que si les représentants du régime autoritaire sont des civils. D'autre part, l'ajustement pour les élites du régime autoritaires dans le régime en transition et dans le régime démocratique consolidé est beaucoup plus facile. L'exemple de la transition démocratique au Chili, dans lequel le général Pinochet est demeuré chef des armées est à cet égard cité en exemple.

Inversement, si l'interlocuteur est militaire, les facilités de répression éventuelles peuvent s'avérer dans certains cas plus importantes que si l'interlocuteur est un pouvoir civil.

Si les tenants du régime autoritaire sont des militaires — traversés par des « *soft-liners* » et des « *hard-liners* » —, l'aboutissement de négociations hypothétiques et de l'éventuelle transition dépend aussi de facteurs historiques.

Quelle est l'image de l'armée et comment les civils peuvent contribuer à la transformer ? Il s'agirait là d'un point crucial de la transition et de la consolidation démocratiques. Quel est le degré de « pénétration militaire » ou de « militarisation » de la société et de la vie politique³³ ? Celui-ci varie suivant les régimes autoritaires et les régimes démocratiques qui les suivent.

Nous l'avons déjà souligné, le camp de l'opposition au régime est souvent sujet à des approches et des contraintes contradictoires. En dehors même des pressions d'une éventuelle base sociale, deux voies contraires se présentent pour les « opposants » : la « clémence » ou la « vengeance ».

Selon O'Donnell et Schmitter, une approche de « clémence » est une solution plus viable et moins dangereuse pour le terme fixé : l'aboutissement d'un régime démocratique. Mais, dans les faits, elle se révèle souvent politiquement difficile à assumer. Dans ces conditions, on se trouverait face à une situation paradoxale. Pour le meilleur achèvement d'une transition démocratique, les notions de « pacte », de « négociation » et de « compromis » seraient décisives. Or, celles-ci ne peuvent avoir lieu, être assurées et assumées que par

³³ *Ibid.*, p. 34.

un nombre restreint de participants : il y aurait ainsi « changement vers une démocratie par des moyens non démocratiques »³⁴.

Les trois moments de la transition

Comment commence véritablement une transition ? Nous l'avons évoqué, la réponse à cette question est quasiment impossible tant sont diverses les expériences et les situations. Schmitter et O'Donnell ont cependant conceptualisé les phases de la transition. Prudents, les auteurs devancent les critiques en précisant qu'aucun exemple empirique ne répond exactement à leur schéma !

La transition se caractériserait par trois « moments » : le militaire, le politique et l'économique. Le moment militaire est celui où sont réunies des conditions sous l'autel desquelles, les militaires peuvent « tolérer des espaces de libéralisation et peuvent s'extraire des responsabilités directes de la conduite des affaires »³⁵. Il s'agirait d'un pré-requis, mais il ne suppose pas mécaniquement l'ouverture vers la démocratisation. Le moment politique est sans doute l'un des plus complexes et des plus périlleux. Le jeu à trois est alors au paroxysme — avec rapport éventuel au quatrième acteur. De manière générale, les choix consociationnels ont, selon O'Donnell et Schmitter, de nombreux avantages mais ils peuvent scléroser une situation institutionnelle. Et l'incertitude règne aussi sur le temps pour y parvenir : cela peut être extrêmement court et extrêmement long. Or, « au plus courte et au plus inattendue serait la transition du régime autoritaire, au plus grande serait la probabilité de révolte populaire et son effet prolongé sur le devenir de la transition »³⁶.

Rappelons-le, il peut y avoir libéralisation sans démocratisation. Inversement on peut avoir démocratisation sans libéralisation : si la transition s'accomplit par ce qu'O'Donnell et Schmitter nomment la « voie révolutionnaire »³⁷. Mais selon eux, les perspectives de démocratisation politique seraient alors plus réduites.

³⁴ *Ibid.*, p. 38.

³⁵ *Ibid.*, p. 39.

³⁶ *Ibid.*, pp. 54-55.

³⁷ *Ibid.*, p. 11.

Enfin, libéralisation et démocratisation peuvent aussi être concomitantes³⁸. Il convient alors de restreindre la participation « *d’outsiders* » dans le processus décisionnel : le rôle des élites est déterminant. La solution — éventuelle — est donc consociationnelle. Mais il y a des dimensions incontournables.

Deux d’entre elles, capitales, sont mises en exergue dans le passage à la démocratisation. Il y a d’abord celle qui est relative à la compétition partisane et aux choix électoraux des citoyens. A ce titre, il y a un point capital dans le processus ; celui des élections fondatrices (« *the Founding elections* »). Ces élections peuvent parfois être décidées sans concertation d’un quelconque parti politique³⁹. Mais l’annonce des élections aurait un effet majeur. Elle concourrait souvent à une démobilisation des tendances les plus radicales. C’est parfois aussi une option stratégique des « *soft-liners* » qui espèrent bénéficier de cette décision capitale. Cette expérience serait peu concluante pour ce groupe : la « gratitude » des électeurs est rarement au rendez-vous pour des tenants — même modérés — du régime autoritaire.

Il y a ensuite le danger d’une hypothétique création d’un « deuxième degré » de mécanismes consultatifs et décisionnels, qui court-circuiterait les institutions démocratiques et placerait les décisions hors contrôle.

Le principe posé de l’organisation des élections fondatrices, de nombreux éléments restent en suspens. Les plus cités et débattus sont les suivants. Quelles sont les formations politiques qui peuvent prendre part au scrutin ? Comment considérer qu’une organisation est un parti politique ? En d’autres termes, quels sont les critères de reconnaissance des partis politiques ? Que faire des partis liés ou regroupant des partisans de l’ancien régime ? Quels modes de scrutin et quels systèmes électoraux seront à l’œuvre dans ces élections fondatrices ? Opte-t-on pour un système majoritaire — uninominal ou plurinominal, à un tour ou à deux tours —, proportionnel — de circonscription ou de liste — ou mixte ? Etablit-on seuil électoral ? Organise-t-on un scrutin qui octroie une « prime » au premier parti ? Enfin, pour quoi et pour qui vote-t-on ? Envisage-t-on des élections présidentielles ? Des élections législatives ? Des élections présidentielles et des élections législatives ? Combien de mandats répertorie-t-on, le cas échéant dans la ou les chambres ?

³⁸ La Grèce et le Portugal seraient deux exemples en la matière.

³⁹ G. O’DONNELL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, p. 57.

Des réponses à ces différentes questions peuvent naître des conséquences électorales, institutionnelles, législatives et gouvernementales extrêmement différentes. Mais, au-delà de ces interrogations technico-politiques, il convient de considérer les traits de ce scrutin fondateur du « nouveau régime ». Il est généralement caractérisé par une faible « identification partisane ». Le profil des « partis » prenant part au scrutin est le plus souvent peu clair dans la mesure où la plupart d'entre eux seraient très récents. Soulignons toutefois, qu'il existe des circonstances où ces élections agrègent un cartel de partis favorables au changement de régime qui permet, en obtenant un pourcentage élevé, d'« avaliser » ou de légitimer le passage à un nouveau régime.

Une autre caractéristique fréquemment relevée à l'occasion de cette élection est la suspicion qui pèse sur nombre de candidats en raison de leurs liens — plus ou moins forts — supposés avec « l'ancien régime ».

Lors de cette consultation électorale, le taux de participation est en général exceptionnellement élevé. Les partis ou les associations qui prônent l'abstention sont de ce fait dépassés par « l'enthousiasme » né de la situation⁴⁰.

Enfin, de par son statut extraordinaire, peut se produire un « effet de gel » du développement politique.

La consolidation démocratique

Qu'en est-il de la troisième étape, celle de la socialisation ou de la consolidation, parfois appelée « deuxième transition » ? On se situe désormais dans le troisième moment : le moment économique.

Deux facteurs déterminants le caractériseraient et seraient les témoins de son approfondissement. Se référant, à Tocqueville, Schmitter et O'Donnell insistent sur l'émergence et le développement d'« institutions sociales privées »⁴¹ — écoles, partis, entreprises, associations⁴².

Les deux traits majeurs visent à ne pas s'en tenir à une égalité formelle.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 62.

⁴¹ *Ibid.*, p. 3.

⁴² *Ibid.*, p. 12.

Il faudrait non seulement une égalité de chance mais aussi une égalité « des bénéfices ». En d'autres termes, une démocratie politique mais aussi des formes de démocratisation économique et sociale. Les deux caractéristiques avancées par O'Donnell et Schmitter doivent être comprises dans une approche dynamique ; l'une influant sur l'autre et réciproquement. Il importe de remarquer qu'en l'espèce, ces deux données s'inscrivent dans une perspective où l'Etat joue un rôle essentiel : ce qui est bien sûr vrai sur le plan politique ; cela l'est encore sur les plans économique, social, éducationnel,... La contribution « publique » à la démocratisation et à sa consolidation est déterminante. Car une transition, tous les auteurs s'accordent sur ce point, est tout sauf un processus linéaire. La transformation d'un régime vers un autre régime n'est pas nécessairement irréversible.

D'autre part, le changement d'un régime autoritaire ne conduit pas automatiquement vers la démocratie. En ce sens, il peut y avoir des « régressions ». Schmitter et O'Donnell soulignent d'ailleurs combien ce moment est plus complexe à atteindre que les deux précédents.

Selon L. Morlino, la consolidation démocratique débute après la phase d'instauration, c'est-à-dire après que toutes les institutions relevant du nouveau régime aient été créées. La consolidation démocratique constitue le processus d'adaptation et de fixation de structures et de normes démocratiques comportant la détermination de rapports de légitimation entre société civile et structures intermédiaires, comme les partis, les syndicats, les groupes d'intérêts, l'établissement de modes de régulations, acceptés par tous, des conflits politiques et l'existence de certains rapports entre les acteurs du processus (partis, syndicats, institutions)⁴³.

Les changements de régime d'Europe centrale et orientale ont amené les tenants de la transitologie à élargir leur champ d'observations et à confronter les théories sur ces problématiques à l'émergence de nouveaux régimes dans cette partie du monde. Comme le pointent Alto et Schmitter en janvier 1992, « avec l'ajout des régimes post-communistes à notre base de données qui s'était déjà fortement élargie, on peut imaginer utiliser des statistiques sociales dans l'étude de la démocratisation contemporaine »⁴⁴.

⁴³ L. MORLINO (a cura di), *Costruire la democrazia. gruppi e partiti in Italia*, Il Mulino, Bologne, 1991, 491 pages, pp. 12-13.

⁴⁴ PH. C. SCHMITTER, P. ALTO, *What kinds of democracy are emerging in Southern and Eastern Europe, South and Central America ?*, Working paper, January 1992, p. 4.

De nouvelles constructions sont venues nuancer les anciens modèles d'interprétation qui questionnent la pertinence et la valeur même de l'étude « transitologique ».

Lynn Karl et Schmitter ont avancé un nouveau modèle à la lumière de l'ensemble des transitions analysées. Il intègre deux axes. D'une part, les acteurs : les masses et les élites ; d'autre part, les stratégies : le compromis et l'usage de la force. Se dégagent de la sorte quatre idéal-types.

	Compromis	Usage de la force
Elites	Pacte	Transition
Masses	Réforme	Révolution

Le pacte est le premier. Les acteurs du pacte sont les élites et la stratégie est celle du compromis. La transition espagnole en serait l'exemple ; idée que rejoint Huntington qui place l'expérience espagnole dans une transition de « transformation »⁴⁵. En revanche, cette vision est nuancée sinon contredite par l'un des spécialistes de la transition espagnole, G. Hermet. Celui parle en l'espèce de transition « octroyée » qui ressort plus de la deuxième catégorisation par Lynn Karl et Schmitter⁴⁶.

La transition imposée est le deuxième des quatre modèles. En la circonstance, la stratégie n'est plus celle du compromis mais s'insère dans une optique de contrainte ou d'« usage de la force ». Les acteurs, par contre, demeurent les élites.

La révolution est le troisième des cas possibles. Dans cette hypothèse, la stratégie reste de l'ordre de la contrainte et de l'usage de la force. Mais les acteurs ont changé : il s'agit des masses.

⁴⁵ Huntington distingue trois types de transitions : par transformation — idée de transaction —, par remplacement — idée d'effondrement ou de rupture — ou par « transplacement » — idée d'extraction.
S. HUNTINGTON, *The third wave. Democratization in the late twentieth century*, University of Oklahoma Press, Norman, 1991, 366 pages, p. 114 et 125.

⁴⁶ G. HERMET, *Le passage à la démocratie*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996, 128 pages, p. 59.

Enfin, le quatrième idéal-type dégagé par Lynn Karl et Schmitter est celui des réformes. Les masses sont toujours les acteurs dominants. Par contre, l'axe de la stratégie est différent. Nous sommes dans une approche de compromis⁴⁷.

Les spécificités des transitions en Europe centrale et orientale

Des démocratisations non latines

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, l'analyse des transitions avait, au premier chef concerné les trois pays d'Europe du Sud, les pays d'Amérique latine et quelques pays d'Asie. En d'autres termes, essentiellement des « démocratisations latines », selon l'expression de G. Hermet⁴⁸. Déjà, dans ce canevas, il existe des différences sensibles. A. Ágh a ainsi établi une dissemblance fondamentale dans l'approche des transitions des pays d'Amérique du Sud et de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce : la conception de la démocratie qui y a prévalu.

Dans le cas des pays latino-américains, le rapport à la démocratisation et à la démocratie concerne une définition « américaine » de la démocratie ; c'est-à-dire une conception essentiellement procédurale⁴⁹. En revanche, en Europe, le même rapport a trait à une définition qui élargit les droits politiques aux questions sociales. Ce qui explique, selon lui, la fragile et difficile consolidation démocratique en Amérique latine⁵⁰ et l'achèvement presque parfait de la consolidation démocratique en Espagne, au Portugal et en Grèce⁵¹.

⁴⁷ T. LYNN KARL, PH. SCHMITTER, « Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 128, mai 1991, p. 290.

⁴⁸ G. HERMET, *Le passage à la démocratie*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996, 128 pages, p. 53.

⁴⁹ A. ÁGH, The transition to Democracy in Central Europe : A comparative view, *The Journal of Public Policy*, n°2, 1991, p. 141.

⁵⁰ Dans une contribution publiée ultérieurement, il va jusqu'à prôner une « dé-latino-américanisation » de la recherche concernant les transitions d'Europe du Sud et centrale.

A. ÁGH, The « comparative revolution » and the transition in Central and Southern Europe, *The Journal of theoretical Politics*, n° 5, 1993, p. 231.

⁵¹ A. ÁGH, The transition to Democracy in Central Europe : A comparative view, *The Journal of Public Policy*, n°2, 1991, p. 145.

Dans ce cadre, les transitions dans les pays d'Europe centrale et orientale s'accomplissent dans une perspective qui n'appréhende la démocratie comme une simple forme procédurale du choix des représentants et des gouvernements mais aussi comme un régime qui intègre les aspects économiques et sociaux dans sa nature démocratique. Mais en même temps, cet aspect est radicalement différent de ce qu'il a pu recouvrir en Espagne, au Portugal et en Grèce dans la mesure où l'idéologie des régimes de « démocratie populaire » véhiculait justement cette perspective : le régime du « socialisme existant » élargissait la démocratie aux dimensions économiques et sociales. Il se présente donc un rapport ambivalent par rapport à la conception de la démocratie et aux régimes précédents.

D'autre part, la dimension non « latine » des transitions en Europe centrale et orientale est cruciale dans un aspect déterminant : le rapport à l'armée. La nature des élites est en effet différente dans les ex-« démocraties populaires ». En Amérique latine, il s'agissait des forces armées. Au Portugal, en Espagne et en Grèce, l'armée a aussi joué un rôle considérable. Pour les pays d'Europe centrale et orientale, ce n'est pas du tout le cas. Lynn Karl et Schmitter l'ont pointé⁵². A ce sujet, Huntington avance l'hypothèse d'un nouvel acteur dans la vague de démocratisation. Les protagonistes principaux de la démocratisation ne seraient pas, comme par le passé, l'armée, les ouvriers, les paysans⁵³ ou les patrons mais bien la classe moyenne urbaine⁵⁴. Dans cette optique, on peut se demander si l'individualisme méthodologique qui caractérise l'approche de G. Hermet ou de M. Dobry est pertinent dans la compréhension des transitions en Europe centrale.

⁵² Les deux analystes identifient dans cette suite deux problèmes de nature différente. En Amérique latine le principal risque est le « Golpe », le coup d'Etat. En Europe centrale, il s'agit de la question de la *Nomenklatura*.

T. LYNN KARL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, pp. 288-289.

⁵³ Pour les ouvriers et les paysans, il est contraint à exclure la Pologne de sa typologie.

⁵⁴ S. HUNTINGTON, *The third wave. Democratization in the late twentieth century*, University of Oklahoma Press, Norman, 1991, 366 pages, p. 67.

L'importance des facteurs externes

L'examen des transitions d'Amérique latine et d'Europe méridionale s'est principalement fondé sur les dimensions internes des changements de régime et une faible implication des facteurs externes. Cette conception est doublement en porte à faux dans le contexte des bouleversements en Europe orientale et centrale.

D'abord parce que les sociétés d'Europe et du monde ont, d'une manière générale, connu ces quinze dernières années une accélération et un approfondissement de l'interdépendance et de la globalisation. Agh en fait un nœud gordien de son étude théorique, qu'il veut modeste et prudente, des transitions⁵⁵. G. Ionescu souligne aussi cet élément déterminant⁵⁶.

Les éléments internes ont parfois été essentiels en Europe centrale. Les pressions de la société civile relayée par la « société politique » ont rendu presque impossible la perpétuation du régime. Ce cas d'école existe dans le chef de la Pologne⁵⁷ mais l'importance des facteurs externes est considérable.

Pour plusieurs régimes communistes d'Europe centrale et orientale, les éléments déclenchants sont moins les contraintes internes que les développements extérieurs : événements en Pologne et en RDA et non-intervention du tuteur soviétique. G. Hermet les isolent comme « l'élément essentiel » dans la chute des régimes de « démocratie populaire »⁵⁸. D'aucuns ont d'ailleurs avancé la thèse de la « contagion »⁵⁹ ou de l'« effet boule de neige »⁶⁰. Au demeurant, comme le soulignent C. Bryant et E. Mokrzycki, si on peut parler en Europe centrale « de société civile contre le parti-Etat », de démonstrations populaires, voire de libération nationale, on ne peut

⁵⁵ A. ÁGH, The transition to Democracy in Central Europe : A comparative view, *The Journal of Public Policy*, n°2, 1991, p. 140.

⁵⁶ G. IONESCU, The painful return to normality, in M. MORAN, G. PARRY (ed.), *Democracy and democratization*, Routledge, Londres, 1994, 298 pages, p. 109.

⁵⁷ P. MICHEL, De la nature de la « transition », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. xcvi, 1994, p. 216.

⁵⁸ G. HERMET, *Le passage à la démocratie*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996, 128 pages, p. 72.

⁵⁹ PH. C. SCHMITTER, P. ALTO, *op. cit.*, p. 11.

⁶⁰ S. HUNTINGTON, *The third wave. Democratization in the late twentieth century*, University of Oklahoma Press, Norman, 1991, 366 pages, p. 100.

pas à proprement parler de révoltes fondées sur des classes sociales »⁶¹.

La transition en Europe centrale a lieu dans un contexte externe particulier. Ce n'est pas seulement l'importance des facteurs externes sur la chute du système communiste et chaque situation spécifique qu'il importe de souligner mais aussi le contexte radicalement nouveau dans lequel s'opère la transition dans les anciennes « démocraties populaires ». Agh a mis en lumière l'importance de cette dimension : « En fait, il s'agit de la disparition de l'ancienne guerre comme ordre mondial comme un cycle de 50 ans du système mondial bipolaire, et l'émergence d'un ordre mondial post-guerre froide et multipolaire »⁶². K. von Beyme a rappelé avec raison que parallèlement à l'édification d'un régime démocratique en Europe centrale, une crise de légitimité affectait l'Europe occidentale⁶³. En outre, les bouleversements du monde communiste n'ont pas affecté que l'Europe centrale et orientale. Outre les changements radicaux dans les relations internationales, qui font l'objet de nombreuses études notamment dans le domaine de la sécurité⁶⁴, l'Europe occidentale est, en retour, touchée par la « transition » en Europe centrale et orientale : « flux en Europe occidentale de « réfugiés » en provenance de l'Est »⁶⁵, problèmes posés à l'économie mondiale et, plus encore européenne, du fait de l'intégration de la RDA dans la RFA, délocalisations d'entreprise dans des pays à main d'œuvre qualifiée, dérégulation du marché du travail en Europe occidentale, modification du rapport des forces politique interne,...

⁶¹ C. BRYANT, E. MOKRZYCKI, Theorizing changes in East-Central Europe, in C. BRYANT, E. MOKRZYCKI (ed.), *The new great transformation. change and continuity in East-Central Europe*, Routledge, Londres, 1993, p. 1.

⁶² A. ÁGH, The transition to Democracy in Central Europe : A comparative view, *The Journal of Public Policy*, n°2, 1991.p. 134.

⁶³ K. VON BEYME, « Democratic transition in Central Eastern Europe », in M. TELO (Sous la direction de), *Démocratie et construction européenne*, Editions de l'Université de Bruxelles, 1995, 368 pages, p. 227.

⁶⁴ Nous renvoyons le lecteur à E. REMACLE, *L'expérience de l'Union de l'Europe occidentale comme fondement pour une défense européenne intégrée dans l'Union européenne*, thèse de doctorat sous la direction de M. TELO et A. MIROIR, ULB, Année académique 1995-1995, Bruxelles, 734 pages.

⁶⁵ P. MICHEL, De la nature de la « transition », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. xcvi, 1994, p. 215.

Dans ce contexte, les acteurs extérieurs peuvent, par leurs décisions, peser sur la nature et la vitesse de la transition. Le délai dans lequel peuvent escompter rentrer les pays d'Europe centrale et/ou orientale dans l'Union européenne est un élément fondamental pour le processus de stabilisation d'un point de vue politique et économique.

De même, l'entrée ou l'association à l'OTAN est cruciale pour la stabilisation des questions de sécurité et de défense.

La « dissociation » du « Bloc de l'Est »

Jusqu'à la chute du mur de Berlin, les recherches ayant trait à l'Union soviétique et aux Etats d'Europe centrale et orientale étaient globalisantes ; tout à la fois en ce qui concernait les régimes, les fonctions du parti — supposé — unique, le rapport à l'Union soviétique, les économies, l'histoire,... C'était le « bloc de l'Est » — matérialisé par le COMECON, le pacte de Varsovie,... Cette idée de « bloc » a d'ailleurs été accréditée par les régimes communistes eux-mêmes durant leur cinquante années d'existence commune.

La disparition des « démocraties populaires » oblige à une nouvelle lecture. Aucune des écoles d'interprétation de la nature de ces régimes n'avait intégré la possibilité de leur disparition — encore moins aussi rapide. Les tenants du « socialisme d'Etat » ou du « capitalisme d'Etat », ceux de l'« Etat ouvrier bureaucraté » dans la tradition trotskyste, du « régime totalitaire » voire du « régime fasciste » ont tous été surpris par cette désintégration. Une réinterprétation *a posteriori* de la nature de ces régimes s'impose.

Depuis la victoire bolchévique en 1917, les analyses sur le(s) régime(s) se réclamant du socialisme ont été parmi les domaines d'études les plus « idéologisés » des sciences historique et politique. Ce qui a fortement affaibli leur valeur et leur dimension critique. Rares, très rares, ont été les travaux scientifiques qui éclairent aujourd'hui la nature et les contradictions des régimes de « démocratie populaire ». Les travaux de M. Lewin et d'A. Nove sont des exceptions. Outre l'aspect idéologique important de ces études, la tendance à la généralisation et la sous-estimation de l'hétérogénéité existant au sein du « bloc socialiste », particulièrement mise en évidence ces dernières années, est une de leurs principales faiblesses.

Il est à souhaiter que les travaux qui tenteront une analyse nouvelle des ex-« pays socialistes » profiteront de la « dépassionalisation » du débat ainsi que de l'ouverture des archives et de l'accès facilité à des sources jusqu'alors interdites à la communauté scientifique.

Dès lors dans l'étude des transitions et du devenir des régimes en Europe centrale et orientale, l'appréhension en terme de bloc ne tient pas. Comme le souligne A. Ágh, l'« Europe de l'Est » est un nom très mal approprié (*misnomer*) dans la mesure où il ne s'agit pas d'une « entité organique »⁶⁶ ; ni d'un point de vue géographique, ni d'un point de vue culturel. Si le regroupement a pu avoir et peut toujours avoir un certain intérêt dans une approche comparative des systèmes communistes, il est non productif et même contre-productif dans l'examen des transitions démocratiques.

A tout le moins, il s'agit, dans un premier temps, de distinguer l'Europe centrale⁶⁷, l'Europe orientale et l'ensemble des parties de l'ancienne Union soviétique. Cette première subdivision n'est d'ailleurs que très globale. Il y a des spécificités fortes dans chacun des trois groupes. Tout en rassemblant les anciennes « démocraties populaires » sous le même vocable « d'Europe de l'Est », C. Bidegaray présente une même ligne de partage dans une approche plus confuse et pas toujours dépourvue de stéréotypes. Il oppose les « régimes viables » qui sont dans un « peloton de tête » — principalement la Hongrie, la Pologne, l'ex-Tchécoslovaquie et les pays baltes — aux « régimes frappés de « catastroïka » » — essentiellement, la Roumanie, l'Albanie, la Bulgarie et l'ex-Yougoslavie⁶⁸.

Les recherches qui débutent après l'effondrement du système communiste ont dû s'affranchir de cet héritage. L'appréhension des transitions a presque immédiatement montré la nécessité de singulariser ou d'individualiser les recherches. Même ceux qui ont travaillé à l'élaboration de la transitologie sont confrontés à une différenciation nette entre les pays membres de l'ancien « bloc de l'Est ». Dans la typologie de T. Lynn Karl et Ph. Schmitter, la Pologne et la Tchécoslovaquie⁶⁹, la Bulgarie⁷⁰, la Hongrie⁷¹, la RDA⁷² et la

⁶⁶ A. ÁGH, The « comparative revolution » and the transition in Central and Southern Europe, *The Journal of theoretical Politics*, n° 5, 1993, p. 237.

⁶⁷ A. ÁGH, The transition to Democracy in Central Europe : A comparative view, *The Journal of Public Policy*, n°2, 1991, p. 144.

⁶⁸ C. BIDEGARAY, Réflexions sur la notion de transition démocratiques en Europe centrale et orientale, *Pouvoirs*, n° 65, 1993, p. 134.

A. ÁGH, The « comparative revolution » and the transition in Central and Southern Europe, *The Journal of theoretical Politics*, n° 5, 1993, p. 236.

⁶⁹ T. LYNN KARL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, pp. 292-293.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 296.

⁷¹ Difficilement classée, la Hongrie est placée à l'intersection des transitions par pacte et imposée (plus proche de cette dernière).

Roumanie⁷³ n'appartiennent à aucun registre identique ! Pour sa part, A. Körösi distingué trois nouveaux types de régimes et de systèmes politiques : les systèmes de partis à dominante non autoritaire, les systèmes de partis à dominante autoritaire et les systèmes multipartites compétitifs. Cette caractérisation, qui date de 1991, a mal résisté au temps. Chaque situation doit être analysée à la lumière des spécificités nationales et contextuelles même si les typologies sont fondamentales.

La transition négociée en Pologne, en Hongrie ou en Tchécoslovaquie est différente des événements sanglants de l'hiver 1989 en Roumanie. Le rôle joué par les mouvements ou les individus issus de l'opposition au régime communiste varie selon les cas. L'opposition est quasi inexistante en Albanie et en Roumanie, et provient principalement de cadres du parti communiste. Elle est très faible en Bulgarie, alors qu'elle est composée essentiellement de milieux intellectuels en Hongrie et en Tchécoslovaquie. En Pologne, par contre, l'opposition s'appuie sur un appui populaire massif, en particulier du mouvement ouvrier. Le poids des églises, des partis satellites, l'histoire de relations avec l'URSS, les traditions nationales, l'existence de révoltes anticomunistes comme en Hongrie (1956) ou en Pologne (1956 et 1968)... constituent autant de singularités dans les anciennes démocraties populaires. Elles influenceront directement ou indirectement les périodes de transition et les premiers pas dans les régimes de représentation parlementaire.

De même, l'influence des élites dirigeantes du parti communiste au pouvoir diffère d'un pays à l'autre. Parfois, comme en Hongrie, elles sont à l'initiative du processus de réforme ; en Tchécoslovaquie, en revanche, elles le freineront au maximum.

⁷² La République démocratique allemande est classée à l'intersection des transitions par pactes et par réformes.

⁷³ La Roumanie est classée très proche de la transition par révolution bien que « la récupération ultérieure du mouvement par la Nomenklatura et l'appareil militaire font davantage penser à une transition imposée » !
Ibid., p. 296.

La congruence de la transition économique et politique

La spécificité des transitions en Europe centrale et orientale réside dans plusieurs éléments. Le plus fondamental d'entre eux est sans conteste la synchronisation entre transition économique et politique. Nombre d'auteurs le soulignent⁷⁴. Certains mettent à l'avant-plan le caractère totalement inédit de cette situation et les problèmes exponentiels qui en résultent. Les anciennes « démocraties populaires » doivent passer parallèlement d'une économie planifiée à une économie de marché et d'un régime autoritaire vers un régime démocratique. Comme le remarquent Schmitter et Alto, même si « la théorie de la transition » peut offrir quelques éclairages globaux dans le domaine politique, ils risquent « d'être sans objet étant donné les demandes simultanées de changement dans les domaines économique, social, culturel, militaire,... »⁷⁵. C. Offe, pourtant ouvert à la transitologie, y voit une raison pour refuser toute comparaison avec les « transitions » d'après guerre, d'Europe du sud, d'Amérique latine ou centrale⁷⁶. D'ailleurs, l'accès à l'économie de marché et au capitalisme peut revêtir des formes extrêmement différentes en fonction des régimes économiques auxquels on se réfère.

Les spécificités de la question nationale

La manière dont se pose la question nationale dans certains pays d'Europe centrale et balkanique est aussi très différente de la situation qui a prévalu en Europe méridionale ou en Amérique latine. La plupart des transitions examinées dans la transitologie concernaient des pays où ne se posaient pas d'une part un rapport historique complexe à la nation et d'autre part, où des questions territoriales et de minorités complexes étaient absentes.

⁷⁴ K. VON BEYME, *Democratic transition in Central Eastern Europe*, in M. TELO, *op. cit.*, p. 228.

⁷⁵ PH. C. SCHMITTER, P. ALTO, *op. cit.*, p. 13.

⁷⁶ C. OFFE, *Vers le capitalisme par construction démocratique ? La théorie de la démocratie et la triple transition en Europe de l'Est*, *Revue française de science politique*, vol. n° 42, n° 6, décembre 1992, pp. 924-925.

Cet élément est parfois prégnant en Europe centrale et orientale. Bien sûr, il s'est surtout posé avec l'implosion de l'Union soviétique, mais plusieurs Etats d'Europe balkanique — est-il besoin d'évoquer l'ex-Yougoslavie ? — et centrale y ont été ou y sont confrontés. Il s'agit d'une dimension supplémentaire qui rajoute à la singularité de la transition à l'œuvre dans cette partie de l'Europe. Pour C. Offe, elle justifie l'hypothèse d'une triple transition en Europe de l'Est : territoriale, démocratique et économique ⁷⁷.

De la nature des régimes : autoritarisme et totalitarisme

Contrairement aux régimes politiques d'Europe du Sud dans les années soixante-dix ou d'Amérique latine dans les années quatre-vingt, la transition démocratique ne s'effectuerait plus dans le cadre et à la suite d'un régime autoritaire mais bien d'un régime totalitaire ⁷⁸. Schmitter et Alito, par exemple, pointent cette distinction : « Rigoureusement, c'est le type d'autocratie ⁷⁹, à savoir totalitaire, « léniniste » ou « staliniste » qui s'est écroulée » ⁸⁰. Autocratique est le qualificatif que retient aussi le politologue français G. Hermet dans *Les désenchantements de la liberté*. Cette différence peut être essentielle dans la mesure où la caractéristique des régimes soviétiques serait un système social « amorphe ». Les associations et partis en tout genre auraient dès lors plus difficile à émerger et à contribuer à la consolidation du régime.

De plus, la confusion « totalitaire de l'Etat, du parti et du système de gouvernement » aurait provoqué dans les populations un rejet sans distinction de toute forme d'autorité. Tout à la fois des régimes communistes mais aussi de toutes « structures de l'organisation politique » — en ce compris les partis politiques — et en particulier de l'Etat ⁸¹.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 928.

⁷⁸ PH. C. SCHMITTER, P. ALTO, *op. cit.*, p. 4.

⁷⁹ Dans leur contribution à la *revue internationale des sciences sociales*, T. Lynn Karl et Ph. Schmitter rassemblent aussi ces régimes sous l'étiquette « autocratique ».

T. LYNN KARL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, p. 285.

⁸⁰ PH. C. SCHMITTER, P. ALTO, *op. cit.*, p. 5.

⁸¹ G. HERMET, *Les désenchantements de la liberté. La sortie des dictatures dans les années 90*, Fayard, Paris, 1993, 335 pages, pp. 168-169.

On se trouve de la sorte dans une configuration radicalement différente de la situation qui a, par exemple, prévalu, dans les trois Etats d'Europe méridionale — à travers leurs différences — où les organisations sociétales ont connu un regain d'intérêt très profond et un prestige considérable.

Dans la foulée de ces réflexions sur la distinction dans la nature des régimes concernés, il importe de relever une autre différence fondamentale par rapport aux études consacrées à la transition dans les années soixante-dix et quatre-vingt — particulièrement à la somme rassemblée par O'Donnell et Schmitter. Dans quasiment toutes les situations évoquées, et dans le canevas théorique proposé alors par O'Donnell et Schmitter, le régime autoritaire s'entend comme un régime où l'autoritarisme est incarné par la « droite »⁸².

Tout leur raisonnement est centré sur ce schéma. On comprend mieux dès lors l'approche consociationnelle prônée par les auteurs. A leurs yeux, dans l'univers d'incertitudes qui marque une transition, deux choses ne peuvent se produire sous réserve d'échecs quasi certains. La première règle « incontournable » est qu'on ne peut attenter aux droits « fondamentaux » de la bourgeoisie⁸³. La deuxième est que les forces armées ne peuvent être sérieusement menacées et, *a fortiori*, éliminées. Un mouvement insurrectionnel franchit ces deux « limites ». C'est la raison pour laquelle, Schmitter et O'Donnell « préconisent » son non-avènement et les principes de la négociation, du pacte et du compromis dans la transition. Mais au-delà de cette dimension « politique », l'idée de pacte économique-social dans lequel l'Etat joue un rôle majeur s'inscrit aussi dans cette perspective où l'autoritarisme est incarné par la droite.

Pour les anciennes « démocraties populaires », la situation est exactement inversée : l'autoritarisme ou le totalitarisme sont personnifiés par la gauche. Dans le rapport aux acteurs sociaux et à la vie politique dans la transition, ce changement est fondamental. Le canevas est presque complètement caduc. Ce sont bien des régimes « socialistes » et de « démocratie populaire » qui sont renversés. Quelles que soient les considérations de fond que l'on porte sur l'étiquette ou le qualificatif, c'est tel quel qu'est perçu et vécu le changement de régime.

⁸² O'DONNELL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, p. 63.

⁸³ O'DONNELL, PH. SCHMITTER, *op. cit.*, p. 68.

Un des objectifs de la transition en Europe centrale et orientale est non pas de limiter l'emprise de la bourgeoisie sans atteindre à ses droits fondamentaux mais bien de créer et d'installer cette classe sociale aux commandes de l'économie. Le but n'est pas de parer l'Etat de nouvelles prérogatives dans les domaines économique et social mais de le vider de la plupart de ses attributs en la matière. Ce qui pose, comme nous l'avons souligné, le problème de la nature de la définition de la démocratie.

La transition en Europe centrale a donc, dans le domaine politique, économique et social, prioritairement affecté les relations entre l'Etat et la société civile, et ce au détriment du premier. S'il est indéniable qu'il y a eu, dans un premier temps, rejet de toute sphère d'autorité étatique, politique et administrative, un renversement de tendance s'est opéré, notamment dans toutes les questions qui concernent la transition économique et sociale.

Au demeurant, dans les Etats d'Europe centrale, les forces qui ont conduit la première étape du changement de régime ont éclaté. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. Mentionnons deux éléments communs : la fin de l'ennemi — et donc de l'élément fédérateur — et les approches différentes dans les défis considérables auxquels sont confrontés les nouveaux régimes ; en particulier dans le domaine des réformes économiques.

La pertinence des concepts de transition et de transitologie

L'ensemble de ces éléments conduit plusieurs scientifiques à nuancer ou à contredire une discipline de la science politique : la « transitologie ». Plusieurs notions, qualifications et concepts ont d'ailleurs été avancés en lieu et place de celui de « transition ».

A la suite de Stark, C. Bryant et E. Mokrzycki ont évoqué le terme de « transformations »⁸⁴. Pour sa part, G. Ionescu suggère plutôt l'idée de « libéralisation » dans une optique autre que celle de O'Donnell et Schmitter, qu'elle préfère à la « démocratisation » dans la perspective des transformations politiques et économiques. Cette approche est rejetée par G. Hermet. A ses yeux, la libéralisation suppose que l'on se trouve toujours dans le registre dictatorial. Il ne peut donc y avoir concomitance entre libéralisation et régime

⁸⁴ C. BRYANT, E. MOKRZYCKI, *Theorizing changes in East-Central Europe*, in C. BRYANT, E. MOKRZYCKI (ed.), *The new great transformation. change and continuity in East-Central Europe*, Routledge, Londres, 1993, p. 4.

démocratique⁸⁵. Mettant aussi en cause le concept de « transition », qu'il juge équivoque, C. Bidegaray a avancé un concept qu'il juge plus neutre : le « bouleversement »⁸⁶. T. G. Ash parlera quant à lui de « refolution », néologisme créé pour l'occasion⁸⁷. Pour K. von Beyme, la triade « libéralisation, démocratisation, consolidation » appliquée à l'Europe orientale est un échec. Aux yeux du politiste allemand, on ne peut qu'évoquer — prudemment — une phase de libéralisation pour les deux pays dans lequel le processus de changement s'inscrit dans un temps relativement long à savoir la Hongrie et la Pologne. Il n'en est pas question pour les autres Etats d'Europe centrale et orientale.

« Incertitude », « indécision », « caractère imprévisible »... sont, en effet, autant de qualificatifs qui reviennent dans les recherches sur la transition ou, plus justement, sur les transitions. A tel enseigne qu'on peut réellement s'interroger sur la valeur de toute description générale, de toute catégorisation, de toute théorisation de la transition. Dans leur article, Lynn Karl et Schmitter annoncent la couleur : « Les périodes de transition, on le verra, sont marquées par une grande incertitude politique. Elles sont sujettes à des événements inattendus, à des évolutions imprévisibles, à des issues involontaires »⁸⁸. C'est dans cette optique qu'ils proposent la notion de « contingence » dans l'appréhension des transitions ; perspective qui vient limiter l'entreprise des auteurs à proposer une théorie générale de la transition.

Nous avons vu que cela n'avait pas empêché les deux auteurs de proposer une typologie des transitions. L'interrogation est pourtant de mise. Dans leur ouvrage de référence Schmitter et O'Donnell concluaient en comparant les possibilités de transitions à un jeu d'échec à règles multiples qui cadrent mal d'ailleurs avec des typologies rigides. Cette idée est capitale car elle intègre la perspective d'autonomisation du champ politique : il existe des balises mais il n'y a pas de déterminisme.

⁸⁵ G. HERMET, *Le passage à la démocratie*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996, 128 pages, p. 25.

⁸⁶ C. BIDEGARAY C., Réflexions sur la notion de transition démocratiques en Europe centrale et orientale, *Pouvoirs*, n° 65, 1993, p. 130.

⁸⁷ T. G. ASH, *La chaudière. Europe centrale 1980-1990*, Gallimard, Paris, 1990, 441 pages.

⁸⁸ T. LYNN KARL, PH. SCHMITTER, Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est, *Revue internationale des sciences sociales*, n° 128, mai 1991, p. 286.

Or, les dérives ont été nombreuses en la matière. J. Santiso le rappelle : « La discipline s'est ainsi constituée en partie comme une chose des sciences à venir et des changements imminents, se transformant en une entreprise de dévoilement et de prédiction de l'avenir politique »⁸⁹. La culture politique a souvent été passée en perte et profit et la dimension « génétique » complètement gommée. En d'autres termes, l'espace de quelques années les recherches sur la transition dans le domaine de la science politique ont été insérées dans des moules et des facettes de pensée unique.

A n'en pas douter un des problèmes majeurs de la transitologie, et des auteurs qui s'inscrivent dans ce champ d'investigation, réside dans une approche occidental-centrée conçue sur un pré-requis rarement explicitement formulé : la démocratie représentative — entendue dans ses formes procédurales minimales — est à la fois l'objet, l'enjeu et le modèle de la transition. A travers cette approche s'insinue une considération politique qui fait du régime démocratique l'idéal-type à atteindre dans les formes historiques des pays d'Europe occidentale et des Etats-Unis. Une autre donnée sous-tend cette approche. Le système économique que requiert « l'économie » et « la démocratie » est l'économie de marché. Ces deux ordres de considérations, souvent peu explicites mais parfois clairs, façonnent effectivement l'idée de « modèle » à atteindre et s'inscrivent en conséquence dans une forme de pensée unique politologique et politique que tout scientifique se doit de rejeter. Non que la démocratie et/ou l'économie de marché ne sont pas un idéal citoyen. Tel n'est pas le propos. Mais la science politique n'a pas à déterminer le « bien » ou le « mal » mais à analyser aussi rigoureusement que possible les faits et les éléments en sa possession. En l'espèce, l'association démocratie politique et économie de marché est peu porteuse. Le marché s'est accommodé de régimes politiques différents : démocratique, autoritaire et même totalitaire pour autant que ce concept soit opératoire en science politique.

⁸⁹ J. SANTISO, De la condition historique des transitologues en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, *Revue internationale de politique comparée*, vol. 3, n°1, 1996, p. 48.

Les éléments que nous avons cités ont mené plusieurs scientifiques à critiquer ou à amender les recherches sur les transitions. Pour notre part, nous l'avons dit, il ne faut pas rejeter les apports de la transitologie. Nous pensons qu'un des acteurs spécifiques du champ politique est fréquemment sous-estimé par ses tenants : les partis. A la suite de Powell⁹⁰ et de Agh, nous défendons l'hypothèse de l'importance des acteurs collectifs, au premier rang desquels les partis politiques, dans le façonnement des stabilisations et des consolidations démocratiques dans les pays d'Europe centrale. En effet, l'examen des différents modes de transition met à l'avant-plan la nature du lien existant entre les formes de transition et les types de système politique émergents. Plus précisément, il permet d'analyser les conséquences pour les partis politiques des diverses configurations de passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. La nature des partis et des systèmes de partis qui y émergent et leurs rapports réciproques y sont déterminants pour la démocratisation⁹¹.

Il s'agit de l'élément prégnant de la transition démocratique. Dans cette mesure, la « dimension génétique » est essentielle. Cet élément est également mis en exergue par H. Kitschelt : « Si nous remontons dans le temps, la nature du régime communiste pré-démocratique et le mode de transition vers la démocratie affectent le choix des règles et des modes de concurrence entre partis. Dans le passé, des expériences démocratiques et la nature de l'industrialisation ont laissé leurs marques sur les conditions qui façonnent les démocraties contemporaines »⁹².

A ce titre, le canevas présenté par A. Agh dans un article important en 1993 est très stimulant. Il y dégage quatre scénarios en relation avec les acteurs politiques : l'accrochage rapide à l'Occident sous l'autel du « retour à l'Europe », le retour au passé, l'abandon par l'Occident, et la crise économique et politique interne et la perspective de l'intégration à l'Union européenne.

⁹⁰ Sans pour autant partager toutes les corrélations ou les relations qu'il établit. Par exemple, entre systèmes électoraux et systèmes de partis.

G. POWELL, *Contemporary Democracies. Participation, Stability and violence*, Harvard University Press, Cambridge, 1982, 279 Pages.

⁹¹ A. Agh parle de « pierre angulaire » dans la caractérisation des développements en Europe centrale.

A. ÁGH, The « comparative revolution » and the transition in Central and Southern Europe, *The Journal of theoretical Politics*, n° 5, 1993, p. 241.

⁹² H. KITSCHOLT, Formation of party cleavages in post-communist democracies : theoretical propositions, *Party Politics*, vol. 1, October 1992, n° 4, p. 450.

Il importe aussi de s'inscrire dans une approche dynamique de la transition, vue d'un point de vue global et analysée de pays à pays car la dimension « génétique » nous semble capitale. Les considérations cycliques qui vont du lyrisme au catastrophisme ne sont que de peu d'utilité. Elles répondent mal au processus. Plusieurs auteurs l'ont souligné : la linéarité est rarement au rendez-vous de phénomènes de transition. Des avancées marquantes peuvent être suivies de longues périodes de stagnation. Un processus peut aussi être graduel sans arrêt significatif. Mais il n'y a pas de gral : la démocratie procédurale et économique et sociale n'est pas nécessairement au bout du processus. Même si l'interdépendance accrue dans tous les domaines de la société rend moins probable la réversibilité du processus. Il n'est pas exclu de passer d'une forme de régime autoritaire à un régime autoritaire d'une autre nature.

LA DIPLOMATIE DES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : LE RÔLE DES PARTIS ET DES FÉDÉRATIONS DE PARTIS DANS LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

John FITZMAURICE

Dans les cercles scientifiques et gouvernementaux, un débat bat son plein : quelles sont les conditions optimales pour la transition et la stabilisation démocratiques et la réforme du marché dans les Etats européens post-communistes d'Europe centrale et orientale ? Ces questions sont étroitement liées à la problématique de l'élargissement de ces Etats à l'Union européenne.

L'adhésion à l'Union européenne ou, à tout le moins sa perspective, favorisée par un réseau intensif et grandissant de coopération institutionnalisée qui la précède doit former une stratégie cohérente de stabilisation, permettant une transition effective et contrôlée. Epouser, dans le même temps, les normes européennes en termes de pluralisme démocratique, de respects des droits humains et des minorités aussi bien que la convergence économique est l'une des conditions essentielles pour l'adhésion à l'Union européenne (UE). Les Conseils européens de Copenhague (1993) et d'Essen (1994) l'ont rappelé. Cette approche qui pose les principes de la future adhésion à l'UE et celle du Conseil européen de Madrid, en décembre 1995, établissant de façon plus ou moins fixe une date pour l'ouverture des négociations — tout en rappelant les conditions — sont un des axes stratégiques de l'Union européenne dans la gestion de la transition et dans le processus d'action collective sur la base de droits et obligations réciproques, et de concessions mutuelles entre les Etats de l'Union européenne et les pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

Ces mesures sont essentiellement sinon exclusivement pensées dans une optique gouvernementale et intergouvernementale. Cependant, il est clair que le début d'une véritable société civile est un facteur déterminant du processus de transition, sans lequel aucune institution politique ne serait à même de fonctionner. Les partis politiques et les systèmes de partis sont au centre de cette société civile. La création de partis politiques stables et viables, dans le cadre d'un système de partis concurrentiel, est un élément central de la transition de la dictature à la démocratie représentative.

Le processus de transition démocratique dans les pays méditerranéens dans les années soixante-dix et la stabilisation du système des partis à long terme dans ces pays ont en effet montré qu'il s'agit d'une donnée cruciale d'une démocratisation réussie. Ce prérequis est d'ailleurs admis dans les fédérations de partis et dans les partis occidentaux. Tout spécialement en France et en Allemagne où, à travers les fondations et les Internationales, des contributions importantes au développement des partis dans la péninsule ibérique ont été réalisées.

Les problèmes liés à la création d'un système de partis en Europe centrale sont à la fois similaires et différents de ceux qu'ont connus les pays du sud de l'Europe.

Là, les racines d'une société civile étaient plus enfouies, même plus profondes. Il y avait quelques « vieux » partis comme le PSOE qui pouvaient réémerger. Jusqu'à un certain point de vue aussi, les partis de l'ancien système dictatorial en Europe centrale représentent toujours une menace et un potentiel. Par-dessus tout, le concept même de parti a dû faire face à une crise de légitimité qu'il a été très difficile de surmonter même pour les réformateurs. Ce n'est pas un hasard si les nouveaux partis des PECO ont émergé de leurs révolutions en 1989 en évitant de se nommer « parti », choisissant plutôt d'autres termes à l'instar du Forum civique hongrois (MDF), de Solidarité, du Forum civique en Tchécoslovaquie, du Public contre la violence (VPN) ou de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ).

Dans les PECO, ces nouveaux partis et ces nouveaux mouvements ont dû mener un cours intermédiaire entre deux besoins immédiats, qui requérait une organisation « parapluie » très large pour leurs élections « fondatrices », qui tenaient aussi lieu de plébiscite. Ils avaient besoin de légitimer les changements qui avaient, dans la plupart des cas, été entamés dans un dialogue entre les partis communistes au pouvoir et l'opposition. D'autre part, ils devaient fonder un système de partis en phase aussi rapidement que possible avec la société civile.

Plus encore qu'en Grèce, au Portugal et en Espagne, les cadres des nouveaux partis se sont tournés vers l'Europe occidentale pour chercher à la fois leurs modèles, leur inspiration et leur légitimité dans les partis occidentaux. La reconnaissance par des partenaires occidentaux, avec la perspective d'une éventuelle adhésion à une Internationale de partis, était un label de qualité extrêmement important dans la bataille presque darwinienne pour survivre et se développer parmi un nombre considérable de nouveaux partis. Ceux-ci étaient le plus souvent autant de scissions de l'organisation « parapluie » originale. Après les premières élections, par exemple, les différentes sensibilités idéologiques du Forum civique ont repris leur liberté.

Une reconnaissance européenne pouvait donner à un parti un avantage significatif, en termes de prestige, de soutien politique ou de moyens financiers dans les combats multiples pour absorber, écorner ou éliminer les rivaux.

Comment les partis occidentaux ont-ils réagi à cette situation et aux multiples sollicitations dont ils furent l'objet ? La plupart ont choisi la prudence. La scène politique était clairement instable et mouvante. Elle n'était pas appelée à se clarifier avant au moins la tenue d'une élection post-fondation. De plus, comme souvent en Europe centrale, les partis n'étaient pas toujours ce qu'ils disaient être. Les étiquettes étaient souvent trompeuses. C'était particulièrement vrai dans le camp libéral.

D'un autre côté, il y avait l'urgence et la pression des événements même si, normalement, les partis sont plus libres et moins liés par des considérations diplomatiques que les gouvernements. Ils pouvaient offrir — et ont de fait offert — soutien et assistance là où les institutions et les gouvernements européens étaient, à juste titre, réticents à s'engager trop tôt dans des partenariats avec les Etats d'Europe centrale et orientale.

Un programme modulé de contacts entre partis, des liens les plus informels jusqu'au statut d'observateur et finalement de membre à part entière d'une Internationale pour les principaux partis politiques des PECO a été mis en œuvre. Cette approche a anticipé et facilité l'adhésion au Conseil de l'Europe et contribuera, peut-être, à l'adhésion à l'Union européenne.

Ce programme était une réponse concrète à des demandes nombreuses. Elles ont été particulièrement importantes entre 1989 et 1991 où les Etats et les institutions de l'Union européennes cherchèrent à tenir les PECO à distance, tout en leur donnant un début de réponse.

Il y a eu en même temps transfert des batailles idéologiques occidentales aux nouveaux champs de bataille de l'Europe centrale. Pour les partis de centre-droite, il était important de montrer qu'on était bien au stade de la « fin de l'histoire » comme le pronostiquait Francis Fukuyama. Pour eux, la leçon qu'il fallait tirer de l'effondrement du communisme et du processus de transition était l'échec définitif du socialisme sous toutes ses formes et l'évanescence d'une quelconque « troisième voie » entre le communisme et l'économie de marché. Il était donc important que les partis préconisant le libre marché et rejetant toute troisième voie survivent et prospèrent.

Pour la gauche, la situation était lourde de dangers devant la perspective de l'ouverture totale du marché. Mais, avec le prix social des premières réformes, il apparut rapidement qu'elle ne pouvait être ignorée et qu'elle referait rapidement surface. Il y avait des perdants et des gagnants. Les premiers drames sociaux rendirent les partis libéraux vulnérables aux sautes d'humeur électorales, partout sauf en République tchèque. Ils conduisirent à un renouveau politique et électoral des communistes réformés et des sociaux-démocrates. La gauche revint au gouvernement en Pologne en 1993 pour retourner dans l'opposition en 1997, en Hongrie en 1994, et brièvement en Slovaquie en 1994.

Etant donné que les partis occidentaux voulaient intervenir, ils avaient à décider le meilleur partenaire possible dans chaque pays d'Europe centrale et orientale et comment ils arriveraient à le soutenir le plus efficacement. Ceci nécessitait des critères en développement pour la reconnaissance et l'admission à des groupes de partis occidentaux. Ils recoururent à des stratégies fondées tantôt sur la carotte, tantôt sur le bâton. Ces stratégies comportaient des aspects techniques, financiers et politiques. Ils hésitèrent entre des interventions directes de partis ou des aides plus neutres de fondations proches des partis voire des fondations non politiques comme la fondation Westminster au Royaume-Uni ou des lignes du budget « démocratie » de l'Union européenne.

Les fédérations de partis ont fait face à des problèmes divers dans les jours euphoriques de 1989-1990. Certaines avaient conservé comme membres, d'une manière plus ou moins symbolique, de vieux partis frères qui existaient dans les pays d'Europe centrale et orientale avant l'avènement des régimes communistes. Par la nature des choses, la direction en exil de ces partis avait perdu tout lien avec le terrain et la réalité, et n'avait pas pris part directement dans le renversement des régimes communistes. Ils semblaient vouloir faire prévaloir un droit à une « dette historique » mais leurs dirigeants étaient souvent très vieux et liés à une situation du passé. Se réinstaller dans le nouveau paysage politique et développer une nouvelle assise électorale semblaient pour le moins problématiques. Ils espéraient cependant capitaliser un soutien au nom de leurs liens avec les partis occidentaux et bénéficier de la sorte d'une légitimité forte. Cette question fut particulièrement aiguë dans le cas de l'Internationale socialiste.

Très souvent aussi, les Internationales de partis n'avaient pas une vision claire des évolutions de la situation politique tant celle-ci était fluide. Souvent, les choses étaient très différentes de ce qu'elles paraissaient être. Nous l'avons dit, les étiquettes politiques étaient fréquemment trompeuses. Par exemple, le label « vert » était particulièrement difficile à appréhender en termes politiques. Un problème plus fondamental encore était l'attitude à adopter envers les communistes en voie de réforme. En 1989 et en 1990, il y avait une demande claire aux partenaires occidentaux venant des anciens dissidents de les placer en quarantaine. C'était légitime mais peut-être à courte vue. Certains partis socialistes occidentaux voulaient conserver l'option d'une coopération avec les post-communistes. Avec le temps, cela s'est révélé approprié mais en 1989, cela semblait une provocation. Enfin, la très rapide fragmentation des mouvements parapluie et les probables évolutions du système de partis étaient très difficiles à prévoir.

En l'espèce, le timing était le problème clé. Il fallait à la fois agir rapidement mais aussi être prudent. Une approche prudente pouvait en effet prévenir des erreurs précoces liées à une reconnaissance précipitée de partis qui soit échouaient électoralement ou politiquement, soit étaient en contradiction dans leur comportement avec leur étiquette (corruption, liens avec les anciens services de sécurité, méthodes internes staliniennes, nationalisme...). Tel fut par exemple le cas de l'ancien parti socialiste hongrois qui était un membre ancien de l'Internationale socialiste. Après le « Wende » en Hongrie, la direction du parti fut aux prises avec une série de scandales importants, à telle enseigne que son appartenance à l'Internationale socialiste fut suspendue.

D'un autre côté, une intervention rapide donnait aux partis frères les plus importants (SPD, SPÖ, CDU/CSU, ÖVP, SAP...) et aux fédérations une plus grande influence dans le développement et le comportement de leur partenaire. Un soutien précoce, à la fois financier et politique, eut une utilité marginale plus grande aux partis frères des PECO dès lors qu'ils voulaient par-dessus tout une reconnaissance rapide et donc donnaient à leurs alliés occidentaux un levier plus fort, ce levier diminuant avec le temps. Dans certains cas, les partis frères les plus importants et les plus proches fonctionnaient comme un point de contact initial et comme un filtre. Ils pouvaient reconnaître le terrain et faire rapport à leur fédération. C'est dans cette optique qu'au sein de l'Internationale socialiste, le SPD, le SPÖ et le SAP patronnèrent certains partis d'Europe centrale garantissant de la sorte leur acceptabilité pour l'ensemble de l'organisation.

Les socialistes ont approfondi cette approche en mettant sur pied, en 1992, un Forum européen pour la démocratie et la solidarité. Ce nouvel organisme avait pour but d'opérer à distance à la fois par rapport au parti des socialistes européens (PSE) et à l'Internationale socialiste, mais il leur était donc étroitement relié. Le comité directeur est composé de tous les vice-présidents de l'Internationale socialiste. Il est dirigé par le président de la chambre en Autriche, Heinz Fischer, qui est aussi vice-président du SPÖ. Le SPÖ fut un des initiateurs du Forum. Le Forum permet une coopération plus facile et plus informelle entre tous les partis de centre-gauche, les organisations et les fondations, ce qui favorise une meilleure appréhension en ce qui concerne les possibilités d'adhésion comme membre à part entière ou observateur à l'Internationale socialiste ou au PSE. Le Forum est aussi un lieu de discussion et d'échange sur les politiques menées de même qu'une entreprise de soutien politique aux organisations qui sont partie prenante.

Une autre question importante concernait le type de soutien concret à offrir. Fallait-il aider les partis frères d'un point de vue politique, organisationnel, programmatique, technique, financier voire tous ces aspects réunis ? Les partis et fédérations devaient considérer les mérites respectifs d'une assistance directe et indirecte, parfois à travers des fondations. Il y avait différentes possibilités d'aide technique ou financière : des prêts temporaires de « personnes ressources » en passant par la fourniture de biens matériels comme le papier ou des ordinateurs, à l'accès aux agences de communications occidentales. Ce type d'interventions soulevait bien sûr la question du contrôle financier.

Beaucoup des partis des pays d'Europe centrale et orientale étaient incapables, d'un point de vue organisationnel, d'absorber et de canaliser des ressources importantes. La capacité de management des cadres et les structures locales des partis étaient trop faibles. A titre d'exemple, lors de l'élection en Estonie en 1992, le parti social-démocrate estonien, qui accéda par la suite au gouvernement, n'avait pas plus de deux cents membres, dont la moitié se trouvait à Tallin. Cela créait donc des conflits inévitables entre le donateur et le parti aidé. Les directions des partis d'Europe centrale souhaitaient centraliser et contrôler l'aide en provenance de l'Occident et l'utiliser pour renforcer leurs aspirations hégémoniques d'accès aux relations internationales.

De plus, ils donnèrent priorité aux contacts internationaux, à la construction de structures centrales au parti et à la dimension programmatique, alors que les conseillers occidentaux et les donateurs considéraient comme plus prioritaires des tâches plus prosaïques comme le recrutement de nouveaux membres et la création ou le renforcement des structures locales des partis. Ces tâches organisationnelles moins nobles furent moins bien accueillies par les élites parlementaires et ministérielles, qui pesaient fortement dans ces partis caractérisés par un faible nombre d'adhérents et peu de ressources.

Une donnée politique cruciale était de savoir jusqu'à quel point ces contacts et cette approche du bâton et de la carotte pour une reconnaissance pouvaient socialiser les partis et les élites d'Europe centrale et orientale, les mettant en phase avec un comportement démocratique de type occidental, en particulier dans les domaines très sensibles de la démocratie interne des partis, sur la question du nationalisme et sur celle des droits de minorités. Des contacts précoces entre les acteurs politiques significatifs de l'Europe centrale et l'Occident pouvaient faire partie du long chemin menant à l'adhésion de ces pays à l'Union européenne. Dans ce processus, ce type de contacts pouvait avoir un rôle. Des échanges et des rencontres informelles, le statut d'observateur ou de membre à part entière d'une Internationale, la participation au travail de groupes politiques à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe contribuèrent au processus d'information mutuelle et de socialisation des élites probables à des liens plus formels.

Certains partis furent, très tôt, extrêmement actifs et devinrent des experts de la région. Nous illustrerons ce propos à partir d'exemples où des acteurs ont répondu à des problèmes spécifiques. Prenons le cas du parti social-démocrate autrichien — SPÖ — qui joua un rôle clé dans l'établissement des contacts.

Avant 1989, ce parti n'avait aucun contact officiel avec quelque groupe que ce soit de l'autre côté du rideau de fer. En revanche, il avait des contacts informels à la fois avec les dissidents et avec certains groupes de réformistes qui émergeaient au sein des partis communistes, spécialement en Hongrie. L'objectif était d'aider le processus de réforme.

Après 1989, les contacts se développèrent d'abord sur une base bilatérale, puis multilatérale au niveau de l'Internationale socialiste, avec les « vieux » socialistes de la période antérieure au régime communiste (certains d'entre eux étaient déjà membres de l'Internationale socialiste) et de manière plus délicate avec les courants sociaux-démocrates et communistes réformés tout comme avec certains mouvements et partis de l'opposition tels l'OF, Solidarité, la

SZDSZ ou la FIDESZ. Il y eut une certaine « division du travail » parmi les partis voisins de l'Internationale. Le SPÖ fut particulièrement actif dans l'établissement de liens en Hongrie. Initialement, ses liens étaient surtout personnels et informels, avec des échanges de parlementaires et des cadres de parti. Des contacts plus structurés se développèrent d'abord à un niveau régional et ils se poursuivirent au niveau national. Le SPÖ joua souvent une fonction de reconnaissance pour l'Internationale socialiste. Quelques partis firent de même. Malgré tout, l'erreur de l'admission des sociaux-démocrates hongrois en 1990 ne put être évitée. Un scandale important dans ce parti conduisit l'Internationale à suspendre sa qualité de membre en novembre 1991. Le SPÖ fut alors très actif pour réparer le dommage et fit marche arrière. Une nouvelle direction fut élue au dernier congrès et la ligne ancienne qui prohibait toute coopération avec le MSZP fut abandonnée lors des élections de 1994. Le SPÖ a fortement encouragé cette coopération.

Bien qu'initialement la coopération avec la SZDSZ et la FIDESZ n'étaient pas exclues, le SPÖ a choisi le MSZP comme partenaire prioritaire en Hongrie. Le courant social-démocrate dans la SZDSZ obtint le statut d'observateur à l'Internationale socialiste au congrès de Berlin en 1992, mais le parti en tant que tel, tout comme la FIDESZ, rejoignit l'Internationale libérale.

Ce fut donc le SPÖ qui joua un rôle actif pour convaincre les travaillistes britanniques et les sociaux-démocrates scandinaves qui étaient les plus réservés, que le MSZP évoluait bien vers un parti social-démocrate moderne. Il soutint l'accession du MSZP du statut d'observateur à celui de membre à part entière à l'Internationale socialiste. Ce fut chose faite en décembre 1994. Il est intéressant de constater que la décision du MSZP de rechercher une coalition avec les libéraux de la SZDSZ, après les élections de 1994, a eu un écho et un appui internationaux. Ce fut probablement partiellement le fruit de ce travail. Il ne faut pas oublier que si la SZDSZ avait finalement rejoint l'Internationale libérale, il avait gardé des liens étroits avec le SPÖ. Les conseils du SPÖ furent, en l'espèce, cruciaux. D'un autre côté, le parti social-démocrate autrichien ne devint pas un acteur majeur dans la situation polonaise extrêmement complexe, parce que la Pologne n'a jamais fait partie de l'arrière-cours du SPÖ.

En Pologne il y eut très tôt une coopération avec l'Union du travail (UP), malgré son caractère modeste. Comme ailleurs, le problème clé était l'attitude à adopter envers le parti social-démocrate (post-communiste), beaucoup plus fort (SDRP), qui revint au pouvoir en 1993 en coalition avec le parti paysan (PSL).

L'UP refusa d'entrer dans la coalition et a, jusqu'à présent, refusé de céder aux pressions officieuses de l'Internationale socialiste l'encourageant à coopérer avec la social-démocratie de la République de Pologne — sDRP. L'UP continua à refuser les pressions amicales et, en 1997, préféra s'allier à Solidarité. Cet exemple témoigne des limites de l'influence des acteurs extérieurs. La sDRP a déjà obtenu le statut d'observateur au parti des socialistes européens, auquel elle est automatiquement associée depuis que la Pologne a fait sa demande d'adhésion à l'Union européenne. L'UP n'a pas encore demandé ce statut.

En République tchèque, la situation a toujours été plus claire. Le seul partenaire possible était le parti social-démocrate (CSSD), étant donné le manque d'évolution des communistes (KSC) jusqu'à ce jour. Le CSSD est un parti social-démocrate solide, modéré avec une structure effective, qui est devenu le principal parti de l'opposition. Ce parti très moderne a obtenu une victoire éclatante en 1996 en recueillant 26% des voix. Il a bénéficié d'un appui important des partis frères. Le SPÖ et le SPD ont été les partis « guide » pour le CSSD. Le SPD a mis sur pied une commission commune avec le CSSD sur les relations tchéquo-allemandes. En Slovaquie, le SAP et le SPD ont aussi soutenu activement le petit parti social-démocrate (SASS), bien que le parti post-communiste (SAL) semblait avoir de meilleures perspectives politiques. Les problèmes du choix entre ces deux partis sont, jusqu'à un certain point, dépassés dans la mesure où ils ont formé une alliance électorale en 1994. Mais cette alliance a obtenu un résultat décevant lors de l'élection législative, ce qui a entraîné un débat dans le SAL sur les possibilités de coopération avec Meciar. Le leader du parti, Peter Weiss ne veut collaborer avec Meciar sous aucune forme. Un autre courant serait plus pragmatique, acceptant certaines formes de coopération. Notamment depuis que Meciar a abandonné sa tentative de destituer le président Kovac et a accepté de ratifier le traité de base signé avec la Hongrie. Le Forum a activement soutenu l'adhésion du SAL à l'Internationale socialiste mais a cherché à s'opposer à toute forme de coopération de ce parti avec Meciar, avec un succès relatif.

L'attention s'est maintenant portée sur le PSE. Les partis des pays dans le processus d'adhésion à l'Union européenne peuvent facilement obtenir le statut d'observateur au PSE. Pour eux, cela a une valeur symbolique et politique bien que les activités du Forum soient d'une plus grande utilité pratique.

Paradoxalement, les chrétiens démocrates ont été plus prudents dans leur approche bien qu'ils n'aient pas eu à affronter la difficile question du rapport aux partis post-communistes. Pour eux, la question la plus complexe a été la pléthore de petits partis à la droite de l'échiquier politique et la division — déjà présente en Europe occidentale — entre chrétiens démocrates et conservateurs. A travers son système d'« Equipes nationales », l'Union européenne des démocrates chrétiens (UEDC) a pu facilement accepter plusieurs partis d'un même pays, tantôt purement démocrates chrétiens, tantôt conservateurs. Elle couvre des pays qui sont membres du Conseil de l'Europe, qui offrent donc des garanties en termes de normes démocratiques. La Hongrie, par exemple, a deux membres à part entière à l'UEDC de même qu'un parti qui a le statut d'observateur. Les demandes d'adhésion à l'UEDC sont traitées par une mission *ad hoc*, avec des rapports au sous-groupe sur l'Europe centrale et orientale, qui fait alors une recommandation au Conseil de l'UEDC. Dans le débat, le parti peut être entendu sur sa demande d'adhésion. L'ACCEDE offre la possibilité d'une adhésion à part entière, le statut de membre observateur et, depuis 1995, le statut de membre associé. Toutefois, contrairement aux organisations socialistes, il ne semble pas y avoir une hiérarchie claire des formes de l'adhésion. A l'instar de l'Internationale socialiste et du Forum, il y a eu un processus informel de partis très intéressés à l'avenir de la région, tels la CDU ou l'ÖVP, qui ont pris la conduite des projets de coopération et des séminaires, de même que les recommandations sur les adhésions à l'ACCEDE et au parti populaire européen (PPE).

Tout comme pour les socialistes, la perspective de l'adhésion à l'Union européenne pour le noyau dur des pays d'Europe centrale a modifié le centre de l'ACCEDE vers le PPE. Dans les deux cas, le statut d'observateur est quasi automatiquement accordé aux partis des pays qui ont demandé leur adhésion à l'Union européenne. La Turquie fait exception. Cela s'applique tout particulièrement aux partis des quatre pays de Visegrad : République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Pologne. Il y a actuellement un grand nombre de demandes des partis d'Europe centrale pour obtenir le statut d'observateur au PPE. En République tchèque, cela inclut le parti conservateur ODS plutôt que le parti strictement chrétien. L'ODS a récemment fusionné avec le petit parti chrétien démocrate, l'ODA.

Un regard en arrière de la courte coopération transnationale des partis, neuf ans après la chute du mur de Berlin, semble attester que le processus a atteint un niveau de relative normalité.

Seuls les plus petits partis de la région y accordent encore une très grande importance. Pour les partis les plus importants, cette problématique est aujourd'hui moins prégnante. Même si elle a joué un rôle clé dans leur succès initial et même si leurs partenaires occidentaux ont de l'influence sur leur politique, leur stratégie et leur comportement. Mais les « termes de l'échange » se sont égaillés. D'un point de vue politique voire matériel, un degré d'égalité croissant marque les relations entre partis occidentaux et d'Europe centrale, qui témoignent du processus de normalisation.

VERS LE MULTIPARTISME ET L'INTÉGRATION À L'UNION EUROPÉENNE : LE CAS POLONAIS

Stanislaw GEBETHNER et Radzislawa GORTAT

L'année 1989 a été marquée par une percée dans la politique étrangère polonaise. Berlin, Paris et Londres, et peu après Bruxelles aussi, sont devenus des points de référence de la nouvelle élite politique, en lieu et place de Moscou. Progressivement, ce changement a été accepté par les partis de l'ancien régime. Le slogan « Le retour à l'Europe » a soulevé de grands espoirs pour une résolution accélérée de la crise économique et pour un oubli rapide du passé communiste. Après la chute du mur de Berlin, le programme de réforme du système était de plus en plus associé au concept d'intégration européenne. D'abord conçu comme une association, ce programme s'est transformé en une volonté d'entrée organisée dans l'Union européenne et dans l'OTAN. L'intégration dans l'Union européenne était vue comme une condition pour la modernisation de la Pologne, afin d'assurer le développement économique et la sécurité géostratégique, mais aussi comme moyen pour renforcer la démocratie et la stabilité politique. Cette orientation de la politique étrangère était acceptée par la majorité de la société polonaise¹.

¹ L'attitude pro-européenne a été relativement stable en Pologne. Selon le centre de recherche d'étude de l'opinion polonaise (CBOS), 77% des Polonais étaient, en juin 1994, en faveur de l'adhésion à l'Union européenne. En dépit de la désillusion grandissante, ce pourcentage atteignait 80% en mai 1996.

Integracja Polski z Uni¹ Europejsk¹, *cbos. Komunikat z badań*, Varsovie, Août 1996. Des résultats légèrement inférieurs ont été récemment notés par l'Eurobaromètre (70% en mars 1997). Selon la même source, la Pologne — avec la Roumanie — atteint le pourcentage le plus élevé dans les réponses favorables en cas d'organisation d'un référendum pour l'entrée dans l'Union européenne. Les Polonais ont aussi l'image la plus positive de l'Union européenne (58%).

Central and Eastern Eurobarometer, mars 1997, n° 7, p. 34. Le nombre d'opposants à l'intégration de la Pologne dans l'Union européenne s'élève à entre 5 et 9%. L'appui à l'entrée de la Pologne dans l'OTAN est plus important encore. Le nombre de personnes annonçant un vote positif en cas de référendum a augmenté de 75% en juin 1994 à 80% en juin 1997.

Polacy wobec NATO, *Komunikat z badań*, Varsovie, juillet 1997.

Du côté polonais, les principaux acteurs dans le dialogue européen étaient initialement les cabinets successifs des ministères mais aussi la Diète et des groupements politiques au Parlement. Le rôle des partis politiques dans l'initiation de la coopération européenne était moins visible. Cela s'explique de plusieurs manières.

— L'émergence tardive de la majorité des partis polonais. Ils sont pratiquement tous apparus pendant le processus de transition.

— La fragmentation forte du système partisan polonais, avec ses scissions et ses fusions plus liées à des considérations de personnes qu'à des questions de fond.

— Des problèmes d'identité des partis politiques polonais et leur faible compatibilité avec les organisations homologues de l'Europe de l'Ouest.

— Des remaniements fréquents sur la scène politique.

— Une pauvre organisation interne des partis polonais et des ressources financières, techniques et humaines extrêmement faibles pour les contacts internationaux.

En revanche, les années quatre-vingt-dix ont été une période d'échanges de délégations, de nombreuses réunions entre des groupes politiques polonais et leurs collègues potentiels d'Europe de l'Ouest. L'évaluation de ces contacts n'est pas une tâche facile tant a été grand leur nombre. De manière générale, pour quelques années, ces relations sont surtout restées au niveau d'échanges d'informations et étaient avant tout axées sur une reconnaissance mutuelle plutôt que sur l'établissement de formes spécifiques de coopération à long terme. Depuis 1994, les liens entre partis politiques polonais et organisations homologues d'Europe de l'Ouest sont devenus plus étroits, plus mûrs et mieux institutionnalisés.

Un autre facteur — plutôt spécifiquement polonais — à même d'expliquer le manque de transparence des liens transnationaux entre les partis au début des années quatre-vingt-dix est la perpétuation de l'histoire de l'opposition en Pologne. Cela a une double conséquence pour notre thème. D'abord des contacts personnels de figures importantes de l'opposition avec des hommes politiques d'Europe occidentale ne peuvent pas être réduits à de la coopération entre les partis. Par ailleurs, ces rapports personnels traversaient les familles politiques supranationales. Deuxièmement, la fragmentation de Solidarité était un processus très compliqué. Le morcellement de l'ancienne organisation syndicale a constamment changé la constellation des partis en Pologne.

Mais cela a aussi compliqué les réseaux de contacts internationaux. De plus, les participants polonais au dialogue européen ont eu tendance à changer en raison des fluctuations sur la scène politique. La présentation d'une image complète de ces liens n'est pas possible étant donné qu'aucun parti polonais contemporain n'a conservé les renseignements sur les activités de leurs prédécesseurs. Il n'est donc pas étonnant que ce sujet n'ait pas encore bien été étudié. Par ailleurs, soulignons que ces contacts se sont déroulés à des niveaux différents : contacts bilatéraux, discussions multilatérales, échanges de délégations parlementaires, coopération entre fondations, etc.

La recherche sur les apports de cette coopération et l'évaluation de son résultat sont même plus complexes. Outre les difficultés déjà mentionnées, l'obstacle le plus important est la législation polonaise sur les partis politiques ; notamment leurs conditions financières dans l'organisation des activités.

En Pologne, la loi prohibe l'aide étrangère pour les partis. Parallèlement, l'Etat ne fournit pas de soutien financier direct aux partis politiques (jusqu'en 1997, au moins). Les sources légales de l'activité des partis sont les cotisations des membres, les dons de sponsors privés et, depuis 1993, le financement des coûts des campagnes pour les élections parlementaires, proportionnellement au nombre de sièges obtenus dans les deux chambres (mais pas d'après le nombre de voix obtenues). Des partis politiques peuvent également mener des activités économiques sans taxation.

Ces règlements ont constitué un handicap important pour les nouveaux partis. Ceux-ci se caractérisent en effet par un faible nombre d'adhérents (500 à 1 000 membres) et manquent d'autres atouts. Dans cette optique, l'aide de partis ou de fondations étrangers était la bienvenue. Les barrières légales du côté polonais n'étaient pas des obstacles insurmontables. Quelques opportunités se présentaient grâce à des fondations récemment créées ayant des liens indirects avec des partis. Les fondations polonaises, contrairement aux partis, peuvent légalement recevoir des dons de l'étranger. En fait, ce contexte provoque lui-même une opportunité.

Il semble que les deux partis au gouvernement de 1993 à 1997 — la social-démocratie de la République de Pologne (sDRP) et le parti paysan polonais (PSL) — sont en bien meilleure position. Ce sont des successeurs de partis politiques de l'ancien régime. Ils ont conservé une infrastructure significative.

C'est particulièrement vrai dans le chef du PSL, qui n'a pas été formellement exproprié. Au contraire, l'accès de la sDRP à la propriété de l'ancien parti ouvrier unifié polonais (PZPR) dissout a été fortement réduit en 1990. En pratique, par de multiples subterfuges, la sDRP a gardé de nombreux biens de valeur de ses prédécesseurs. Après des élections parlementaires réussies en 1993, la sDRP et le PSL ont tous deux le plus bénéficié du remboursement des frais de campagne électorale. De plus, ils ont profité de l'argent destiné à l'entretien des bureaux de leurs députés et sénateurs dans les districts électoraux, fourni par la Chancellerie parlementaire ².

Tenant compte du fait qu'ils contrôlaient pratiquement deux tiers des sièges dans les deux chambres du parlement, les ressources parlementaires ont été pour eux d'une importance déterminante, particulièrement au niveau local.

Cependant, parallèlement à ces ressources publiques, il y a eu d'autres formes de financement. Il suffit de mentionner l'« argent de Moscou » dans le cas de la sDRP, ses mystérieuses opérations financières ³, ou des conflits liés à la sous-location par les deux partis d'immeubles qui ne leur appartenaient pas.

Les conditions financières d'autres partis politiques sont bien pires. Parmi les partis post-Solidarité seules l'Union démocratique et l'Union du travail avaient décroché des sièges en 1993. Outre le remboursement pour frais de campagne, ces deux partis ont aussi reçu de l'argent pour entretenir les bureaux des députés et des sénateurs dans les districts électoraux. Cependant, ils avaient emporté nettement moins de sièges que les partis dominants.

Les autres partis, les perdants du scrutin de 1993, ont été confrontés à des difficultés financières qui les a rendus potentiellement plus ouverts à n'importe quel type d'aide. Il n'est pas étonnant que le financement d'activités politiques est un domaine où de nombreux conflits peuvent facilement être politisés.

Assemblés, ces faits ont généré un climat spécifique de méfiance dans la coopération avec des partis politiques étrangers.

² Pour plus d'informations concernant le financement des groupes parlementaires et l'impact de cette situation sur les partis polonais, voir S. GEBETHNER, *Parliamentary and Electoral Parties in Poland*, in P. G. LEWIS (ed.), *Party Structure and Organization in East-Central Europe*, Edward Edgar, 1996.

³ Voir Związki towarzyskie (Ekonomia polityczna sDRP), *Wprost*, April 1996.

Pour ces raisons, il est difficile de rassembler des informations cohérentes sur le caractère de cette coopération et d'estimer correctement la nature et les partenaires étrangers. L'assistance fournie pour le financement des campagnes électorales est jalousement gardée.

Notre contribution est la première tentative d'établir un panorama général de la coopération pan-européenne des partis politiques polonais et d'examiner son contenu.

La période pré-transition

En Pologne, par opposition à l'Europe du Sud, la transition à la démocratie s'est opérée alors qu'il n'y avait pas de partis de l'opposition en contact avec des partis frères à l'étranger à même d'apporter leur soutien. La structure des partis de la Seconde République de Pologne a été détruite à deux reprises ; une première fois en 1939 et une seconde fois entre 1944 et 1948. Depuis 1948, seul le parti communiste — sous l'intitulé parti ouvrier unifié de Pologne — a le monopole des contacts internationaux. Il est resté en contact avec d'autres partis communistes et avec quelques partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale. La coopération internationale des partis alliés du parti communiste — le parti paysan uni (zsl) et le parti démocratique (sd) — avait une signification marginale.

Le fait que l'opposition politique des années soixante-dix avait une forme non-partisane était important. Durant cette décennie, l'opposition était constituée de plusieurs groupes dissidents. En 1980-1981, le mouvement social de dix millions de membres, Solidarité, prit la forme d'un syndicat. Solidarité s'est acquis la sympathie de différentes parties du spectre politique européen ; de mouvements alternatifs jusqu'à des chrétiens ou même des groupes d'extrême droite, habituellement méfiants envers les syndicats. Mais il existait une certaine réserve entre Solidarité et les partis traditionnels d'extrême droite. Les partenaires étrangers de Solidarité étaient d'autres organisations syndicales parfois liées à un parti politique.

La situation s'est légèrement modifiée après l'imposition de la loi martiale en décembre 1981. Face à la répression de l'opposition par l'Etat, les dirigeants de plusieurs partis conservateurs et chrétiens ont protesté ainsi qu'une partie des formations sociales-démocrates.

Ces dernières étaient partagées sur la question. En effet, certains partis socialistes entretenaient de bonnes relations avec l'établissement communiste en Pologne (SPD allemand, PASOK grec), alors que d'autres, comme les sociaux-démocrates suédois et hollandais, étaient étroitement associés à différents types de soutiens pour l'organisation secrète. Certains sont restés en contact avec les deux parties en conflit. Les hommes politiques occidentaux ont continué à se comporter différemment pendant leurs visites officielles en Pologne. Certains affichaient un soutien moral à l'opposition en organisant des réunions non officielles. D'autres ignoraient Solidarité⁴.

L'aide financière pour l'opposition transitait par des voies non liées aux partis : via des réunions d'échange, des fondations et des groupes privés. Parfois aussi par des institutions officielles de l'Etat, comme le Congrès américain et le Vatican. Des cercles d'intellectuels ont apporté à l'opposition anti-communiste leur soutien moral.

L'hétérogénéité politique de Solidarité et les attitudes variées que cela suscitait parmi les familles politiques d'Europe occidentale ont fait qu'aucun parti ou qu'aucune famille idéologique n'ont exercé une influence décisive sur la cristallisation des partis politiques polonais, avant ou juste après 1989. Dans le contexte polonais, le propos de Pridham est particulièrement pertinent : « La contribution transnationale des partis aux forces politiques émergentes en Europe centrale et orientale, limitée comme elle l'était, peut être décrite comme atmosphérique plutôt que concrète. Il n'y avait rien qui ressemble à de l'engagement direct des représentants clandestins des partis ou même des dirigeants éminents de partis aux congrès nationaux ou réunions internationales de partis, comme cela avait été le cas de l'Europe du Sud dans la période pré-transition »⁵.

La situation après les accords de la table ronde

La situation a radicalement changé après les négociations de la Table ronde de 1989, qui indiquent le début du changement politique en Pologne. Les deux camps en compétition étaient l'objet de l'intérêt et du soutien moral de la gauche occidentale : le parti

⁴ Willy Brandt fut un exemple significatif. Il rejeta la demande de l'opposition clandestine de rencontrer Lech Walesa pendant sa visite à Varsovie en 1985. Voir A. NAGORSKI, *Narodziny wolności*, Czytelnik, Varsovie, 1994, p. 56.

⁵ G. PRIDHAM, *Transnational Party Links and Transition to Democracy : Eastern Europe in Comparative Perspective*, in P. G. LEWIS (ed.), *op. cit.*

ouvrier unifié polonais qui a décidé de faire quelques compromis envers l'opposition et l'opposition elle-même. Les partis centristes et de droite occidentaux ont appuyé les partisans de Solidarité. Les représentants de toutes les familles politiques européennes ont fourni différentes formes d'aides au Comité des citoyens de Solidarité lors de la première élection semi-démocratique du 4 juin 1989. Le succès électoral de Solidarité et la création du premier gouvernement non-communiste dirigé par Tadeusz Mazowiecki ont entraîné beaucoup d'enthousiasme et d'espoirs pour de futures coopérations.

Cependant, les contacts initiaux de Solidarité n'étaient pas directement orientés vers les partis politiques. Malgré tout, ils ont aidé les nouvelles élites politiques encore unifiées à faire face aux problèmes les plus importants pour la Pologne. Par exemple concernant les négociations pour la réduction de la dette, l'adhésion au Conseil de l'Europe, etc.

Pendant la première moitié de 1989, les partis sociaux-démocrates ont le plus soutenu Solidarité, particulièrement ceux qui avaient déjà appuyé l'opposition : le SAP suédois, le PVDA hollandais, le PS français et le PSI italien. Les contacts avec les partis libéraux furent aussi établis, entre autres avec les libéraux britanniques, suédois et hollandais. Pendant la législature du cabinet Mazowiecki, les relations avec démocrates chrétiens se sont renforcées, notamment avec la CDU durant la réunification de l'Allemagne.

Initialement, les sociaux-démocrates allemands étaient plus discrets envers ce problème de réunification et à l'endroit de l'aspiration polonaise à rejoindre les institutions européennes.

L'élite politique de Solidarité a aussi accueilli (et a essayé d'initier) des activités non-politiques entre sociétés, communautés, qui ne peuvent toutefois être réduites à de la coopération inter-partisane⁶.

⁶ Le signe le plus spectaculaire d'une telle activité fut la création d'une fondation France-Pologne. En mai 1990, elle invita en France 400 candidats de Solidarité aux élections locales. Les participants eurent la chance de voir le fonctionnement des gouvernements locaux. Le groupe fut reçu par le président français François Mitterrand. « Nous avons le sentiment que nous entrons en Europe » soulignait un des participants. Interview de Henryk WUJEC, ancien secrétaire du Club civique parlementaire (OKP), janvier 1995.

L'autre trait important de cette période était les signes de Solidarité envers les mouvements démocratiques dans d'autres pays du bloc soviétique. Des contacts étaient établis avec l'opposition est-allemande. Solidarité aida l'opposition tchécoslovaque avant la « révolution de velours ». Une délégation de parlementaires du Club civique (OKP) est allée en Lituanie pour encourager Sajudis après la déclaration d'indépendance au début de 1990. Une autre s'y est rendue pendant le conflit avec les troupes russes en janvier 1991⁷. Divers soutiens étaient apportés au Ruh ukrainien et à l'Union des forces démocratiques pendant les élections présidentielles bulgares de 1990. L'opposition anticommuniste polonaise a maintenu ses contacts avec toutes les branches de l'opposition semblable en Hongrie.

Globalement, l'élite politique a été très active pendant la première année. De nombreux rapprochements avec des partis d'Europe occidentale et orientale furent noués. Mais il y avait peu de décisions en termes de finalisation de ces relations. La dimension personnelle était d'ailleurs souvent importante. Une partie des anciens militants de l'opposition anticommuniste croyaient en la fin de la division gauche-droite. Tenant compte de la réticence populaire vis-à-vis des partis politiques, nombreux sont ceux qui voulaient préserver l'unité de Solidarité le plus longtemps possible.

Cependant, en dépit de ces intentions, des conflits internes éclatèrent surtout au cours de la campagne présidentielle de 1990. Ils ont mené à la fragmentation de Solidarité et à l'édification de partis politiques. Ce processus fut parallèle à la montée des désillusions face à la crise économique et quant à la possibilité d'une entrée rapide dans les structures européennes. L'Occident n'avait pas annoncé un « plan Marshall » pour l'Europe centrale et orientale. Les espoirs d'une adhésion à l'OTAN et à l'Union Européenne étaient déçus, et au lieu d'une solidarité entre pays de l'Europe centrale et orientale en voie de démocratisation, la compétition est apparue.

⁷ Au même moment, les deux chambres du Parlement polonais adoptaient la résolution en faveur de l'indépendance de la Lituanie.
Kronika Sejmowa, n° 5, 10-16 janvier 1991, pp. 4-15.

Aucune organisation politique européenne n'a présenté une vision unifiée pour le processus complexe de transformation de l'Europe post-communiste. Tout un chacun a passivement accepté les plans stratégiques suggérés par le FMI et la Banque mondiale. Dans cette optique, le néolibéralisme thatcherien a forgé la politique dans la région.

La structure des partis sur la scène politique polonaise et la recherche d'associés en Europe de l'Ouest

Le nombre de partis politiques s'est fortement accru durant les années 1991-1993 : on a enregistré plus de 100 groupements au tribunal. L'orientation idéologique de nombre d'entre eux n'était pas claire. Il en va d'ailleurs de même quant aux lignes de fracture dans le camp de Solidarité. Le plus souvent l'idéologie était moins en cause que des conflits de personnes ou des problèmes politiques brûlants de l'époque. Simultanément, le processus d'institutionnalisation de l'opposition à Solidarité et la transformation des partis de l'ancien régime se développaient rapidement. Il y eut donc beaucoup de groupements aspirant à devenir des partis ; des partis dont les programmes étaient souvent peu en phase avec l'échiquier politique européen. Les partis occidentaux et leurs organisations internationales ont rencontré des difficultés dans la recherche d'associés adéquats et sérieux pour la coopération.

Ils étaient souvent dépourvus d'indicateurs quant à la puissance des partis qui les sollicitaient. Même le nombre de sièges au Parlement était peu significatif. La division des mandats suite au compromis de la Table ronde, antérieur aux élections de 1989, biaisait cette donnée. Par ailleurs, la constellation initiale à la Diète avait fortement changé suite à la dissolution du PZPR et à la fragmentation graduelle du Club civique parlementaire (OKP).

Le premier scrutin législatif tout à fait démocratique n'intervint qu'à l'automne de 1991. Suite à l'élection, on dénombra pas moins de dix-sept partis au Parlement dont la plupart étaient ce qu'on a appelé des « partis canapés ».

Le parti le plus puissant dans l'Assemblée était l'Union démocratique (UD) mais il ne détenait que 13% des sièges. L'Alliance de la gauche démocratique post-communiste (SLD) remporta à peu

près le même nombre de sièges⁸. Pris ensemble, ces deux groupes parlementaires n'assemblaient que 25% des sièges à l'Assemblée. Cependant, il était hors de question qu'ils gouvernent ensemble. Les autres partis post-Solidarité détenaient de 0,2% à 9,5% des sièges. Dans ces circonstances, la constitution du gouvernement fut extrêmement laborieuse.

Entre 1991 et 1993, les contacts entre ces formations politiques polonaises faibles et les partis européens s'intensifièrent. Des deux côtés, on recherchait des partenaires aux idéologies semblables. Qu'en est-il des deux principaux segments de la scène politique, le camp post-Solidarité et les partis post-communiste ? Qu'en est-il par ailleurs des partis polonais significatifs hors cette configuration, le PSL et la KPN ?

Les formations post-Solidarité

L'engagement dans la coopération européenne des formations post-Solidarité ne fut pas seulement le résultat de leur position dominante dans la politique polonaise jusque 1993, mais était aussi dû à une volonté de construire une société démocratique ouverte, dans l'optique du « retour à l'Europe ».

D'un côté, les contacts transnationaux entre les partis étaient conçus comme une méthode d'intégration de la Pologne dans les institutions européennes. Ils étaient censés encourager l'échange de personnes et d'idées. De l'autre, il y avait le motif très pragmatique de la mobilisation de ressources financières et intellectuelles. En effet, les formations polonaises étaient fort dépourvues de moyens et d'expérience ; dans la conduite politique et dans la conduite des campagnes électorales. Ces facteurs ont favorisé l'établissement de liens avec des organisations internationales.

Le parti post-Solidarité le plus puissant, l'Union démocratique (UD), rassemblait les figures éminentes de l'ancienne élite de l'opposition. En d'autres termes, des personnalités très ouvertes à nouer des contacts en Europe occidentale. Mais ce parti agrégeait un grand nombre de sensibilités différentes, ce qui fait que les contacts internationaux allèrent en tous sens. C'est ainsi que les familles

⁸ La SLD était une alliance électorale composée de la sDRP, avec des représentants syndicaux des années quatre-vingt (après l'imposition de loi martiale) et une douzaine d'autres petits groupes sans liens avec Solidarité.

socialiste, chrétienne et libérale furent sollicitées. Le courant social-libéral du parti était resté en contact avec les sociaux-démocrates. La tendance écologiste établit une coopération avec les Grünen allemands mais aussi avec d'autres partis verts. L'UD a pris part à certaines manifestations organisées ou appuyées par des fondations internationales — Adenauer, Naumann, Zeidel et Ebert. Dans cette optique, la fondation Schuman a joué un rôle déterminant. Elle a organisé des conférences internationales et des séminaires, des programmes éducatifs, des tournées de formations et d'études en Europe occidentale, etc.

Les autres partis post-Solidarité ont adopté des stratégies différentes. Le plus important d'entre eux, l'Alliance du centre (Centre Porozumienie) souhaitait rejoindre l'Union démocratique européenne (UDE) et, au même moment, a obtenu le poste d'observateur dans l'Union européenne des démocrates chrétiens (UEDC). Les autres partis plus petits, orientés vers les valeurs chrétiennes, souhaitaient aussi adhérer à l'UEDC.

Les démocrates chrétiens d'Europe occidentale souhaitaient et encourageaient la constitution d'un parti démocratique chrétien fort et uni dans la Pologne catholique. De nombreux visiteurs étrangers sont venus à Varsovie et des membres de l'Alliance du centre ont participé à des conférences à l'Ouest organisées par l'UEDC. Le CDA hollandais a fourni aux chrétiens démocrates un léger support financier. Le sommet de cette coopération avec les partenaires occidentaux fut le XIV^e congrès de l'Union européenne des démocrates chrétiens. Il s'est tenu en juin 1992 à Varsovie. D'autres partis démocrates chrétiens polonais ont aidé à l'organisation de ce congrès. Simultanément, l'Alliance du centre établissait des contacts avec les nouveaux partis chrétiens d'Europe centrale et orientale.

A l'Ouest et à l'Est, les visions étaient différentes à propos de la forme et de la nature de ces partis et de leurs liens avec l'Eglise. Dans le cas de la Pologne, le problème majeur était le nombre important de partis qui promouvaient de manière explicite les valeurs chrétiennes. Mises à part les différences dans leurs programmes politiques, la nature de leurs relations était concurrentielle. Cela a engendré de nombreux conflits. Il n'y avait aucune possibilité d'unification malgré les tentatives de médiation de Thomas Jansen, président de l'UEDC, qui visita la Pologne à plusieurs reprises. L'Union européenne des démocrates chrétiens ne fut pas non plus à même d'établir une coopération régionale : chaque parti était intéressé à coopérer avec des formations occidentales mais pas entre eux.

Beaucoup de ces formations attendaient un soutien financier mais ces attentes furent peu rencontrées⁹.

Au bout d'un moment, après un début prometteur, la coopération s'est révélée plus limitée qu'initialement espérée. L'influence des partenaires polonais de l'Union européenne des démocrates chrétiens diminua avec le temps. Le conflit interne et la scission de l'Alliance du centre en 1992 ont conduit à la défaite de tous les partis de l'aile droite lors du scrutin législatif de 1993. Après cette élection, l'Alliance du centre a périclité.

Une autre formation post-Solidarité, le Congrès libéral démocrate (KLD), a déposé sa candidature à l'Union démocratique européenne en 1991. Elle espérait de la sorte élargir ses relations avec les partis les plus importants en Europe. Malgré son nom, le KLD est plus favorable à des rapports avec les partis conservateurs qu'avec des partis libéraux. En 1992, J.K. Bieliński invita Margaret Thatcher. Les membres du Congrès ont travaillé dans plusieurs organisations affiliées à l'Union démocratique européenne : l'Union européenne des femmes et le DEMYC. Cependant, le KLD eut une existence éphémère. Après sa fusion avec l'Union démocratique en 1994, ses contacts antérieurs ont partiellement servi au nouveau parti, l'Union de la liberté (uw).

Les partis que nous avons mentionnés sont ceux qui ont reçu l'attention de partis politiques importants. Ils étaient considérés comme les acteurs politiques principaux au début des années quatre-vingt-dix. Un petit groupe de militants de la gauche de Solidarité s'est trouvé dans une situation différente en créant, peu de temps avant le scrutin de 1991, une association politique nommée Solidarité du travail (SP). Seuls les sociaux-démocrates étaient des partenaires potentiels de cette formation. Cependant, l'Internationale socialiste avait changé de stratégie. Elle avait été échaudée, dans le soutien qu'elle apportait aux partis de gauche non-communiste, par la défaite des sociaux-démocrates hongrois lors des élections générales de 1990. Une petite assistance technique fut fournie à Solidarité du travail par trois partis sociaux-démocrates : le SAP suédois, le parti travailliste australien et le SPD allemand.

⁹ Interview de Thomas JANSEN, ancien président de l'UEDC, Bruxelles, février 1995.

Compte tenu que Solidarité du travail ne recueillit que 2% des voix à l'élection, elle ne put renforcer sa position internationale. Mais la qualité de plusieurs de ses membres au Parlement a contribué à ce qu'elle demeure un interlocuteur intéressant pour des délégations sociales-démocrates visitant Varsovie. En 1992, fut créée l'Union du travail (UP) fusion de Solidarité du travail et de plusieurs groupements de gauche non communiste. L'UP obtint un succès significatif à l'occasion de l'élection de 1993. Elle est ainsi devenue une partenaire plus attrayante pour le monde socialiste occidental et pour l'Internationale socialiste. Cependant, l'Union du travail n'était pas pressée de rejoindre l'Internationale socialiste. Elle visait plutôt le renforcement de sa position dans la société polonaise. Elle développa en parallèle des relations bilatérales avec les sociaux-démocrates d'Allemagne, de Suède, d'Autriche, de Hollande, d'Italie et de France. Ses membres ont participé aux activités du Forum européen pour la démocratie et la solidarité, structure informelle de l'Internationale socialiste mise en place pour la coopération avec les partis sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale.

Tous les partis que nous avons déjà analysés ont eu une attitude positive envers le principe de l'intégration européenne. Pour compléter ce tableau, ajoutons que certains partis traditionalistes — en particulier l'Union nationale chrétienne (ZChN) — provenaient aussi de l'ancienne opposition. Elle n'avait pas de formation parente à l'Ouest et n'était pas spécialement concernée par cette problématique compte tenu de ses réserves envers la culture moderne européenne¹⁰.

Les partis post-communistes

La social-démocratie de la République de Pologne (SDRP), parti hériter du parti ouvrier unifié polonais, avait une motivation différente dans l'établissement de ses contacts politiques en Europe. Elle voulait se libérer de l'héritage du passé et gagner la légitimité internationale pour surmonter son isolement politique sur la scène polonaise. Elle était surtout concernée par une reconnaissance de la social-démocratie européenne et par l'Internationale socialiste. C'est la raison pour laquelle, elle s'est intitulée « social-démocratie » lors

¹⁰ Sur la question des partis polonais et des groupes parlementaires face à l'intégration européenne voir E. SKOTNICKA-ILLASIEWICZ, *Polska w Europie - odmienne wizje*, in W. WESO³OWKI, I. PAŃKOW *Œwiat elity politycznej*, Wydawnictwo Instytutu Filozofii i Socjologii, Varsovie, 1995.

de la dissolution du PZPR en janvier 1990. Ce qui ne l'a pas empêché d'essayer de conserver toute l'infrastructure de ce parti¹¹. Par ailleurs, son orientation géostratégique orientée vers Moscou a perduré jusqu'à l'écroulement de l'Union soviétique. L'intégration européenne était décrite comme une perspective lointaine et, jusqu'à la fin 1993, la sDRP s'opposait à l'adhésion à l'OTAN.

Gagner la confiance des partis de gauche européens ne fut pas une tâche facile. Paradoxalement, les partis sociaux-démocrates étaient beaucoup plus réticents quant à une coopération avec ce parti qu'avec l'ancien PZPR (surtout après les négociations de la Table ronde). Pour adhérer à l'Internationale socialiste, la sDRP a exploité d'anciennes connaissances personnelles de certains de ses membres éminents avec les dirigeants du SPD et du SPÖ autrichien. Un bon exemple est la lettre du dernier secrétaire du PZPR, M. F. Rakowski, adressée à Willy Brandt en 1990¹². Grâce à ces connaissances, la social-démocratie de la République de Pologne était invitée aux réunions internationales organisées par plusieurs partis sociaux-démocrates d'Europe. L'Internationale socialiste était contre l'élimination de la vie publique des activités du parti communiste dans les pays post-communistes¹³.

Simultanément, la sDRP a conservé des relations avec le parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et d'autres partis communistes européens. En décembre 1990, G. Yanaiev, membre du Politburo soviétique, a visité la Pologne comme invité des dirigeants de ce parti¹⁴.

¹¹ Deux partis naquirent de la dissolution du PZPR. Le premier était la sDRP et l'autre fut l'Union sociale-démocrate polonaise (PUS). La PUS fut créée par les activistes de l'aile réformatrice du PZPR. Cependant, ce parti se désintégra un an plus tard. Certains de ses militants rejoindront l'Union du travail (UP).

¹² Cela se trouve dans les documents de la sDRP.

¹³ Pour plus d'informations concernant l'attitude des socialistes envers les partis post-communistes, voir H. TIMMERMANN, *A Dilemma for the Socialist International : The Communist Parties' Successors in East-Central Europe*, in M. WALLER, B. COPPIETERS, K. DESCHOUWER (Eds.) *Social Democracy in a Post-Communist Europe*, Frank Cass 1994.

¹⁴ Certaines opérations financières illégales à travers les réseaux du KGB. On a pu ainsi parler de « l'argent de Moscou » en 1991 et la secousse que cela a provoqué pour le premier ministre J. Oleksy en 1995.

Des contacts particulièrement actifs existaient entre la sDRP et les partis communistes réformés de Hongrie, de Lituanie et de Slovénie mais également avec ceux plus lents dans l'ajustement de Bulgarie, de RDA et de Serbie.

Deux événements ont aidé la sDRP à rompre son isolement et à établir sa présence dans la famille sociale-démocrate. L'un est la dissolution du PCUS et l'écroulement de l'Union soviétique, qui met fin à sa dépendance envers Moscou. L'autre est sa prestation remarquée lors de l'élection de 1991 (12% des voix) La SLD, une coalition de partis de gauche avec la sDRP comme noyau, devint le deuxième groupe de la Diète. Depuis, la sDRP s'est présentée comme le parti social-démocrate le plus puissant en Pologne.

Néanmoins, ses aspirations furent quelque peu limitées par l'apparition de l'Union du travail d'un côté, et les contacts des partis sociaux-démocrates européens avec l'aile gauche de l'Union démocratique, de l'autre. La situation était d'ailleurs plus compliquée encore par l'existence du parti socialiste polonais (PPS), rétabli en 1990. Ce parti avait une position d'observateur à l'Internationale socialiste dans le cadre du SICEE¹⁵. Cependant, les activités du PPS en Pologne, après 1990, sont restées marginales.

Compte tenu de ces circonstances, l'Internationale socialiste était confrontée à un dilemme dans le choix de son partenaire privilégié. Elle a maintenu ses rapports avec les trois formations — la sDRP, l'Union du travail et le PPS — en ne soutenant massivement aucun d'entre eux.

Le parti paysan polonais

Le parti paysan polonais (PSL) est un des héritiers des partis de la coalition de l'ancien régime. Il était peu actif dans l'établissement de contacts internationaux. Avant 1989, ces rapports se limitaient à des échanges officiels de délégations avec des partis paysans du bloc soviétique (Tchécoslovaquie, Bulgarie et RDA). A la fin des années quatre-vingt, les premiers contacts avec des partis du centre (ex-agrariens) étaient établis au Danemark, en Suède et en Finlande. Les changements politiques en 1989 ont ouvert la voie au PSL dans l'ouverture de ses propres liens internationaux. Le PSL a noué de nombreux contacts bilatéraux avec des partis paysans dans des pays

¹⁵ Le parti de l'intérieur hérita de cette position après avoir fusionné avec l'organisation en exil du PPS, qui avait existé à l'étranger depuis la deuxième guerre mondiale.

avoisinants (Biélorussie, Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Russie, Lettonie et Estonie). En Europe occidentale, où les partis paysans n'existent pas, le PSL a trouvé des partenaires auprès de partis centristes (Autriche, Danemark, Estonie, Finlande, Suède et Norvège) ou auprès de formations chrétiennes (République tchèque, Allemagne, Italie).

Le PSL est le fondateur du Réseau des partis paysans et centristes européens, un réseau international de partis centristes. Il coopère avec le PPE au Parlement européen. Un des événements les plus importants dans le cadre de la coopération fut la conférence internationale des partis paysans et centristes européens, conférence dans laquelle les parlementaires du groupe Arc-en-ciel ont joué un rôle. Elle s'est déroulée du 7 au 9 septembre 1992 à Varsovie dans les locaux du PSL. Pour ce parti, il existe une limite importante dans l'établissement de liens internationaux : le faible nombre de cadres compétents dans ses rangs et l'inintérêt que la plupart d'entre eux portent aux relations internationales.

La Confédération pour la Pologne Indépendante (KPN)

Ce parti politique fut créé en 1979 en tant qu'organisation clandestine. Il a précédé la naissance de Solidarité. La KPN revendique le statut du plus ancien parti anticomuniste en Pologne. Il s'agit d'une formation nationaliste. Ses dirigeants en appellent à la restauration de la grandeur historique polonaise. Ils sont méfiants envers un rapprochement avec l'Europe occidentale. Dans ces conditions, il est logique que la KPN ait initié une coopération internationale avec les organisations homologues d'Europe centrale. En juillet 1994 à Kiev, avait été organisée une conférence internationale de partis similaires et de groupements politiques de Biélorussie, d'Estonie, de Lituanie, de Pologne et d'Ukraine. Cela déboucha sur la fondation de la Ligue des partis des pays outre-Atlantique. La KPN a lancé, mais sans succès, une organisation internationale de partis politiques nationalistes des pays de la mer Baltique-mer Noire-région Adriatique. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, la KPN est en crise. Elle a subi plusieurs scissions. Son rôle dans la vie publique est devenu marginal. La dernière initiative de ce parti est une action de soutien temporaire à la Tchéchénie.

L'ouverture aux principales familles politiques européennes (1993-1997)

L'élection législative de septembre 1993 a eu un impact considérable sur la coopération pan-européenne des partis polonais. Cette élection a entraîné d'importants changements sur la scène politique polonaise. Le plus important fut la victoire des partis successeurs du régime communiste.

Du point de vue de notre analyse, il y a deux autres conséquences majeures.

1. Le nombre de partis au Parlement avait radicalement diminué¹⁶. Cela a clarifié le choix des partenaires étrangers dans la recherche de coopération partisane internationale.

2. L'identité politique des partis, en particulier ceux au Parlement, s'est progressivement cristallisée. Cela rend plus simple leur différenciation selon des critères qui se rapprochent des normes d'Europe occidentale.

Vers une famille sociale-démocrate

L'attitude des sociaux-démocrates européens envers la sDRP a changé après son succès pendant l'élection de 1993. Il ne faut pas négliger le fait que trois députés et un sénateur du parti socialiste polonais (PPS) sont élus sur cette liste, bien qu'étant des anti-communistes déclarés. Plus fondamental a été le fait que la SLD avait obtenu 20,5% des voix et presque 38% des sièges à la Diète et était devenue le principal parti de la coalition au pouvoir. La prise de pouvoir a changé l'opinion de la sDRP à propos des institutions européennes. La social-démocratie de la République de Pologne

¹⁶ La réduction drastique du nombre de partis représentés au parlement résulte en partie de la nouvelle loi électorale de 1993 qui avait introduit un seuil de 5% pour les partis uniques et de 8% pour les coalitions de partis. Les partis de centre-droit tentèrent de s'adapter à ce nouveau cadre institutionnel mais ils échouèrent à former une coalition électorale et enregistrèrent une sévère défaite. Un tiers des votes n'a pas débouché sur une représentation parlementaire.

Concernant la disparité extrême du système électoral polonais, voir J.J. LINZ, A. STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, Latin America and Postcommunist Europe*. John Hopkins University Press, 1996.

soutint à partir de ce moment l'intégration de la Pologne à l'Union européenne et à l'OTAN. Parallèlement, l'Union du travail, un parti de gauche issu de Solidarité, a obtenu de relativement bons résultats à l'élection (7,3% des voix et 9% des sièges). C'était la première preuve que la gauche non-communiste pouvait obtenir un soutien électoral significatif en Europe centre-orientale. Le score de l'Union du travail a prolongé les doutes de l'Internationale socialiste quant à son partenaire privilégié.

Le dilemme a été résolu peu après la série de succès des partis post-communistes dans de nombreux pays entre 1993 et 1994 (la Lituanie, la Hongrie et dans une certaine mesure la Slovaquie). Le plus important était la victoire du parti socialiste hongrois dirigé par Gyulia Horn (45% des voix). De plus, il a pris le pouvoir en coalition avec l'Alliance des démocrates libres, une organisation issue de l'ancienne opposition anticommuniste. Face à ces données, les dirigeants de l'Internationale socialiste ont manifestement décidé de choisir des partenaires politiquement forts en Europe orientale ; quelle que soit leur origine. A la réunion du Conseil de l'is, qui s'est tenue à Budapest en décembre 1994¹⁷, certains partis post-communistes seront recommandés pour une adhésion complète lors du congrès suivant de l'Internationale socialiste. Le cas des candidats polonais, cependant, était encore controversé. C'est pour cette raison que la sDRP et l'UP n'ont obtenu que le statut d'observateur.

A partir de ce moment, la social-démocratie de la République de Pologne a établi de manière intensive des contacts bilatéraux avec les partis sociaux-démocrates européens au niveau supérieur et a participé à tous les événements organisés par l'Internationale socialiste. Leurs ressources financières et humaines ont permis à ce parti une importante participation. En 1995, la sDRP a soumis sa candidature au parti des socialistes européens (PSE).

¹⁷ Il est significatif que la *déclaration sur l'Europe centrale et orientale*, adoptée par le Conseil de l'Internationale socialiste ne contenait aucune référence à la succession des partis ex-communistes aspirant à rejoindre l'Internationale socialiste, et le terme « parti-post communiste » lui-même fut totalement banni. Toutefois, un certain nombre de militants sociaux-démocrates non-communistes des pays d'Europe centrale et orientale soulevèrent la question pendant le débat, exprimant fortement une opinion négative à ce sujet.

Voir par exemple *Let's not be in a hurry*. Discours d'Aloyzas Sakalas, président du parti social-démocrate lituanien au Conseil de l'Internationale socialiste à Budapest, Hongrie, 2-3 décembre 1994.

Au même moment, ils renforçaient leurs contacts avec les partis post-communistes d'Europe centrale et orientale. Les relations avec les anciens partis communistes ont toutefois diminué mais existent toujours¹⁸.

L'Union du travail, ayant des ressources bien plus limitées, s'est concentrée sur des contacts bilatéraux avec ses partenaires à l'Ouest (les sociaux-démocrates scandinaves, le SPD, le parti travailliste anglais, le PVDA et le PS français). Elle s'est aussi inscrite dans une coopération régionale avec les partis sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale (en République tchèque, en Slovaquie, en Bulgarie, en Lituanie, en Biélorussie et en Ukraine). L'UP a également débuté une coopération internationale avec les comités locaux des partis sociaux-démocrates dans des pays voisins (surtout en Allemagne, en Suède, en Lituanie et en Biélorussie). Un problème important de la coopération était l'analyse du processus de transformation en Europe centre-orientale et l'échange d'opinions concernant les stratégies pour la social-démocratie dans les nouvelles circonstances. Ces problèmes ont fait l'objet d'un débat lors des conférences et séminaires qui ont été organisés en collaboration avec les fondations sociales-démocrates (Ebert, Olaf Palme, Jaures, Mozer) ou des fondations sans parti (comme la fondation Westminster). Du côté polonais, la fondation du travail, qui coopère avec l'Union du travail, a aidé à organiser ces événements. Le Forum européen de la démocratie et de la solidarité a aidé quelques-uns de ces événements et a créé un réseau d'informations (des lettres d'information et des mises à jour du pays). Le Forum a organisé des séminaires régionaux avec des recherches et des analyses détaillées relatives aux réformes économiques, au chômage, à la politique sociale et à la situation des femmes dans l'Union européenne. Récemment, le thème le plus important de ces réunions a été l'élargissement oriental de l'Union européenne. En mai 1996, la fondation du travail et le Forum ont organisé une conférence à Varsovie à propos de l'opinion des sociaux-démocrates sur ce sujet¹⁹.

¹⁸ Par exemple, la délégation du parti communiste chinois fut invitée en Pologne en 1994 et un représentant de la sDRP participa au congrès du parti communiste de la fédération russe à Moscou en janvier 1995. Interview avec W. Sokołowski, secrétaire du département international de la sDRP, Janvier 1995.

¹⁹ Les minutes de cette Conférence ont été publiées dans une édition spéciale de *Przełd Społeczny: Jaka Europa?*, *Przełd Społeczny*, n° 3, 1996.

Peu après, l'Union du travail a envoyé sa candidature au parti des socialistes européens. Notons aussi que la fédération de la jeunesse de l'UP a établi des relations internationales et est devenue membre de la YUSY en 1997.

En septembre 1996, la sdrp et l'UP sont devenues membres de l'Internationale socialiste, et juste avant le congrès de New York, ils ont rejoint le Comité socialiste international pour l'Europe centrale et orientale (SICEE). C'est peu dire que ces faits ont de l'influence dans leurs relations mutuelles au niveau de la politique intérieure, où leurs relations sont assez distantes et concurrentielles.

Depuis l'automne de 1996 le dialogue européen des partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale a pris un aspect plus concret sous le patronage du parti des socialistes européens. Le PES, étant le point convergent des formations socialistes des pays de l'Union européenne, a offert aux partis des pays qui ont signé un accord d'association avec l'Union européenne le statut d'observateur. En septembre 1996, s'est tenue à Budapest une réunion des dirigeants du PES. C'était la première fois qu'était organisée une telle réunion en Europe centrale. Le thème en était l'élargissement de l'UE²⁰. Sur cette question, une réunion importante a eu lieu à Cracovie en avril 1997. Les dirigeants des cinq partis sociaux-démocrates des pays associés ont discuté d'une stratégie commune dans la perspective d'une accession à l'Union. L'élargissement a aussi été débattu par le groupe de travail du PES, axé sur le suivi de la conférence intergouvernementale (CIG). Et finalement, le sujet a été l'objet d'échanges lors du troisième congrès du PES à Malmö (5-7 juin 1997), lorsque la nouvelle architecture européenne a été débattue. Mises à part les discussions générales, quelques sujets pratiques ont été à l'ordre du jour dans les comités²¹.

²⁰ La sdrp et l'UP ont obtenu le statut d'observateur au PES.

²¹ Les sociaux-démocrates scandinaves, par exemple, qui ont récemment accédé à l'Union par la voie référendaire ont discuté de leur expérience avec des représentants des partis sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale. Ils ont discuté ensemble des problèmes pratiques de la demande d'adhésion.

Il est possible de dire qu'après seulement sept-huit années de changements politiques en Europe centre-orientale, l'état du dialogue entre les partis sociaux-démocrates de l'Est et de l'Ouest ressemble à la situation qui a prévalu en Espagne et en Grèce au début de leur processus de démocratisation. Le soutien réel de cette famille à l'élargissement de l'Union européenne est difficile à évaluer. Bien que les déclarations officielles soient très prometteuses, les conditions et le calendrier de l'intégration sont encore ouverts²². Le congrès de Malmö a convaincu les partis sociaux-démocrates de l'Europe de l'Est de l'importance de l'intensification des contacts dans le cadre même du PES ; la structure la plus grande et la plus influente dans la famille socialiste concernant la politique européenne. La social-démocratie de la République de Pologne et l'Union du travail prennent part à ce dialogue en parallèle.

L'édification d'une famille démocrate chrétienne

L'Union de la liberté (uw)

Après l'élection de 1993, les partenaires polonais de l'UDE et de l'UEDC étaient marginalisés. Leur place était prise par d'autres partis. Le candidat principal est devenu l'Union de la liberté (uw), mis sous les fonts baptismaux en avril 1994 après la fusion entre l'Union démocratique (UD) et le Congrès libéral démocrate (KLD), un parti qui n'avait obtenu aucun siège au Parlement. Dès le début, l'uw s'est décrite comme un parti du centre. Cette évolution vers le centre était rendue plus simple par le manque de partis significatifs de droite à la Diète et par la marginalisation de la fraction droitiste au sein du parti lui-même. Plus important pour ce dernier fut la défaite de Jacek Kuron à l'élection présidentielle de 1995.

La modification de l'identité du parti était symbolisée par l'élection d'un nouveau président, Leszek Balcerowicz. Sous sa direction, l'uw a essayé de renforcer sa position au centre-droite. Ce qui a aussi caractérisé ses contacts internationaux. En mars 1996, l'uw a soumis sa candidature à l'UDE.

²² Une analyse intéressante des conditions pour une intégration réussie des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union européenne est présentée par J. Eatwell et d'autres dans *Just not « an another accession »*, Institute for Public Policy Research, Londres, 1997.

Elle y a décroché le statut d'observateur et a été invitée à tous ses conseils. Les contacts précédents de certains des membres de l'uw avec d'autres internationales (libérale et socialiste) ont été stoppés par la décision arbitraire de la direction du parti. L'uw a aussi été invitée à rejoindre le parti populaire européen (PPE) au Parlement européen. Au début de janvier 1996, l'association de la jeunesse de l'uw, les Jeunes démocrates, a rejoint le DEMYC.

Avec cette nouvelle orientation, les contacts bilatéraux ont changé. Les relations antérieures avec les chrétiens démocrates et les partis conservateurs — CDU/CSU allemande, parti populaire autrichien, sociaux chrétiens belges, parti conservateur britannique et les modérés suédois —, furent renforcés. De nouveaux rapports ont été établis avec le parti populaire espagnol (PP) et les partis de droite français. L'uw entretient aussi des relations bilatérales dans la région ; avec l'ODS et l'ODA tchèques, le parti de Czarnogorski en Slovaquie, avec le Forum démocratique hongrois, le Ruh ukrainien, le parti conservateur en Lituanie et le parti de Gaidar en Russie. Le dernier congrès de l'uw a accueilli des hommes politiques éminents d'Europe orientale, V. Landsbergis (Lituanie), Z. Zelew (Bulgarie) et W. Czornowil (Ukraine). Ces contacts régionaux ont marqué une aspiration commune à adhérer à l'Union européenne.

Dans cette perspective, l'uw est intéressée à la coopération internationale dans le cadre même de l'UDE. « Nous apprenons, soulignait Piotr Nowina-Konopka, que la plupart des décisions dans l'Union européenne sont faites au sein des principales familles politiques. Une proche collaboration avec elles nous donne l'occasion de participer à ces décisions. Elle aide à populariser notre point de vue vis-à-vis des sujets les plus importants, comme l'OTAN. Nous avons commencé à le faire trop tard »²³. L'uw utilise ses contacts au Conseil de l'Europe et au Comité parlementaire conjoint Parlement européen-Diète polonaise. Elle poursuit la coopération avec les fondations étrangères qui organisent des séminaires et conférences concernant la politique étrangère. L'uw a également entamé une coopération locale transfrontalière avec la CDU allemande et les modérés suédois.

²³ Interview avec Piotr NOWINA-KONOPKA, député, président de la fondation Schuman, 18 juin 1997.

En janvier 1997, Helmut Kohl a envoyé une lettre à Leszek Balcerowicz à l'occasion de la convention électorale de l'Union de la liberté, qui lançait la campagne de ce parti. Le Chancelier allemand souhaitait bonne chance à Balcerowicz pour les prochaines élections parlementaires²⁴. Le fait que cette lettre ait été publiée par *Gazeta Wyborcza*, le journal polonais le plus populaire qui a des liens avec l'uw, prouve que les partis non-ex-communistes ont commencé à exploiter leurs liens européens à des fins de politique intérieure²⁵.

Le parti paysan polonais (PSL)

Après l'élection de 1993, le PSL a élargi sa représentation parlementaire et est devenu membre de la coalition au pouvoir. Son succès avait deux conséquences supplémentaires. D'abord, il marginalisait d'autres partis paysans polonais. Le PSL devenait le représentant inconditionnel des intérêts de la population rurale. Ensuite, l'absence au Parlement des partis chrétiens traditionalistes a aidé à modifier l'image du PSL dans le sens d'un recentrage. Cette nouvelle identité a favorisé une extension des contacts du PSL avec les partis démocrates chrétiens en Europe. Il avait déjà noué des relations avec certains partis centristes scandinaves. Il y a ajouté de nouveaux contacts avec la CDU/CSU et d'autres partis chrétiens européens. En 1996, un premier accord fut aussi établi avec le RPR français. Le PSL a aussi des relations avec le parti populaire espagnol. En 1997, le PSL a envoyé sa candidature à l'UDE.

Le parti paysan polonais a deux objectifs principaux dans l'établissement de ces contacts : comprendre la politique agricole commune de l'Union européenne et donner une image positive du PSL à l'Ouest. Selon lui, d'autres formations polonaises et les médias ont déformé la réalité de ce parti. Ils sous-estiment l'importance du secteur agricole en Pologne et ses problèmes de restructuration. Du côté occidental, un des objectifs premiers est de trouver des partenaires fiables en Pologne. En d'autres termes, des partis susceptibles de survivre à différentes élections. Il y a aussi l'espoir de

²⁴ *Gazeta Wyborcza*, 5-6 juillet 1997.

²⁵ Des lettres de soutien des partis sociaux-démocrates britannique, allemand, suédois et français furent lues durant la convention électorale de l'Union du travail en juillet 1997.

renforcer le lobby agricole dans l'Union européenne dès lors que le Pologne y aurait adhéré ²⁶.

Une nouvelle cristallisation des partis politiques

La structure du système des partis polonais a été sérieusement modifiée à la suite des élections présidentielles de 1995. La compétition entre Aleksander Kwasniewski et Lech Walesa a conduit à une polarisation politique sur une ligne de partage historique post-communiste-anti-communiste ²⁷. A droite de l'échiquier politique, deux nouveaux groupements vont être formés, le Mouvement pour le renouveau de la Pologne (ROP) et l'Alliance électorale Solidarité (l'AWS).

L'AWS est créée en juin 1996 pour concourir avec succès à la domination de la SLD sur la scène politique. Elle comprend le syndicat Solidarité et une trentaine de partis de centre-droit ou parfois de centre-gauche. La SLD elle-même a été l'agrégateur de cette union. Il s'agit d'une coalition politique hétérogène dominée par les revendications syndicales. L'AWS est soutenue par l'ancien président Lech Walesa.

Le Mouvement pour le renouveau de la Pologne (ROP) a été formé, après l'élection présidentielle de 1995, par l'ancien premier ministre Jan Olszewski. Il avait pris part à la compétition présidentielle et remporté au premier tour plus d'un million de voix, soit environ 7%. Le ROP est un parti politique dominé par le sentiment anti-communiste tout en étant opposé à l'ancien président Lech Walesa.

La naissance de l'AWS a eu un impact immédiat sur la politique polonaise. Dès le début, elle a occupé la position de leader de l'opposition dans les sondages d'opinion. Ses résultats voisinaient ceux de la SLD. Tout semblait indiquer que la structure du pouvoir, après l'élection du 21 septembre 1997, pouvait changer radicalement. Ceci peut signifier la naissance d'une formation centre-droit crédible et durable en Pologne.

²⁶ Interview avec Jan BORKOWSKI, député, ancien co-président de la commission parlementaire conjointe Parlement européen-Diète polonaise, 16 Juin 1997.

²⁷ Pour plus d'informations, voir R. GORTAT, *Trudny egzamin: partie polityczne w wyborach prezydenckich'95*, *Przegląd Społeczny*, 1996, vol. 32-33, pp. 76-105.

Il est aujourd'hui difficile de prédire si l'AWS préservera sa stabilité après sa victoire électorale tant la lutte en son sein entre les dirigeants syndicaux et les dirigeants de petits partis politiques qui la composent est récurrente. Les choix politiques ne seront pas simples tant sont profonds les différends. La principale ligne de division se situe entre la droite libérale-conservatrice qui soutient les réformes du marché entamées en 1989 et les partis traditionnels, qui fondent leur identification avec la nation, l'Eglise et la famille. Ces derniers soutiennent l'intervention de l'Etat par opposition à ceux qui prônent des idées néo-libérales. Solidarité montre de nouvelles tendances corporatistes. Il y a par ailleurs de nombreuses autres sources de tensions et de conflits²⁸. Mais il faut souligner le succès majeur de l'AWS : avoir surmonté le factionnalisme des partis de droite. Cette donnée, et la victoire électorale, a attiré l'attention des partis conservateurs occidentaux. Le président de l'UEDC, Wim van Velzen, a par exemple invité les représentants de l'AWS au rassemblement annuel des démocrates chrétiens européens de juillet 1997 à Luxembourg²⁹. Le dirigeant de Solidarité, Marian Krzaklewski, avait aussi appelé les structures syndicales européennes à soutenir l'AWS pendant l'élection.

L'attention portée au ROP est beaucoup moindre en raison de sa rhétorique nationaliste et anticommuniste et de sa méfiance envers le capital et les institutions étrangers.

Conclusions

Notre analyse mène à la conclusion que les contacts politiques entre l'Est et l'Ouest ont été nombreux mais parfois chaotiques. Pendant longtemps le but principal de ces relations était simplement d'apprendre chacun à propos de l'autre. Les fluctuations dans le système de partis polonais ont rendu complexe l'établissement de liens transnationaux à long terme. Par rapport au processus de transformation systémique et institutionnelle qui a débuté en 1989, les canaux de coopération européenne des partis sont apparus relativement tard.

²⁸ Voir A. SZCZERBIAK, Harmonizing the Discordant Right, *Transition*, 4 avril 1997, pp. 44-47.

²⁹ *Rzeczpospolita*, 11 juillet 1997.

Certains partis ont construit leur identité surtout en confrontation avec d'autres formations politiques, et moins en relations avec les principales familles politiques. C'est la raison pour laquelle la coopération pan-européenne des partis n'a pas eu une influence visible sur les programmes et les activités des partis politiques polonais.

Il y avait différents motifs pour la recherche de partenaires à l'Ouest. Le plus crucial était la recherche d'un soutien aux ambitions polonaises de rejoindre l'Union européenne et l'OTAN. Mais il y avait aussi le besoin d'aide dans l'édification de structures partisans dignes de ce nom. Parfois aussi, les partis cherchaient à se légitimer qu'au travers de la reconnaissance par des familles politiques européennes ou transnationales.

Initialement la coopération pan-européenne visait à l'échange d'informations à propos de la situation politique, de la vie sociale dans les deux parties du continent, de la participation à des réunions et à des conférences internationales. Les contacts entre les fondations et les hommes politiques des deux côtés de l'ancien rideau de fer se sont progressivement étendus. Avec le temps, les partis polonais ont appris comment utiliser ces relations pour obtenir le soutien de l'Ouest pour leurs propres idées et propositions.

A l'heure actuelle, la forme la plus avancée de la coopération existe au sein de deux familles politiques : social-démocrate (PES et IS) et les partis de centre-droite (UDE).

Aujourd'hui en Pologne, il existe un large consensus sur le fait de rejoindre l'OTAN et d'adhérer à l'Union européenne. Ce consensus s'élargit mais est très superficiel. Il est très probable que les opinions des partis différeront sur la question lorsque les Polonais réaliseront ce que seront les effets concrets d'un élargissement de l'Union européenne. Néanmoins, les différences d'opinion ne seront pas plus fortes que ce qu'on peut déjà observer dans les pays membres de l'Union européenne. Il y aura les euro-enthousiastes, les euro-sceptiques et les euro-rationnalistes.

Soulignons que plusieurs partis polonais ont lancé des contacts bilatéraux avec leurs partis frères en Europe orientale et centrale. C'était le plus souvent une nouvelle expérience dans la région. Elle fut approfondie en raison du fait que certains partis ont construit des relations transfrontalières au niveau local. L'aide ouest-européenne fournie par différentes fondations proches des principales familles politiques européennes a joué un rôle important dans l'encouragement à de telles initiatives. L'action commune vers des

partenaires étrangers à l'Est est la principale nouveauté ces dernières années. Par exemple, l'UW et l'UP ont coordonné leurs actions pour soutenir l'opposition en Biélorussie.

Une des contraintes les plus importantes à la coopération pan-européenne des partis est la faible organisation et la mauvaise situation financière des partis polonais. L'essentiel de leurs efforts vise simplement à rester en activité sur le plan politique. Dans la mesure où les problèmes de politique étrangère sont secondaires lors des élections, l'argent dépensé pour la coopération ne peut être justifié en termes de gains de sièges au Parlement. Peu de personnes dans les partis sont engagées dans cette sphère d'activité et la plupart sont volontaires. Les partis représentés à la Diète sont dans une meilleure situation, en particulier les plus importants car les parlementaires peuvent faire prendre en charge leurs voyages par les pouvoirs publics. Mais même dans ce cas, les personnes engagées dans une coopération internationale sont véritablement peu nombreuses. Cela explique pourquoi les contacts déjà noués ne sont pas très intenses.

Enfin, soulignons que les relations Est-Ouest impliquent aussi le partage des expériences politique sous ses différentes formes. Cela ne peut être un processus unilatéral. L'apport de connaissance de chaque côté aux partenaires doit être élargi de manière significative.

LES PARTIS POLITIQUES POLONAIS ET L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Bruno DREWSKI

Lorsqu'on observe la vie politique polonaise depuis 1989, on ne peut que constater l'unanimité apparente qui règne sur la question européenne. Les autorités officielles, les partis politiques représentatifs, les médias, etc. Tous soutiennent le principe de l'accession la plus rapide de la Pologne aux structures de l'Union européenne. Un observateur extérieur au courant des débats et des doutes qui se manifestent à l'égard du processus d'intégration européenne au sein même des sociétés occidentales — y compris chez celles qui viennent de rejoindre l'Union européenne — ne peut être que frappé par le calme qu'il rencontre sur ce sujet en Pologne.

Les Polonais seraient-ils tous partisans convaincus des structures européennes existantes ? Perçoivent-ils les causes des discussions et des hésitations qui se font jour au sein de l'Union européenne ? Savent-ils ce que l'intégration européenne implique comme réaménagements, comme concessions, comme renoncements ? Ne vaudrait-il pas mieux que le débat soit lancé sur ce sujet le plus tôt possible ? Et les partis politiques n'ont-ils pas justement vocation à lancer ce débat ? Sont-ils prêts à le faire ? Autant de questions auxquelles nous essaierons de répondre.

En fait, lorsqu'on l'analyse de plus près, le discours sur l'Europe entendu en Pologne apparaît moins net et décidé qu'au premier abord. Cette question occupe relativement peu de place dans les programmes et les déclarations politiques. S'il n'y a pas de vrai débat sur la forme concrète que devrait prendre l'Union européenne idéale, c'est parfois parce que les hommes politiques polonais ne connaissent pas toujours bien le fonctionnement exact des structures occidentales. Cette situation est compréhensible. La Pologne n'est confrontée à la réalité de l'intégration européenne que depuis quelques années seulement et elle n'a pas pu encore assimiler toutes ses implications. C'est à une situation parallèle que l'on assiste en Occident. Ni la Communauté européenne, ni l'OTAN, ni l'OCDE n'ont su comment réagir, après 1989, aux nouveaux défis qui se manifestaient à l'Est ; ce qui explique leurs atermoiements face aux pays d'Europe centrale et orientale ou face à la Russie.

L'absence de projet visionnaire qui caractérise les sociétés contemporaines n'est pas un phénomène nouveau.

On connaît mal en Pologne « l'Occident réel ». On a souvent peur qu'une discussion approfondie sur les avantages et les inconvénients de l'adhésion à l'Union européenne fasse mauvaise impression à l'extérieur et contribue à faire douter de l'engagement libéral et pro-occidental de la société polonaise. S'il y a incontestablement chez tous les dirigeants polonais la volonté de rejoindre le monde occidental c'est, avant tout, parce qu'il est réputé prospère et stable. Il ne faut donc pas éveiller les méfiances de cette prudente Europe bourgeoise et cossue en manifestant publiquement des hésitations et des doutes.

Une analyse en profondeur de l'opinion publique polonaise atteste qu'il existe de fortes appréhensions face au processus d'intégration européenne. Il est impensable, dans le cas polonais, d'envisager une adhésion à la hussarde comme ce fut le cas de la RDA. Les dirigeants polonais évitent le plus souvent de provoquer, chez eux, tout remous sur l'Europe qui pourrait contribuer à faire émerger des courants politiques à la recherche de solutions alternatives à l'Europe de Maastricht. Les appréhensions en Pologne portent aussi bien sur les questions économiques (crainte de la concurrence des produits occidentaux) que sur les questions d'intérêt national : peur devant les conséquences d'une perte de souveraineté, méfiance devant la bureaucratie bruxelloise, crainte d'une Europe allemande¹. Les dirigeants et les partis politiques polonais se font toutefois rarement le relais de ces opinions. L'intégration à l'Europe occidentale est présentée comme la seule voie juste. A telle enseigne que l'on peut parfois se demander si cette adhésion n'est pas perçue de la même façon que l'intégration à la communauté socialiste autrefois ; c'est-à-dire comme une voie tracée sur laquelle la société n'a pas pris et sur laquelle il est donc inutile de discuter. Les milieux dirigeants ont pour

¹ Parmi les problèmes créés par le rapprochement de la Pologne avec l'Europe occidentale, mentionnons le déficit de la balance commerciale polonaise, le maintien par l'Union européenne de barrières douanières à caractère protectionniste ou la vague d'attentats racistes en Allemagne dont les Polonais, résidents ou visiteurs, font souvent les frais. Notons encore que le traité de Maastricht augmente encore le nombre de conditions que devront remplir les Polonais pour adhérer à l'Union européenne. Par ailleurs, la discussion sur « l'Europe à cercles concentriques » n'a pas encore véritablement atteint la Pologne. Mais elle ne peut que contribuer à renforcer les craintes des milieux sociaux polonais, fragilisés par la transition vers le capitalisme et qui craignent une marginalisation durable au sein de « l'Europe sans frontières ». Tôt ou tard, la nature du dessein européen des Polonais devra être abordée.

mission de la mettre en œuvre coûte que coûte, de la manière la plus efficace.

En Pologne, le discours dominant présente le modèle occidental comme obligatoire et sans alternative ; tant au plan économique que stratégique. Dans presque tous les discours polonais portant sur l'Europe, l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN est quasi systématiquement amalgamée. En revanche, à l'Ouest, l'intégration européenne est souvent présentée comme l'occasion de créer un contrepoids à l'hégémonie nord-américaine. On ne semble pas percevoir en Pologne qu'il puisse y avoir une contradiction entre le désir de se rapprocher des Etats-Unis, via l'OTAN, et celui de s'unir à l'Europe occidentale.

En fait, ce point de vue reflète le désir de sécurité, militaire et économique, manifesté par les couches dirigeantes polonaises face à la désagrégation de toute structure stabilisatrice dans la partie orientale du continent européen à la suite du démantèlement de l'URSS et la crise de l'Etat russe. Ce désir de stabilité existe bien entendu aussi au sein de toutes les autres strates de la société polonaise. Mais, à la base, le sentiment que la véritable stabilité nécessite aussi une sécurité des conditions de vie et une véritable démocratisation du fonctionnement des institutions est prégnant. Ce que l'Union européenne, sous sa forme actuelle, ne garantit pas forcément.

Pour certains Polonais, l'adhésion à toutes les structures occidentales (Conseil de l'Europe, UE, OTAN, UEO, OCDE, etc.) est le résultat d'une conviction profonde enracinée par l'histoire. Pour d'autres, elle n'est que la conséquence d'une instabilité régionale à laquelle on veut échapper en se raccrochant aux seules structures internationales existantes, fussent-elles imparfaites. Cette situation explique le consensus qui règne en Pologne au sein des élites sociales et politiques, qu'elles soient issues de l'ancienne *nomenklatura* au pouvoir avant 1989 ou des milieux dissidents. C'est au sein de l'Eglise catholique, qui possédait avant 1989 des contacts plus étroits à l'Ouest, que l'on perçoit une méfiance plus forte à l'égard de « l'Occident libéral réel ».

Nous essaierons de définir dans quelle mesure les choix internationaux faits par les différents partis polonais résultent d'une conviction pro-européenne profonde ou d'un choix tactique dicté par la conjoncture mondiale actuelle.

Avant d'analyser les ébauches de contacts internationaux établis par les partis polonais, nous verrons quelles sont leurs attitudes sur les questions européennes.

Histoire, orientations culturelles et visions politiques

Il est indéniable qu'il existe en Pologne un sentiment identitaire européen et occidental profondément enraciné dans l'histoire. Il est tout aussi évident que la nation et la culture polonaises sont slaves et se sont cristallisées en contact étroit avec l'ensemble des traditions issues du christianisme, occidental et oriental, mais aussi du judaïsme et de l'islam. Il est très révélateur que le terme d'Europe, qui n'était pas ou peu utilisé en Occident avant la Renaissance, soit apparu dans les ouvrages polonais du xvi^e siècle une cinquantaine d'années avant qu'il ne se répande en Italie, en Allemagne ou en France. En revanche, à la même époque, on éditait en Pologne plus d'ouvrages en alphabet cyrillique que, par exemple, dans toute la Moscovie. La Pologne était une plaque tournante du commerce avec l'Empire ottoman et la Perse. La Pologne fait donc incontestablement partie depuis ses origines de l'Europe mais elle appartient à une Europe médiane, c'est-à-dire à un espace de transition, d'échanges et de contacts entre l'Europe occidentale, « post-carolingienne », et la masse continentale de l'Eurasie.

Les événements qui se sont déroulés au cours des cinquante dernières années ont imprimé des marques durables sur la perception qu'ont les Polonais de leur environnement. La guerre de 1939-1945 a contribué à enraciner la méfiance à l'égard de l'Allemagne. Elle a démontré la précarité de toute alliance avec la France ou l'Angleterre. Elle a fait apparaître la Russie comme un facteur incontournable de tout équilibre politique régional. Par ailleurs, la période où la Pologne faisait partie du bloc soviétique n'a pas laissé que des souvenirs négatifs. Selon un sondage d'opinion réalisé en octobre 1994, 51% des Polonais considèrent que les gouvernements du PZPR étaient mauvais ou plutôt mauvais mais 39% les jugent bons ou plutôt bons, 10% ne donnant pas de réponse².

² Sondage OBOP du mois d'octobre 1994, cité dans W kraju, *Polityka*, n° 6, 11 février 1995, p. 2. Le PZPR était, avant 1989, le parti dirigeant.

Comme tous les autres Européens, les Polonais ont été confrontés, pendant quarante-cinq ans, à la rivalité de deux blocs derrière lesquels se profilait deux pouvoirs mais aussi deux légitimités. A l'Ouest, les milieux dirigeants prônaient un projet de développement graduel devant garantir la stabilité sociale, le développement économique et la liberté individuelle. A l'Est, ils prônaient une rupture brutale devant permettre la promotion sociale, l'avancement culturel et l'égalité. L'affrontement entre ces deux légitimités a d'abord débouché sur des processus d'intégration régionale, à l'Est comme à l'Ouest. Cette rivalité a ensuite forcé les élites traditionnelles de l'Ouest à admettre que leur politique de modernisation devait contenir un volet social comme elle a obligé les nouvelles élites de l'Est à accepter d'élargir progressivement les espaces de libertés individuelles. La rivalité Est-Ouest a donc poussé tous les dirigeants, de l'Est comme de l'Ouest, à consentir à des concessions, réalisées souvent de façon inconséquente, en faveur de la légitimité provenant du camp adverse. Cela déboucha sur une convergence momentanée : les accords d'Helsinki et la CSCE qui reconnaissaient, en principe tout au moins, un certain nombre de droits individuels et un certain nombre de droits collectifs.

Ce conflit, que l'ancien dissident polonais Jacek Kuron qualifie de « créateur », permit des avancées mais il est, aujourd'hui, en panne car les nouvelles élites de l'Est ont accepté, après 1989, les principes libéraux de l'Ouest tandis que les élites de l'Ouest crurent, à tort, que les processus libérateurs de l'après 1989 à l'Est signifiaient désormais une victoire totale des seuls principes ultralibéraux. Cette évolution est entrée en contradiction avec les principes égalitaires propagés par le socialisme mais aussi par le syndicat Solidarité³. L'Europe se retrouve en panne faute de concurrence entre des projets mobilisateurs enracinés dans ses diverses traditions, conservatrice, réformatrice ou révolutionnaire. L'OTAN et les structures européennes manifestent une frilosité évidente, inconnue à l'Est, sur les conflits armés et sur les questions sociales. Ces institutions ne semblent survivre souvent plus que pour assurer la défense d'intérêts acquis au cours du conflit Est-Ouest. Certaines sociétés — c'est le cas en Pologne — cherchent à rejoindre le club des heureux gagnants mais tous les Polonais n'ont pas, pour autant, la certitude qu'ils pourront y accéder ou en tirer profit.

³ Entretien avec J. KURON, Tworczy konflikt, *Polityka*, n° 13, 26 mars 1993, p. 1.

Les partis polonais face à la question européenne

Tous les partis polonais se déclarent favorables à l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne mais chaque sensibilité politique manifeste sur ce sujet des approches différentes⁴. Dans la plupart des cas, les questions européennes restent peu détaillées, faute de spécialistes de la question au sein des partis, par manque d'intérêt profond, ou par crainte d'éveiller un débat potentiellement déstabilisateur au sein de chaque parti. C'est le plus souvent dans les milieux des hauts fonctionnaires de l'Etat et chez certains chercheurs que l'on rencontre une très bonne connaissance des dossiers européens et de leurs implications potentielles pour l'évolution de la société polonaise. Dans ces milieux, on travaille sérieusement à préparer l'adhésion de la Pologne aux structures occidentales. En général, les experts polonais ne contestent pas la logique du fonctionnement des institutions de l'UE même s'il leur arrive parfois de prôner des adaptations plus ou moins poussées sur des questions économiques sensibles comme, par exemple, sur les dossiers agricoles, du textile ou de l'acier.

Les gouvernements qui se sont succédé depuis 1989 se sont généralement largement appuyés sur ces experts dans leurs relations avec les institutions européennes et occidentales. Même les représentants des partis jugés *a priori* « moins européens » ont eu tendance, lorsqu'ils se sont trouvés au gouvernement, à poursuivre la politique de leurs prédécesseurs et à avoir recours aux mêmes experts. Cela confirme le fait que les partis n'ont pas assez d'experts de haut niveau parmi leurs membres et ne sont pas vraiment prêts à appréhender les grandes questions internationales. Cette situation explique aussi pourquoi les partis ont peu préparé l'opinion polonaise à percevoir et à réagir à l'impact grandissant exercé par les processus mondiaux et européens sur la vie quotidienne des populations.

⁴ Hormis le petit parti des Slaves et des nations alliées, qui prône l'unité politique des Slaves et des nations voisines (pays baltes, Hongrie et Roumanie) et quelques groupuscules de gauche radicale, aucun parti polonais ne conteste en principe le processus d'intégration européenne. Pour percevoir les nuances, il faut donc « décoder » le discours utilisé par chaque parti politique polonais.

Le développement de contacts réguliers entre les groupes parlementaires polonais et leurs homologues d'Europe occidentale, par le biais de relations bilatérales ou celui du Conseil de l'Europe, a néanmoins contribué à former un nombre de parlementaires polonais aptes à comprendre les enjeux liés au développement des institutions occidentales. Par ailleurs, les partis ont tous acquis une légitimité et conquis un électorat dont ils doivent tenir compte pour l'élaboration de leur politique internationale.

Les critères de représentativité des partis politiques en Pologne

Il y a en Pologne plus de deux cents partis enregistrés ; ce qui devrait *a priori* rendre difficile une analyse détaillée de la réalité polonaise. Beaucoup moins d'entre eux cependant sont représentatifs de segments importants de la société. Dans la très grande majorité des cas, les partis polonais peuvent être rattachés à trois grandes sensibilités politiques : la droite nationaliste et généralement catholique, le centre libéral et la gauche laïque. Dans la Diète élue en 1993, on comptait cinq groupes parlementaires et cinq cercles⁵. En plus des partis représentés à la Diète, plusieurs partis et organisations de la droite extra-parlementaire possédaient une véritable représentativité car ils avaient des élus au Sénat ou dans les assemblées locales et régionales. L'émiettement de la droite polonaise explique pourquoi aucun de ces partis n'avait dépassé, en 1993, le seuil fixé pour obtenir des députés⁶.

⁵ Les cinq groupes étaient issus des partis ayant obtenu plus de 5% des voix aux élections (PSL,UW,UP,KPN) ou des coalitions en ayant obtenu plus de 8% (SLD). Les cercles se sont formés lorsque certains députés ont rompu avec leurs groupes d'origine (BBWR, PR, dissidents KPN, PPS). On comptait également quatre députés allemands élus car les minorités nationales ne sont pas astreintes à la règle des 5%. Ils représentent la sensibilité la plus nationaliste existant au sein de la minorité allemande de Pologne. Ils sont proches de l'aile droite de la CDU. Cette option les amène à soutenir une fédéralisation de la Pologne et son adhésion à une Europe fédérale où le poids de la RFA serait décisif.

⁶ Parmi ces groupes, citons, plus proche du centre, le parti conservateur (PK), la coalition conservatrice (KK), le parti populaire paysan (SLCh), le parti des chrétiens démocrates (SLChD) et, plus nationalistes, l'Union chrétienne nationale (ZChN), l'Accord du centre (PC), l'Alliance agrarienne (PL), le parti national-démocrate (SND), l'Union pour une politique réelle (UPR), le Mouvement pour la République (RdR) et le Mouvement pour la troisième République (R3R).

Cette situation explique pourquoi le syndicat Solidarité a réussi à regrouper pour les élections de 1997 une trentaine de partis de « droite

En comparant les résultats des élections législatives de 1993 avec ceux des élections locales de 1994 et l'évolution des sondages, on peut estimer que les différentes formations de gauche représentent environ 40% à 45% de l'électorat polonais, le centre libéral représente entre 10% et 15% tandis que les multiples formations de droite drainent derrière elles de 20 à 35% des électeurs potentiels. Le fort taux d'abstention, voisinant généralement autour de la moitié des inscrits, peut, à l'avenir, provoquer quelques surprises mais, globalement, les sondages semblent confirmer que, sur les grandes questions, les abstentionnistes se divisent plutôt en suivant les proportions des partages électoraux. Les élections de septembre 1997 ont globalement confirmé cette situation. Avec un taux de participation voisinant 48% et qui semble en grande partie dû à la démobilisation de l'électorat de sensibilité de gauche laïque, les listes de la droite traditionaliste ont rassemblé un peu moins de 40% des voix, celles de la gauche laïque aussi et le centre libéral a rassemblé moins de 15% des voix.

Les traditions géopolitiques en Pologne

Depuis la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire depuis la constitution des partis en Pologne, plusieurs grandes orientations se sont cristallisées et ont exercé une influence profonde sur les mentalités polonaises et les attitudes observées à l'égard des questions internationales. On ne peut bien comprendre certains partages politiques actuels en Pologne si l'on ignore le poids de ce passé.

Les élites conservatrices, en général d'origine nobiliaire, étaient favorables au maintien du *statu quo* social et des valeurs traditionnelles. Elles étaient très opposées aux mouvements de masse ce qui explique leur méfiance à l'égard des courants socialistes et nationalistes. Après 1917, pour faire face au défi que représentait la Russie soviétique, les milieux conservateurs soutinrent plutôt une politique de rapprochement avec les Etats occidentaux. Ils avaient cependant tendance à trouver les sociétés occidentales trop « permissives » et « démoralisées ». Ils prônaient une société centrée autour des élites et des valeurs traditionnelles, des religions et de la latinité. Ce courant était plutôt tolérant sur les questions ethniques et religieuses.

traditionaliste » dans la coalition Action électorale Solidarité qui a obtenu la première place. Le R3R et quelques autres partis ouvertement nationaux-populistes ont constitué le Mouvement pour la reconstruction de la Pologne.

Contre cette orientation, se développa le « camp national » qui soutenait l'émergence d'une véritable bourgeoisie nationale polonaise devant bénéficier de l'appui de l'Etat pour faire face à la concurrence allemande et conquérir les marchés de l'Est. Favorable très tôt à un rapprochement polono-russe et bien que violemment anticommuniste, le courant nationaliste polonais prôna, après 1917, au nom de ce qu'il estimait être l'intérêt national, une politique d'entente avec l'URSS. Cette vision géopolitique allait de pair avec la promotion d'un égoïsme ethnico-national et l'affirmation d'une identité catholique et latine opposée à l'évolution « décadente » des sociétés occidentales. Cette orientation éprouva une fascination grandissante devant les courants fascisants tout en maintenant de façon implacable sa germanophobie.

Certains milieux intellectuels ou industriels, en général liés au secteur d'Etat, développèrent à la même époque une vision « libérale » prônant un rapprochement avec les sociétés occidentales démocratiques dans une perspective anticommuniste et surtout antinationaliste.

La gauche polonaise était divisée. Il y avait une mouvance patriotique, plutôt méfiante à l'égard de la Russie et, plus tard, de l'URSS. Elle soutenait l'instauration d'une démocratie parlementaire apte à engager de profondes réformes sociales. Les socialistes polonais et une partie des agrariens étaient pro-occidentaux tandis que d'autres agrariens, par méfiance à l'égard de l'Allemagne, manifestaient une plus grande attirance envers « la solidarité slave ». A l'origine, les communistes polonais refusèrent d'appuyer le développement du patriotisme polonais. Ils prônaient la révolution universelle ce qui les rapprocha du projet soviétique originel, internationaliste.

Pendant la seconde guerre mondiale, les communistes polonais qui avaient survécu à la destruction de leur parti par Staline en 1938, éprouvèrent une méfiance grandissante à l'égard de l'URSS. Confrontés à l'occupation nazie, ils redécouvrirent le sentiment patriotique polonais et prônèrent désormais, comme leurs anciens adversaires nationalistes, un rapprochement avec l'URSS moins dicté par des affinités idéologiques que par les nécessités sociales et la raison d'Etat.

Pendant toute la période de la Pologne populaire, il y eut coexistence, au sein du régime comme dans l'opposition et l'Eglise catholique, de plusieurs sensibilités. Certains favorisaient une ouverture plus ou moins grande de la Pologne vers l'Occident tandis que d'autres, par crainte de l'Allemagne ou de la « décadence » des sociétés occidentales, prônaient le maintien d'une alliance privilégiée avec l'URSS ou la constitution d'un Etat national totalement indépendant. On perçoit aujourd'hui encore, tant à droite qu'à gauche, la persistance des courants hérités du passé. Ils coexistent de façon plus ou moins nette au sein de toutes les formations politiques qui rassemblent des membres issus des anciennes structures du régime socialiste centralisé comme de l'ancienne opposition.

L'électorat polonais de droite peut être défini autour de quelques principes de base : culte de la nation ethnique, égoïsme national, catholicisme traditionaliste, opposition à la laïcité, anticommunisme virulent, appui à la création d'une « Europe des patries » respectueuse des racines « chrétiennes et latines », soutien à un interventionnisme économique d'Etat devant contrebalancer la concurrence extérieure, assurer l'émergence d'une couche d'entrepreneurs nationaux et le maintien de la cohésion nationale⁷. L'électorat centriste est favorable à un patriotisme « ouvert », à une politique de tolérance religieuse et ethnique, à un désengagement de l'Etat dans la vie économique, à l'émergence d'une démocratie parlementaire garantie par l'appartenance de la Pologne aux structures européennes et occidentales existantes.

L'électorat de gauche est favorable à une politique de laïcité affirmée, il soutient un interventionnisme plus ou moins poussé de l'Etat dans la vie économique, se proclame plutôt moderniste et favorable à une intégration régionale. Tout en privilégiant l'adhésion aux structures occidentales, cet électorat manifeste parfois un désir de rapprochement avec les voisins méridionaux et orientaux de la Pologne.

⁷ La droite polonaise, à la différence de celle de l'Ouest, était dès ses origines assez prête à accepter, en raison de la faiblesse de la grande bourgeoisie polonaise, de façon sélective, certains principes économiques prônés par le socialisme. Ce phénomène marque encore aujourd'hui les formations de droite en Pologne qui sont souvent assez favorables à une politique « populiste » et au principe de l'interventionnisme d'Etat dans l'économie.

C'est au sein de cet électorat que l'on perçoit, parfois, un espoir de « troisième voie ».

Les hésitations face au processus d'intégration européenne

Il y a de très nombreux partis à droite. On en compte au moins sept, en plus du syndicat Solidarité, qui présentent une force électorale notable. La Confédération pour la Pologne indépendante (KPN) est la seule formation qui possédait un groupe parlementaire puisqu'elle avait réussi à dépasser — légèrement — la fatidique barre des 5% des voix aux élections législatives de 1993.

La KPN est violemment anticommuniste. Méfiante envers la Russie, elle n'en éprouve pas moins certaines appréhensions face à l'Europe occidentale. Elle est plutôt laïque ce qui la sépare des autres composantes de la droite nationaliste. Ce parti considère que le processus d'intégration européenne est positif seulement dans la mesure où il pourrait permettre le maintien d'un équilibre entre les Etats membres. Pour isoler la Russie de l'Europe et pour permettre la constitution d'un contrepoids face à une éventuelle hégémonie allemande sur l'Europe centrale, la KPN prône la création d'une structure régionale regroupant les Etats de « l'Intermarium baltique-mer noire-mer adriatique ». La constitution de cet espace « ne devrait pas apparaître comme une alternative à l'intégration européenne dans la mesure où nous percevons ce processus comme visant à la création d'une « Europe des patries » et non pas comme une création supranationale gérée par les bureaucrates de Bruxelles »⁸. Lors du vote du traité d'association entre la CEE et la Pologne, les députés de la KPN se sont abstenus. Ils manifestent généralement leur crainte de voir la Pologne marginalisée au sein des structures européennes.

Tout en développant des contacts avec certains partis traditionalistes ou régionalistes d'Europe occidentale, la KPN a joué un rôle moteur dans la création, à Kiev en juillet 1994, d'une Ligue des partis de l'Intermarium baltique-mer noire-mer adriatique.

⁸ T. SZCZEPANSKI, *Miedzymorze-Polityka srodkowoeuropejska Konfederacji Polski Niepodleglej*, KPN, Warszawa, 03-1993, p. 22. La KPN s'est scindée en deux partis avant les élections de 1997. Une des fractions a rejoint l'Alliance électorale Solidarité, victorieuse lors du scrutin.

Outre plusieurs groupuscules, elle groupe le parti républicain ukrainien, le parti social-démocrate ukrainien, le Congrès des nationalistes ukrainiens, le Front populaire biélorussien, le parti estonien « pro Patria », le parti conservateur national letton et le parti conservateur lituanien. Cette structure permanente de coopération inter-partis est présentée par la KPN comme un noyau destiné à s'agrandir et à enclencher un processus d'intégration inter-étatique régional.

Les autres formations de droite font souvent preuve de surenchères, conséquence de leur marginalisation politique de 1993 à septembre 1997. Certains partis envisagent un rapprochement avec le centre libéral. Ils ont aussi noué des contacts en Occident avec des partis démocrates chrétiens. D'autres, en revanche, n'hésitent pas à établir des relations avec des groupes de la droite extrême comme le Front national français ou l'Alliance nationale italienne.

Notons que la thématique européenne occupe une place particulièrement importante au sein de la droite polonaise. Henryk Goryszewski, dirigeant de l'Union chrétienne nationale (ZChN) et vice-premier ministre jusqu'en septembre 1993, déclarait sur le traité de Maastricht : « Je suis contre le traité de Maastricht car je m'oppose à limiter la souveraineté nationale. Maastricht prive l'Etat de sa politique souveraine dans les domaines des affaires étrangères et de la défense. L'Europe supranationale n'est pas possible, ce serait une seconde Yougoslavie »⁹. En 1995, lors d'une rencontre de neuf des principaux partis de la droite polonaise, les participants « ont concentré beaucoup de temps à la question de la participation de la Pologne aux structures européennes. Plus un participant soulignait avec emphase son soutien à l'Union européenne, plus il manifestait simultanément à son égard des doutes réels. On y a souligné la nécessité de se rapprocher particulièrement des pays qui ont mis en question l'accord de Maastricht, le besoin de s'opposer à la bureaucratie bruxelloise et de rester prudent »¹⁰. La droite nationaliste prône une « Europe des patries » fidèle à ses traditions chrétiennes et latines. Il est encore trop tôt pour savoir si ce type de discours sera repris par l'Action électorale Solidarité qui a rassemblé ces partis et a obtenu la première place aux élections de 1997.

⁹ H. GORYSZEWSKI, cité par L. DEJA dans *Le retour à l'Europe*, dossier présenté au CPEI, Paris INALCO 1993, p. 11.

¹⁰ M. JANICKI, *Prawica czesciowo razem, Polityka*, n° 3, 21 janvier 1995, p. 7.

Avant 1993, les députés de la zchn s'étaient violemment opposés, en dépit du fait que leur parti faisait alors partie de la coalition gouvernementale, à la création, sous l'égide du Conseil de l'Europe, d'une Euro-région des Carpates visant à développer les contacts entre les régions frontalières de Pologne, d'Ukraine, de Slovaquie, de Hongrie et de Roumanie. Ils voyaient dans cette création une atteinte à l'intégrité territoriale de leur pays. Les partis de la droite nationaliste sont particulièrement méfiants devant les coopérations régionales le long de la frontière polono-allemande. Ils voient, par exemple, dans le plan Stolpe élaboré par le président du Brandebourg une tentative visant à transformer progressivement la Pologne occidentale en réserve de travail à bon marché, en centre de vacance et de débauche pour la capitale allemande et en dépotoir pour les déchets industriels allemands ¹¹.

La droite polonaise semble particulièrement méfiante face au processus d'intégration européenne. Ce phénomène découle de son nationalisme mais aussi de la crainte qu'elle éprouve devant l'influence potentielle que pourraient exercer en Pologne, dans la foulée de l'intégration à l'UE, les courants modernistes jugés « démoralisants, désintégrateurs et déchristianisants ». Constatons également que ces formations semblent être les plus décidées à lancer un débat sur les différentes formes possibles d'intégration européenne. Ce qui n'empêche pas, non plus, de constater que leurs appréhensions laissent une large place à des phobies irrationnelles. Même si la droite traditionaliste ne peut être considérée comme une force marginale, rappelons que la majorité de l'opinion polonaise se reconnaît dans des partis affirmant plus nettement, mais parfois aussi avec quelques ambiguïtés, leur désir de se rapprocher des sociétés européennes. Une partie des élus de Solidarité prônent une vision plus libérale et pro-européenne. Rappelons aussi que les secteurs les plus traditionalistes du clergé soutiennent radio Maryja, qui dénonce ouvertement le « cosmopolitisme », la franc-maçonnerie et l'Europe de Maastricht au nom de la tradition et de la sensibilité sociale ¹².

¹¹ Constatons que le plan Stolpe a provoqué un certain émoi en Pologne hors des cercles de la droite car il prévoit de concentrer, pour des raisons économiques objectives, du côté polonais de la frontière les activités les moins attrayantes.

¹² Cette station serait écoutée par trois à quatre millions d'auditeurs et constitue une référence pour beaucoup de militants de la droite traditionaliste, au sein de l'Alliance électorale Solidarité et du Mouvement pour la reconstruction de la Pologne.

Les partis manifestement pro-européens

L'Union de la liberté (uw) représente à l'heure actuelle le centre libéral. Son aile gauche, plus favorable à une politique sociale progressiste et à la défense de la laïcité, voudrait privilégier des contacts avec les milieux sociaux-démocrates européens tandis que son aile droite semble plus proche des libéraux ou des démocrates chrétiens. Sur les questions européennes, il y a dans ce parti une grande convergence d'opinions. Recrutant surtout au sein de l'intelligentsia, ce parti prône avec une authentique conviction son adhésion au processus d'intégration européenne tel qu'il se réalise aujourd'hui et qu'il aimerait voir s'accélérer.

L'uw est sans aucun doute le parti le plus « occidental » de Pologne. Son handicap réside dans son élitisme et sa faible implantation au sein des couches populaires. Tout en adhérant intégralement à l'Europe communautaire, l'uw n'en manifeste pas moins un patriotisme profond hérité de la tradition polonaise et renforcé par la lutte qu'ont menée les dissidents polonais contre la souveraineté limitée que la Pologne a connue à l'époque du socialisme centralisateur. Dans une de ses interventions faites à Paris en 1993, au moment du débat sur la ratification du traité de Maastricht, Bronislaw Geremek, un des principaux dirigeants de l'uw, déclarait : « La Pologne et les autres pays de cette zone apportent la vieille vérité que les Européens de l'Ouest oublient un peu, que l'Europe est faite de nations et que les identités nationales ne sont pas et ne doivent jamais entrer en contradiction avec l'intégration européenne, avec l'esprit européen. (...) Le problème national, ce n'est pas seulement une maladie de l'Europe dès le début, comme certains le pensent, mais c'est l'avenir de l'Europe »¹³.

Les dirigeants de l'uw ne renoncent donc pas au principe de « l'Europe des patries » à condition qu'il soit compris dans un sens ouvert. Ils apportent une sensibilité « polonaise » et centre-européenne dans les milieux occidentaux qu'ils fréquentent régulièrement, à savoir les milieux intellectuels libéraux et les partis de centre-droit et de centre-gauche.

¹³ B. GEREMEK, *Conférence à l'INALCO*, Paris le 15 mars 1993.

L'Union du travail (UP) est beaucoup plus radicale que l'uw sur les questions sociales mais elle a une sensibilité très proche sur les questions européennes. L'UP a établi des contacts avec les partis sociaux-démocrates occidentaux et est devenu membre de l'Internationale socialiste. Elle a aussi développé des relations avec des partis socialistes de gauche ou des partis communistes comme, par exemple, le parti communiste français. Ces contacts visent à permettre à ce nouveau parti d'échanger des informations afin de pouvoir élaborer un programme plus précis sur les questions ayant trait à la sécurité en Europe, à l'OTAN, à l'UE et à la perspective de voir émerger une Europe sociale. Depuis sa création, ce parti semble hésiter entre une orientation sociale-démocrate traditionnelle et un radicalisme social plus marqué, ce qui peut expliquer son affaiblissement qui a entraîné sa disparition de la Diète élue en 1997. L'UP n'a pas atteint la barre des 5%. Différentes sensibilités existent en son sein sur les attitudes à observer à l'égard du fonctionnement des institutions européennes. Pour le moment, la direction de ce parti, et en particulier, les personnes chargées en son sein de la politique étrangère — largement issues des milieux universitaires — représentent une orientation plutôt modérée.

Le parti agrarien (PSL) se situe officiellement au centre mais ses options sociales le placent à gauche tandis que, sur les questions ayant trait à la nation, aux mœurs ou à l'Europe, ce parti se rapprocherait plutôt de la droite polonaise. Dans son programme voté peu après les changements de 1989, soit à une période où la question européenne était encore généralement peu abordée de façon détaillée, le PSL souligne son orientation pro-européenne qu'il assortit cependant d'une nuance : « Notre but est l'intégration politique et économique à la Communauté européenne, tout en préservant la souveraineté nationale »¹⁴. Le discours des dirigeants du PSL à l'égard de « l'Europe réelle » semble parfois ambigu. Waldemar Pawlak souligne souvent « la variété » qui caractérise l'Europe et qu'il faut défendre.

¹⁴ Kongres Jedności PSL, *Program PSL*, 05 mai 1990, LSW, Warszawa, 1990.

Il prône le maintien des monopoles de l'Etat dans les secteurs économiques d'importance stratégique et son opposition aux grandes corporations supranationales.

Alors qu'il était encore chef du gouvernement, il déclarait : « Notre volonté de s'associer à l'Union européenne et d'adhérer à l'OTAN n'a jamais éveillé et n'éveille pas de doutes. Nous voyons également que sur l'arène internationale ces questions ont été déjà pratiquement décidées »¹⁵. Le rapprochement avec l'Europe occidentale, selon Pawlak, résulte donc peut-être d'une conviction profonde ou simplement d'une prise de conscience de l'existence de processus irréversibles contre lesquels il est vain de s'opposer de front. Il est certain que la position du PSL est difficile en raison du fait que son électorat paysan paye déjà très lourdement les effets des réformes économiques et de l'ouverture des frontières polonaises consécutives aux réformes engagées en 1989.

Jan Borkowski, député du PSL et président entre 1993 et 1997 de la Commission de la Diète chargée du dossier européen, souligne son désir que l'Union européenne soit forte, efficace, unifiée, sans blocs d'intérêts nationaux ou régionaux. Selon lui, il n'y aura pas de perte de souveraineté pour la Pologne si les Polonais savent faire preuve d'efficacité et bénéficient du droit de participer aux prises de décisions en pleine égalité avec les autres membres de cette Europe qui devront tous tenir compte de l'intérêt commun par-dessus leurs particularismes¹⁶.

Après 1989, le PSL désirait établir des contacts privilégiés avec des partis occidentaux comme le RPR français ou la CDU allemande. Il s'est ensuite surtout engagé dans la création d'une « Internationale paysanne ». Elle regroupe des partis implantés dans des pays où il existe une forte proportion d'agriculteurs, c'est-à-dire dans l'ancien bloc de l'Est et dans le tiers-monde.

La composante essentielle de la gauche polonaise reste L'Alliance de la gauche démocratique (SLD), vaste rassemblement électoral regroupant la social-démocratie de la République de Pologne (SDRP), issue de l'ancien PZPR au pouvoir avant 1989, plusieurs syndicats dont la plupart avaient à l'époque une existence officielle — en particulier la puissante centrale OPZZ —, et quelques associations de jeunes, de femmes ou des petits partis de gauche en général proches des

¹⁵ Entretien avec W. PAWLAK, *Polityka*, n° 3, 21 janvier 1995, p. 3.

¹⁶ Propos de J. BORKOWSKI recueillis par W. GIELZYNSKI en janvier 1995, *Limes*, Rome, Italie.

milieux au pouvoir à l'époque. Tous ces groupes ont des députés au parlement.

Les dirigeants de la SLD semblent *a priori* favorables à la poursuite de la politique qui facilite l'accès de la Pologne aux structures occidentales existantes. Les militants de base de ces organisations, et certains députés, manifestaient parfois, entre 1993 et 1997, le désir que la politique gouvernementale, surtout dans les domaines sociaux, soit modifiée dans un sens plus progressiste¹⁷. Ils prônent parfois une hypothétique « troisième voie » entre « socialisme réel » et « libéralisme réel », entre structures occidentales existantes et politique de rapprochement avec tous les voisins de la Pologne, voire ouverture en direction de l'Est. L'électorat de la SLD semble particulièrement hétérogène. On y trouve des nostalgiques de la Pologne populaire et des sociaux-démocrates ou des partisans d'une troisième voie, des pro-occidentaux et des partisans d'un rapprochement avec les anciens pays de l'Est, des universalistes et des nationalistes.

Depuis 1989, l'objectif stratégique principal de la sDRP, à la recherche d'un soutien extérieur, a été l'adhésion à l'Internationale socialiste. Ce qui a contribué bien évidemment à rapprocher ce parti de l'option pro-occidentale. Suite aux attermolements des sociaux-démocrates occidentaux qui auraient sans doute préféré avoir comme principal partenaire en Pologne un parti moins marqué par l'héritage du communisme, la sDRP a finalement été acceptée au sein de l'Internationale socialiste en même temps que l'UP.

On constate aujourd'hui que la sDRP représente bien une convergence d'intérêts et de sensibilités différentes. Dès sa création, alors que l'avenir des partis issus du communisme semblait bien sombre et qu'il lui fallait développer à l'étranger des contacts avec tous ceux qui voulaient bien d'elle, la sDRP avait manifesté son intention de se rapprocher des partis sociaux-démocrates occidentaux mais aussi de maintenir des liens avec les partis communistes rénovés. Les aléas et les problèmes provoqués par le processus d'intégration européenne ont contribué à soulever quelques doutes sur la perfection des institutions occidentales ce qui a sans doute contribué au choix de certains membres de la sDRP de garder des contacts avec les forces plus prêtes à envisager des alternatives au mode de fonctionnement actuel des sociétés européennes.

¹⁷ Notons que trois députés du parti socialiste polonais (PPS), à l'origine anticommunistes mais élus sur la liste de la SLD, ont créé à la Diète un intergroupe « gauche travailleuse », regroupant les députés les plus radicaux appartenant à l'OPZZ, la sDRP, l'UP et l'UW.

Ce parti semble particulièrement intéressé à diversifier ses sources d'information sur les questions liées à l'Europe et à la sécurité. En Europe occidentale, la sDRP a donc repris langue, depuis son adhésion à l'Internationale Socialiste, avec plusieurs partis communistes.

Notons également qu'en dépit de son engagement prioritaire en direction de l'Europe occidentale, la sDRP était, au début de 1995, pour la première fois, représentée officiellement, aux côtés de nombreuses forces communistes ou du tiers-monde, à Moscou, au congrès du parti communiste de la Fédération de Russie¹⁸.

De son côté, le syndicat OPZZ maintient des relations avec les syndicats européens issus de la mouvance communiste comme avec certains partis communistes d'Europe occidentale. Il semble donc préparé à rejoindre le camp des forces de gauche critiques face à l'Europe de Maastricht mais rien ne l'indique encore formellement. Sans aucun doute, en Pologne, comme à l'Ouest, les couches populaires liées à la gauche sont fragilisées par les évolutions sociales et économiques actuelles ce dont les partis de gauche devront obligatoirement tenir compte. On constate que beaucoup de forces de gauche en Pologne, passé le moment de frénésie pro-capitaliste de l'après 1989, tiennent à garder toutes les options ouvertes et à maintenir des contacts diversifiés pour le cas où la voie tracée d'intégration à l'UE se révélerait plus hasardeuse que prévu. Ce phénomène reste cependant encore peu élaboré.

On peut avancer l'hypothèse que les formations appartenant à la SLD semblent, dans l'ensemble, décidées à maintenir le cap sur l'UE et l'OTAN, mais qu'elles commencent à élaborer pour l'avenir, en contact avec des partenaires européens et extra-européens multiples, différents scénarios visant à s'insérer globalement dans le processus d'intégration européenne mais dans une perspective qui ressemble de moins en moins à une acceptation passive des réalités, comme cela pouvait être le cas immédiatement après 1989.

¹⁸ Cette évolution est d'autant plus nette que la sDRP n'était pas présente l'année précédente au congrès du parti socialiste du travail de Russie, un parti post-communiste plus proche des orientations sociales-démocrates et avec lequel le parti communiste français, par exemple, entretient des relations. Par ailleurs, rappelons que le congrès du PCFR a été l'occasion de dénoncer les dérives nationalistes dans lesquelles s'étaient fourvoyés certains communistes russes avant les événements de Tchétchénie.

Ce phénomène ne pourra que se poursuivre et se renforcer si l'intégration à l'Europe se fait attendre ou si elle provoque des désillusions trop nombreuses dans les diverses couches de l'électorat polonais de gauche. On peut d'ailleurs se poser la question de savoir, dans le cas où la conception d'une Europe à cercles concentriques prenait forme — en particulier suite à l'introduction de l'Union économique et monétaire —, quels seraient alors les avantages que présenterait cette « Europe » pour les pays situés sur ses franges. Aurait-elle encore une consistance politique ou sociale ou ne deviendrait-elle qu'une armature chargée de permettre à la concurrence économique de jouer en défaveur des économies les plus faibles ? Cette situation est sans doute le plus grand défi que rencontreront les Polonais pour les années à venir. Ce phénomène est tout aussi vrai pour la SLD que pour le PSL ou l'UP.

Bilan des contacts et perspectives

Les partis polonais se sont surtout concentrés depuis 1989 sur l'organisation de leur implantation nationale. Mais ils ont été amenés rapidement à réagir aux processus de mondialisation et de rapprochement avec l'Occident. Pour le moment, ils subissent plus souvent qu'ils n'innovent sur le plan des relations internationales. Cette situation explique d'ailleurs pourquoi, voulant éviter de mettre tous leurs œufs dans un même panier, la plupart des partis polonais maintiennent, entretiennent, développent et nouent des contacts avec des partis occidentaux très différents les uns des autres mais qui sont tous plus expérimentés qu'eux sur les grands dossiers internationaux. Ce phénomène n'est pas dû au fait que les partis polonais seraient incapables d'élaborer des programmes précis mais au fait que la société polonaise, et ses hommes politiques, se sont formés dans un cadre institutionnel et régional qui s'est presque totalement désintégré depuis 1989 ; ce qui n'est pas le cas des partis occidentaux qui évoluent dans un environnement, en apparence tout au moins, plus stable.

L'impact des changements de l'après 1989 et de l'ouverture vers l'Ouest a déjà provoqué des évolutions profondes, des réalignements, des cassures nouvelles dans la société polonaise.

Les partis polonais ont conquis, chacun, un espace électoral de plus en plus circonscrit. Ils devront, y compris sur les dossiers internationaux et européens, tenir de plus en plus compte de leurs bases sociales respectives. Globalement, le processus d'intégration européenne apparaît comme potentiellement stabilisateur. C'est pourquoi il est largement accepté, tant par les élites politiques que par la majorité de la société. Cela n'exclut toutefois pas l'existence d'appréhensions à l'égard des conséquences concrètes que pourra entraîner l'adhésion à l'Union européenne. Avec le temps, les catégories sociales marginalisées dans le cadre de ce processus ne pourront que manifester leur existence et défendre leurs intérêts. On constate également que la société polonaise éprouve un intérêt grandissant pour les pays « périphériques » de l'UE avec lesquels elle occupera, obligatoirement, une position commune après son adhésion.

Beaucoup de partis polonais ont maintenu ou établi des contacts avec des partenaires dans les pays de la CEFTA ou dans l'ex-URSS, ce qui est à la fois le résultat d'habitudes héritées de l'histoire, d'une prise de conscience des réalités régionales et d'intérêts communs qui n'ont pas disparu avec le changement de régime. Beaucoup d'hommes d'affaires polonais, issus ou non de l'ancienne *nomenklatura*, sont fascinés par le potentiel que représentent les marchés ex-soviétiques ou extrême-orientaux. La Pologne est sur la route de l'Eurasie et elle en prend de plus en plus conscience. Les élites politiques polonaises en prennent conscience aussi. Vu de Pologne, l'Europe doit être à la fois stable et ouverte. Les partis polonais ne peuvent, par ailleurs, ignorer la profondeur du sentiment patriotique dans leur pays et la méfiance qui y règne à l'égard de toute structure bureaucratique, *a fortiori* si elle est supranationale. Ajoutons qu'à la suite des quarante-cinq années de propagande socialiste et de l'émergence de Solidarité, les Polonais ont la conviction qu'ils possèdent des droits sociaux et des droits civiques. Dès lors, pour eux, l'unification de l'Europe est bienvenue à condition qu'elle soit ouverte vers l'extérieur, solidaire, sociale, équilibrée et qu'elle reconnaisse les personnalités nationales comme un atout et non comme un frein.

Les partis politiques ont sans aucun doute un rôle très important à jouer dans ce scénario pourvu qu'ils sachent dessiner des perspectives crédibles et devenir le relais de citoyens conscients, formés et organisés.

L'EUROPÉANISATION DES PARTIS

POLITIQUES TCHÈQUES ET LEURS RAPPORTS À L'UNION EUROPÉENNE

Vladmira DVORÁKOVÁ et Jiri KUNC

La (re)naissance des partis politiques tchèques, suite au démantèlement des régimes autoritaires en 1989, s'est opérée sous le signe d'un slogan commun : le « retour à l'Europe ». Ce mot d'ordre fut porté par tous les mouvements et partis politiques. Même le parti communiste, l'adversaire de toutes les autres formations lors des élections de juin 1990, s'y était rallié. Dans son chef, c'était nouveau. Car jusqu'alors, le thème de l'Europe était absent au profit d'une orientation internationaliste et des demandes répétées de suppression des blocs politiques et militaires.

Soulignons néanmoins, que les accents européenistes étaient différents selon les mouvements et les partis. Nous ne reprendrons ici que les positions des formations ayant dépassé le seuil des 5% pour décrocher des parlementaires.

De manière générale, leur empreinte et leur discours européens ont plusieurs dimensions : la position des partis politiques vis-à-vis de l'intégration européenne et les structures européennes de l'OTAN, les conséquences internes au parti de leur européenisme, et l'influence des fédérations européennes de partis sur la formation du système partisan en République tchèque. Cette influence peut être analysée à la lumière d'une éventuelle coordination d'une politique commune des questions, tant bilatérales que multilatérales, relatives à la politique européenne et à l'intégration des partis politiques tchèques dans les fédérations européennes de partis politiques. Ces questions seront au cœur de notre contribution.

La renaissance de l'europeanisme

Le slogan du « retour à l'Europe » avait rarement un contenu concret ; que ce soit quant à une position nette vis-à-vis de l'intégration européenne ou dans l'optique d'une coopération avec les partis d'une même famille politique. Pour l'écrasante majorité des citoyens, l'idée générale était celle d'une identification aux populations ouest-européennes. Celle-ci était d'autant plus forte qu'il

s'agissait d'une expression de la résistance à la nature pro-soviétique du régime.

En d'autres termes, une attitude négative et positive. Après l'éclatement du bloc de l'Est en 1989, le processus d'intégration européenne a été perçu comme une garantie de l'évolution démocratique, mais aussi comme un contrepoids aux excès possibles dans les transformations sociétales. L'Europe servait de modèle pour la solution des problèmes qui se posaient.

En revanche, l'adhésion à l'OTAN n'a jamais bénéficié d'un appui populaire important. Il faut y voir l'expérience négative de la participation passée au Pacte de Varsovie, de l'occupation d'août 1968 et des proclamations de neutralité de cette période, qui faisaient d'ailleurs écho à la méfiance à l'endroit des alliances occidentales suite à l'accord de Munich de 1938.

L'élément le plus actif dans la formation des acteurs politiques et de la pensée européenne pendant les débuts de la transition fut cet *homo dissensus*¹, animal qui survit sous les régimes autoritaires grâce à l'alimentation spirituelle et matérielle venue de l'Europe occidentale. Mais, il disparut des scènes politiques de quasi tous les pays post-communistes.

La première phase de la transition, dont l'*homo dissensus* fut le héros, a été marquée par un dégoût ou une inimitié envers les partis politiques ou tout esprit partisan.

En République tchèque, le slogan du Forum civique était on ne peut plus clair : « Les partis sont pour les adhérents, le Forum civique est pour tout le monde ». Des mots d'ordre identiques figuraient dans le vocabulaire de son partenaire slovaque, le Public contre la violence (VPN). Plusieurs raisons justifiaient cette orientation anti-parti : l'opposition au parti unique discrédité, un programme très général limité à la défense des droits de l'homme et le caractère hétérogène du Forum civique, rassemblement de groupes et de personnes aux itinéraires différents. Le Forum civique trouvait sa définition dans l'expression « parti-antiparti ».

Le Forum civique et le Public contre la violence se sont retrouvés du jour au lendemain au pouvoir aux différents échelons — République tchécoslovaque, Républiques tchèque et slovaque — et sont devenus les forces majoritaires des différentes assemblées parlementaires. Cela aura des conséquences importantes pour les relations inter-partis à l'échelle nationale et européenne.

¹ J. SEMELIN, *Quand les démocraties se fissurent : résistances civiles à l'Est et au Sud*, Desclée de Brouwer, 1995, 260 pages.

Dans l'analyse du discours caractéristique de cette période qu'elle a faite, Magdaléna Hadjiisky l'appréhende comme une réaction au système précédent. Aucun mouvement ne pouvait avoir vocation à un « encadrement » et à remplir des fonctions prédéfinies. Au contraire, il devait favoriser l'expression individuelle². Toute l'organisation interne du Forum civique insistait sur la structure horizontale et ne prévoyait aucune dimension verticale et hiérarchique. L'auteur cite à ce propos Václav Havel : « A mon avis, les personnalités devraient jouer à l'avenir un rôle de plus en plus grand, alors que les partis politiques devraient jouer un rôle de moins en moins important. Les partis ne devraient être que des espèces de clubs dans lesquels les personnalités politiques naissent, se profilent et se présentent. Mais les partis ne devraient pas participer directement au pouvoir parce que cela mène à une sorte « d'anonymisation » du pouvoir »³.

Dans cette optique, la plupart des contacts avec l'Europe occidentale se sont déroulés, dans un premier temps, entre les chefs d'Etat ou de gouvernement. C'était l'unique chose que retenaient les médias : H. Kohl, F. Mitterrand, M. Thatcher, M. Soares,...

Mais parallèlement, il existait néanmoins des rencontres moins médiatisées entre dirigeants politiques de la République tchèque et responsables de partis occidentaux. Pour une partie importante des parlementaires tchèques et slovaques, les premiers rapports avec leurs collègues de l'Ouest — au niveau des partis, des parlements nationaux et du Parlement européen — leur créèrent un choc lié au haut degré de protection sociale, des droits de l'homme et des minorités existant dans les pays de l'Union européenne. Cela équivalait à ce que la nouvelle élite politique en Tchécoslovaquie combattait comme des « reliquats » du communisme, comme une nostalgie des « vieilles structures totalitaires et antilibérales ».

L'anecdote qui suit est de ce point de vue illustratrice. Un spécialiste de l'Afrique, membre de la commission de politique étrangère de l'Alliance démocratique civique (ODA), était sorti d'une session incroyable.

² M. HADJIISKY, C. PERRON, *Itinéraires politiques et partisans en ex-RDA et en République tchèque*, Document de travail, CEFRES, n° 5-6, pp. 7.

³ *Ibid.*, p. 9.

Dans une discussion sur la politique étrangère de l'ODA, une personnalité s'était référée à l'apartheid. Dans la mesure où, sous le régime précédent, les communistes étaient contre l'apartheid, il était évident qu'il fallait être pour. Mais un dirigeant qui s'était rendu à Strasbourg et à Bruxelles l'avait informé du rejet généralisé de l'apartheid en Europe occidentale. D'aucuns crurent un moment qu'il n'y avait que des communistes en Europe occidentale !

C'est compte tenu de cet état d'esprit qu'il faut saisir plusieurs déclarations du Forum civique, de partis ou factions membres, ou de ses héritiers, annonçant vouloir donner des leçons à l'Europe. Le futur président du parti démocratique civique (ODS) et premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, précisera de la sorte qu'il serait nécessaire de faire une « révolution de velours » dans toute l'Union européenne dans la mesure où plusieurs « dispositions socialistes » de l'Union européenne menaçaient les intérêts nationaux tchèques⁴. Sans disparaître totalement, ce discours perdit progressivement de sa force. En raison des contacts croissants entre partenaires politiques d'Europe occidentale et tchèques mais aussi du redressement de la social-démocratie tchèque (CSSD). Accusée de surprotection sociale et de vouloir établir une alliance avec le parti communiste, dénoncée comme « populiste », le parti social-démocrate tchèque a relevé le défi et a légitimé ses positions grâce à ses contacts internationaux : le CSSD répondait que le groupe du Parti des socialistes européens (PSE) était le plus puissant au Parlement européen. Cet échange d'arguments a eu un effet inattendu. Pour certains partis, l'Union européenne est devenue un spectre : celui d'une Europe monopolisée, dans le champ de la propagande, par le CSSD. Dès lors, si l'Union européenne n'était pas l'enjeu politique principal, elle est vite devenue une pomme de discorde. Cela a joué un rôle important sous l'angle de la (re)construction des partis ; du point de vue de la recherche de modèles idéologiques et organisationnels, et de la légitimité.

La (re)construction des partis

En raison du fait qu'il a été directement sur la sellette, le CSSD fut le premier à mettre en évidence ses connexions internationales avec des partis d'une même famille idéologique. L'importance d'un tel discours dès le début de la vie partisane s'explique précisément par la conjoncture antiparti que nous avons évoquée.

⁴ J. KAVAN, *Evropska unie, ODS a solidarita*, Pravo 29.3, 1996.

La première loi qui régleme la formation et l'inscription légale des partis politiques date du 23 janvier 1990. En fonction de ses critères, le nombre de partis a rapidement crû à soixante-six. Finalement, vingt-trois d'entre eux « seulement » se présenteront aux élections législatives⁵. Cette première contraction était due pour une large part à une politique délibérée du Forum civique. Hanté par la crainte que le parti communiste, perçu comme monolithique, puisse encore déterminer la politique nationale d'une manière significative en cas de fractionnement des forces non communistes, il tenta d'interdire sa présentation. Surtout, il mit une série d'obstacles à l'établissement de nouveaux partis et en appela à resserrer les rangs. Les partis et mouvements politiques furent catalogués entre partis historiques existants (le parti communiste, le Forum civique,...), partis historiques refondés — ceux qui avaient eu une existence légale dans le cadre de l'ex-Front national sous la tutelle des communistes — (les partis populaire et socialiste) et les nouveaux partis.

Le parti social-démocrate fut catalogué comme nouveau parti en raison du fait que son prédécesseur avait fusionné avec le parti communiste en 1948. Cette décision eut comme conséquence qu'on refusa de lui restituer ses biens de l'époque antérieure à sa fusion. Le fait que la direction du parti en exil avait toujours été reconnue par les autres partis socialistes et sociaux-démocrates en qualité de membre à part entière de l'Internationale socialiste sauva alors les sociaux-démocrates de la carence financière. Cette qualité a aidé à maintenir la continuité légale du parti et donc son droit à la restitution⁶. Ce qui n'empêche que jusqu'à nos jours, de nombreux efforts soient déployés pour le priver de financement par d'autres moyens.

La reconnaissance perpétuée de la direction en exil du parti social-démocrate par l'Internationale socialiste a donc été un avantage.

⁵ O. KREJCI, *Knihao volbach*, Victoria Publishing, Prague, 1994, p. 207.

⁶ Son homologue slovaque ne jouissait pas de cet atout. Il soumit son adhésion à l'Internationale socialiste et fut admis en 1991. L'ex-parti communiste de Slovaquie, devenu parti de la gauche démocratique, a lui été admis au congrès de New York en 1996.

Mais elle a eu d'autres conséquences moins positives. Mentionnons surtout le fait que la plupart des postes dirigeants ont été occupés par du personnel de retour d'exil. Tous avaient été privés de contacts avec le pays depuis plusieurs décennies. En outre, leurs références restaient associées aux conflits de 1968 ou 1948 voire parfois de 1938. Ils tentèrent de ne pas perdre leurs contacts avec leurs partenaires européens et américains. En mai 1990, à la session du Conseil de l'Internationale socialiste du Caire, le CSSD fut admis comme membre à part entière au Comité pour l'Europe centrale et orientale⁷.

Au printemps 1993, la direction du parti social-démocrate fut modifiée. Milos Zeman accéda à la présidence. Ce n'était pas un représentant de l'exil. Il confirma l'orientation pro-européenne du parti en soutenant notamment les principes retenus dans le traité de Maastricht, qui devaient régir la politique tchèque dans un futur proche. L'adhésion à l'Union européenne renforcerait l'identité de la République tchèque.

En regard du parti social-démocrate, les autres partis refondés, qu'il s'agisse du parti populaire tchécoslovaque (CSL) ou du parti socialiste tchécoslovaque (CSS), ont pris du retard à proclamer un européanisme quelconque. Dans le cas de ces deux partis historiques, la continuité légale n'a pas été mise en doute. Au contraire, elle était pour eux une source de discrédit dans la mesure où ils avaient joui d'une existence légale sous le régime communiste. En 1960, ils avaient entériné l'article 4 de la constitution, relatif au rôle dirigeant du parti communiste. Dans les gouvernements communistes, il y avait généralement un ou deux ministres issus du CSL et du CSS.

Dans leur cas, la refondation a surtout consisté dans l'éviction de l'ancien personnel dirigeant et dans la promotion d'une nouvelle génération de cadres. Ils ont aussi changé de nom ou de sigle. La connexion avec une famille politique européenne a pourtant constitué une source appréciable de légitimation. Le CSL a souligné fortement sa parenté avec le parti populaire européen (PPE) dont il est devenu membre observateur. Il a par ailleurs modifié sa dénomination en devenant Union démocrate chrétienne-parti populaire tchécoslovaque, (KDU-CSL).

⁷ Le président du CSSD a partagé la présidence de ce Comité avec Piero Fassino représentant du PDS italien, aujourd'hui ministre des Affaires européennes du gouvernement Prodi.

Cette dénomination a été maintenue après la désintégration de l'Etat tchécoslovaque. Elle marque la persistance d'un certain compromis entre la fraction réformatrice qui souhaite une européisation plus complète modelée sur ses partis références que sont l'ovp autrichien ou la CDU allemande, et la fraction traditionaliste peu ouverte au changement mais qui a l'avantage d'avoir un électorat stable bien qu'âgé⁸.

La trajectoire du parti socialiste tchécoslovaque a été plus compliquée et elle s'est mal terminée : ce parti n'a plus de représentants au Parlement. Suite à sa défaite électorale de 1990, il s'était joint, en 1991, à une coalition électorale avec plusieurs « nouveaux » partis sous l'étiquette Union libérale sociale (LSU). On a évoqué pour cette coalition une « division du travail » : le parti socialiste tchécoslovaque se positionnait sur la question sociale, les verts sur les questions environnementales et post-matérielles, le parti agrarien sur les questions agricoles. L'Union libérale sociale espérait de la sorte agréger les électorats.

Jusqu'à l'adoption de la nouvelle loi électorale (Loi 60/1992), l'Union sociale libérale pensait s'ouvrir au mouvement nationaliste-régionaliste moravien et silésien (HSD-SMS). Mais cette loi, explicitement dirigée contre la LSU et mal formulée, établit un seuil électoral compris entre 5 et 11% pour les cartels électoraux de plus de deux partis. La distinction entre parti et cartel n'était pas claire. De crainte de ne pas atteindre le seuil nécessaire, la LSU s'est présentée comme « parti ».

En vérité, la LSU, avant de se décomposer, était une coalition hétérogène ; notamment sur les questions européennes. Seuls les socialistes y faisaient référence de manière positive. Les verts étaient plutôt silencieux sur la question. Quant aux agrariens, ils pointaient surtout les côtés négatifs de l'intégration européenne. Le président de la LSU, František Trnka déclarait ainsi : « Il semble que notre gouvernement ait promis à la Communauté européenne le démantèlement complet de notre agriculture ; de fait cela se produit effectivement ».

Ces positions divergentes contribuèrent à la désintégration de la LSU. Au parti socialiste, la ligne proposée par Jiri Holub — ne pas quitter la coalition mais renforcer la coopération paneuropéenne — fut battue au congrès du parti en mai 1993.

⁸ P. FIALA, *Katocismus a politika. O politické dimenzi katolicismu v postmoderni dobe*, Nadace Patriae, Prague, 1995, pp. 239-242.

Pavel Hirš avançait une autre option. Dans la mesure où le centre de l'échiquier politique, incarné par le Mouvement civique, s'était effondré, le parti socialiste devait occuper ce espace vide. Cela impliquait de quitter la LSU, d'abandonner toute idéologisation du parti (en ce compris les projets européens) et de s'offrir, en intégrant les régionalistes du HSD-SMS et le parti des entrepreneurs, au gouvernement comme une force d'appoint à n'importe quel programme. Le parti changea de nom et devint le parti libéral, national, social (LSNS). Cela lui valut de nombreuses railleries et peu d'adhérents. Par ailleurs, le parti des entrepreneurs et le HSD-SMS refusèrent d'intégrer la nouvelle formation.

Deux autres partis jouaient un rôle important sur la scène politique en gestation, bien que le gouvernement et la presse qui lui était favorable faisaient tout pour les ostraciser. Il s'agit d'un parti historique, le parti communiste (KSCM) et du Rassemblement pour la République-parti républicain de Tchécoslovaquie (SPR-RSC).

Le parti communiste est sans doute le parti communiste qui est resté le plus traditionnel des anciens partis au pouvoir d'Europe centrale et orientale. Il n'y pas eu à proprement parler de reconstruction, ni même de changement de nom. Avec la croissance du CSSD, le parti communiste va perdre progressivement son électorat et son terrain d'intervention privilégié.

Le SPR-RSC est un nouveau parti qui a évolué d'une conception anti-communiste et raciste pure vers un parti anti-système et anti-politique inspiré des modèles européens du FPÖ autrichien de Jorg Haider et du Front national français de Jean-Marie Le Pen⁹.

Tous les autres partis significatifs sont nés au sein du Forum civique. Aux origines de la vie politique après novembre 1989, le Forum civique imprimait précisément le ton du « retour à l'Europe ». Des onze thèmes traités durant la campagne de 1990, seul le Forum civique avait ce « retour » comme thèse principale. Son homologue en Slovaquie, le Public contre la violence, n'avait abordé cette thématique que de manière médiocre et faible.

Les premières années ont passé sous le signe de l'*homo dissensus* européiste et anti-parti.

⁹ V. DVORAKOVA, *Strany radikalni pravice, Politologicka revue*, 1997, n° 1.

En premier lieu, il s'efforça de supprimer les frontières, d'appuyer l'établissement de zones économiques et sociales mixtes de coopération dans les régions frontalières tchéco-allemande, tchéco-polonaise et tchéco-autrichienne, slovaco-autrichienne,... Il cherchait l'accès à toutes les institutions européennes et, parallèlement, une promotion des pays voisins aux destinées communes dans une coopération plus étroite permettant d'entrer collectivement dans l'Union européenne. C'est le but explicite du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie ; puis Républiques tchèque et slovaque). En prolongement de cette coopération, d'autres initiatives centre-européennes se déroulèrent vers l'Autriche, l'Italie, l'Allemagne et la Slovaquie.

Dans le même temps, la pensée de cet *homo dissensus* était dominée par plusieurs idées très controversées et politiquement explosives. Par exemple, la conviction qu'en Europe on passe moins facilement par Bonn que par Munich et que par conséquent, il fallait forger de bonnes relations avec les organisations des Allemands transférés de Tchécoslovaquie en Bavière après la deuxième guerre mondiale.

Pourtant, parallèlement à ces efforts, dans les rangs même du Forum civique se profilait une opposition explicitement partisane et orientée contre l'*homo dissensus*. Cela mena à un résultat unique dans les pays post-communistes : la victoire d'un acteur politique défini non seulement contre les décennies passées non démocratiques mais aussi contre l'héritage de la dissidence intellectuelle de 1989.

Dans ces litiges, l'Europe occupait une place secondaire mais servait à prendre plus clairement ses distances et à forger une vision de coopération européenne différente.

A première vue, il paraît paradoxal que la désintégration du Forum civique fut accélérée par son triomphe électoral de 1990 ; triomphe d'autant plus significatif qu'il n'était ni attendu, ni espéré par les élites du Forum civique. Le Forum civique a ainsi vu « venir de la province » des jeunes parlementaires sans contacts antérieurs avec la dissidence historique contre le régime communiste mais ayant la volonté claire de contrôler la situation dans leur circonscription et d'accéder rapidement aux postes de responsabilité gouvernementale. Le premier scrutin a ainsi contribué à la professionnalisation politique des dirigeants et des candidats régionaux.

Il y a eu une division claire. La composition du premier gouvernement issu des élections libres a correspondu aux résultats des transactions entre les principaux centres de pouvoir du Forum civique avant les élections — le président Havel, d'une part, le centre de coordination du Forum civique, d'autre part. En revanche, la composition des assemblées législatives républicaines et fédérale préfigurait une hypothétique majorité différente et rivale du gouvernement, de la présidence et du centre de coordination du Forum civique. Cette majorité bénéficiait de la légitimité conférée au suffrage universel. Le premier signe clair de ce déplacement fut la constitution du Club interparlementaire de la droite démocratique.

Ses fondateurs, notamment Daniel Kroupa, soulignaient que l'orientation gouvernementale était trop à gauche par rapport à la majorité parlementaire du Forum civique. Ce club a lancé plusieurs initiatives visant à prendre le contrôle des assemblées législatives. Il a systématiquement voulu établir une logique majoritaire dans la solution des conflits : peu de discussions et l'intervention du vote la plus rapide possible. En outre, il organisa méthodiquement l'élimination des postes de responsabilité dans l'enceinte parlementaire des représentants aux opinions différentes, en ayant par exemple recours à la stigmatisation par rapport à un passé supposé immoral ou de collaboration avec le régime communiste.

Ce groupe a bloqué plusieurs projets des gouvernements républicains et fédéral ; en ce compris les décisions en matière de personnel administratif.

Ce club parlementaire a été très actif et a imprimé le style majoritaire et autoritaire à la scène parlementaire. Mais son élitisme ne lui a permis que de toucher des groupes restreints dans les grandes villes. Ses éléments les plus actifs seront des fidèles de l'Alliance démocratique civique (ODA). L'ODA était une des entités autonomes au sein du Forum civique, articulée autour de la pensée de F. von Hayek. Il prendra rapidement son autonomie.

Parallèlement, la volonté de prendre son autonomie s'accroît aussi parmi les responsables du centre de l'échiquier politique. Pour ceux-ci, il s'agit de créer un parti apte à soutenir le gouvernement et d'amoinrir de la sorte les interventions parlementaires irrationnelles ou aux intérêts trop hétérogènes. Ce choix devait beaucoup à la personnalité de Vaclav Klaus.

A ce sujet, la « petite histoire » est intéressante. Alors que les députés avaient voté l'octroi d'une augmentation de leur rémunération et prenaient leurs vacances, Vaclav Klaus, ministre des Finances, faisait un tour des provinces en multipliant les contacts personnels avec des gestionnaires régionaux. Il se créa de la sorte un réseau d'inconditionnels qui avaient une perspective bien claire : la mobilité économique et sociale.

En octobre 1990, grâce au vote des gestionnaires de province, Klaus fut élu contre Martin Palouš à la présidence du Forum civique. Palouš était pourtant le candidat promu et soutenu par le président de la République Vaclav Havel. Personnalité dynamique, Klaus fit rapidement évoluer les choses. Dans une « réunion de travail » de décembre 1990, il définissait son but comme « le besoin d'un vrai parti politique avec un programme clair, dans lequel la réforme économique orientée vers la création d'une économie de marché et fondée sur la propriété privée devienne l'élément central »¹⁰.

En février 1991, le Forum civique se scinda en deux entités politiques distinctes : le Mouvement civique (OH) se définissait comme le rassemblement de courants d'opinions divers et le parti démocratique civique (ODS) de Vaclav Klaus comme « un parti politique européen classique sur la base d'un programme de droite conservatrice ». La spécialisation et la professionnalisation de la politique, le début d'une « vie politique normale » selon les normes traditionnelles européennes seront les thèmes les plus souvent évoqués par l'ODS. Il ne se fait plus un garant général de la démocratisation mais le principal acteur et bénéficiaire des réformes en cours. Il devient l'instrument du pouvoir. En ce sens, il n'est en aucune façon un acteur de transformation, de moralisation ou encore de mobilisation citoyenne de la société.

Dans son propos pragmatique ou technocratique, l'ODS combine une rhétorique thactchérienne orientée contre toute idéologie socialiste et un refus de toute hypothétique « troisième voie ». De ce point de vue, il a une relative tolérance envers les ex-communistes intégrés à l'économie de marché. Il y a là la clé de son succès. Si en Pologne, en Hongrie, en Lituanie, etc., les partis héritiers du parti communiste ont su jouir de la demande généralisée après quelques temps d'arrêter la « révolution permanente » et de mettre fin à la moralisation excessive de l'ex-dissidence, en République tchèque, l'ODS acquit une légitimité sans lien avec la « victoire » de 1989.

¹⁰ M. HADJIISKY, C. PERRON, *op. cit.*

La mise en cause du concept de « mouvement-parti anti-parti », cher aux fondateurs du Forum civique, s'est accompagnée de la marginalisation politique de la plupart des héros de la dissidence. Ce malgré leur mérite historique et leur autorité morale.

En somme, pendant la période qui va de 1990 à 1992, on note dans les Républiques tchèque et slovaque une tendance générale à compenser l'insuffisante identité partisane par une sorte d'« internationalisation » complète de l'image politique. En d'autres termes, par l'importation généralisée de tous les classiques (gestes, phrases, discours, mimiques,...) des personnalités et des partis occidentaux (M. Thatcher, H. Kohl, F. Mitterrand ou, à la limite, J.-M. Le Pen), parfois mélangés sans distinction de priorités. Dans cette sélection de personnalités, il y avait la perception et la conviction qu'il s'agissait là de symboles et de modèles du triomphe. Cela devait compenser l'enracinement social insuffisant des partis tchèques — dans une société très faiblement structurée, avec des intérêts sociaux mal définis sinon imperceptibles.

Cette façon de se forger une identité « via l'Occident » ou par le biais d'un « retour à l'Europe » avait aussi une importante dimension matérielle. La recherche des sources financières était une donnée importante pour tous les partis si l'on excepte les formations qui avaient une ambition purement régionale (Mouvement une démocratie autonome-Société pour la Moravie et la Silésie, HSD-SMS). Même le Rassemblement pour la République-parti républicain de Tchécoslovaquie SPR-RSC — parti d'extrême droite — a cherché à ses débuts une collaboration avec les Republicaners allemands de Franz Schönhuber de même qu'un financement. Les deux lui ont été refusés. Ce n'est qu'après ce refus que la SPR-RSC a intensifié son discours nationaliste, raciste et anti-allemand et qu'elle s'est peu à peu convertie en un parti anti-politique typique¹¹.

Le financement des familles politiques internationales à des partis nationaux fut en fait beaucoup plus important en d'autres situations de transitions, comme en Espagne par exemple, que pour les partis d'Europe centrale.

¹¹ V. DVORÁKOVÁ, *op. cit.*

Mais il y a aussi eu toutes les formes d'aide des institutions européennes : informations, livres, formation de personnel,... Un colloque sur les partis, leur organisation et la communication politique fut organisé à Prague au début du mois de mars 1990 à l'initiative de monsieur et madame von Bethlenffalvy de la Commission européenne, toujours dans le cadre du Forum civique. Ce fut la première d'une série d'activités du même type durant le premier lustre des années quatre-vingt-dix.

Les « Europe » dans la coopération actuelle

Le parti démocratique civique (ODS), majoritaire dans la coalition gouvernementale depuis 1992, proclamait régulièrement son orientation européenne prononcée mais refusait toute démarche coordonnée au niveau de l'Europe centrale. En effet, le parti dirigé par le premier ministre Vaclav Klaus pointait surtout l'originalité de la situation tchèque dans le paysage des pays de l'ancien bloc soviétique. Ce qui expliquait selon lui son succès. Il résista de la sorte à toutes les initiatives visant à coordonner la politique extérieure des pays centre-européens, d'intensifier les mouvements d'identification avec l'espace d'Europe centrale, et surtout, il refusait toute coopération institutionnalisée ¹².

Juste après la formation du gouvernement tchèque en juillet 1992 — le gouvernement fédéral de Jan Stráský avait été formé avec comme seule tâche de préparer le pays au divorce — et plus encore après la séparation tchéco-slovaque, Vaclav Klaus a démantelé ce qu'avait entrepris le précédent gouvernement.

Jusqu'alors, la doctrine officielle était l'encouragement à la coopération économique — par exemple par la promotion du Central European Free Trade Agreement, CEFTA — et l'examen en commun des questions communes héritées du passé communiste, notamment dans le cadre de Visegrad. Vaclav Klaus a rapidement mis les choses au point dans les termes suivants : « L'important, c'est que le CEFTA n'a jamais été et ne sera jamais le fruit d'une activité politique de telle ou telle opinion ou sensibilité et qu'il n'est pas une alternative à d'autres formes européennes d'intégration. Je comprends que pour certains observateurs et hommes politiques, il s'agit d'une conception peu attractive. Il est beaucoup plus facile de prononcer des discours creux, d'asséner de fortes paroles sans grands effets

¹² V. FIALA, Regionali spoluprace ve stredni Evrope, *Politologicka revue*, 1995, n° 1.

pratiques et d'émettre de vagues idées. Tel était le principe de Visegrad »¹³.

D'autre part, pour l'ODS (et plus encore pour Vaclav Klaus personnellement), il y a toujours eu une approche eurosceptique envers l'Union européenne. Il y a en fait analogie avec l'Europe centrale : tout le processus de l'intégration européenne doit être orienté vers l'élargissement du marché économique. Le néolibéralisme des principes s'est vu complété par un culte de personnes comme Margaret Thatcher ou Ronald Reagan, puis d'une déception non dissimulée lors de la victoire présidentielle de Bill Clinton en 1992 et en 1996. Cette déception culminera avec le triomphe du parti travailliste en mai 1997, malgré l'approche très prudente en matière européenne et très centriste de Tony Blair.

En matière européenne, l'ODS a exprimé son opposition à la monnaie unique européenne, à l'harmonisation fiscale et à des politiques sociales européennes. Il est d'ailleurs à noter que la République tchèque n'a pas encore ratifié la Charte sociale européenne.

Une partie du discours de l'ODS est aussi orientée sur le thème des « intérêts nationaux » tchèques. « Conscient » qu'avec l'intégration européenne, une part de la souveraineté nationale serait déplacée. Aussi l'ODS a-t-elle promis l'organisation d'un référendum sur le principe de l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Cela n'allait pas de soi. Rappelons que même la désintégration de l'Etat tchécoslovaque a été réalisée sans consultation populaire bien qu'elle était prévue par la Constitution¹⁴.

L'euroscepticisme de l'ODS n'engendre donc pas la passivité. Ce parti participe très activement aux travaux de l'Union démocrate européenne (UDE). L'UDE a d'ailleurs élu Vaclav Klaus à la co-présidence en mars 1996.

¹³ V. KLAUS, Socialne demokraticky Visegrad ?, *Lidové noviny*, 28 septembre 1996.

¹⁴ Z. Jicinsky, Ustavnepravni fenomen OF a problemy jeho pusobeni, in V. DVORÁKOVÁ, A. GERLOCH (ed.), *Krystalizace struktury politických stran v České republice po roce 1989*, Prague, 1995 et J. RESCHOVÁ, Parliaments and constitutional change : the Czechoslovak experience, in A. AGH (ed.), *The emergence of East Central European Parliaments : the first steps*, Budapest, 1994.

Sur quoi porte l'euroscépticisme de l'ODS ? On peut schématiser les doutes de Vaclav Klaus en quelques points.

— Les réformes engendrées par le nombre croissant de membres constituent une pression au changement de mécanismes de décision. Notamment du principe de l'unanimité vers le vote à la majorité. Aux yeux de l'ODS cela équivaut à une perte significative de souveraineté nationale et à l'affaiblissement du statut de chaque pays membre. Les Européens le désirent-ils vraiment ?

— Une réforme des institutions de l'Union ne serait nécessaire qu'en cas d'erreurs dans le traité de Rome ou de Maastricht. Or, selon l'ODS, il n'y en a pas.

— L'ODS pourrait considérer une réforme si la vision idéologique du monde changeait. Le cas échéant, il faudrait en discuter et alors réformer¹⁵.

Ces points illustrent la pensée de Vaclav Klaus. Il existe en revanche quelques nuances dans le parti. mais il n'y a certainement aucun clivage intra-partisan à ce sujet.

L'autre formation de la coalition gouvernementale, l'Alliance démocratique civique (ODA), se trouve d'un point de vue doctrinal à la droite de l'ODS. Son ultralibéralisme est beaucoup plus prononcé tout comme son aversion des « bureaucrates de Bruxelles » et des « tendances socialisantes » des institutions européennes. Mais paradoxalement, l'ODA est moins euroscéptique que l'ODS dans la mesure où elle insiste beaucoup plus sur la dimension civilisatrice de l'Europe et l'appartenance historique et naturelle des Tchèques à cet espace culturel commun. Les Tchèques n'auraient d'autre option ou d'autre alternative que d'intégrer l'Union européenne sous peine de succomber à nouveau à la pression de l'Orient. La vision de l'Europe de ce parti ne commence pas à l'Oural ou à Moscou mais en deçà de la rivière Morava qui sépare la République tchèque de la Slovaquie. Avec cette perspective, l'ODA accepte même la croissance de l'influence des institutions européennes.

L'Union démocrate européenne à laquelle participe l'ODA représente pour ce parti la combinaison idéale des trois piliers de la politique européenne de droite (le conservatisme, le libéralisme de droite et la démocratie chrétienne). Elle essaye donc de faire des efforts pour « purifier » sa doctrine. Rappelons que c'est de l'ODA que venaient originellement les « leçons » à donner à l'Europe.

¹⁵ V. KLAUS, Tento tyden byl plny evropskych veci, *Lidové noviny*, 27 janvier 1996.

Le troisième parti de la coalition gouvernementale — l'Union chrétienne démocrate-parti populaire tchécoslovaque — a accentué son européanisme après sa refondation en 1989 et son adhésion au Parti populaire européen (PPE). Dans le même temps, il s'était engagé dans toutes les activités de l'Union démocrate européenne (UDE) mais il est train de se s'en retirer. Ces dernières années, dans le cadre de son réaligement politique vers le centre dans la perspective de se convertir en parti pivot dans le cadre d'un système à deux partis dominants, la KDU-CSL accentue le trait sur la nécessaire dimension sociale de la politique européenne. Elle se réfère à la doctrine sociale de l'Eglise et critique parfois les effets négatifs des changements économiques menés par le gouvernement dont elle est membre.

Parmi les partis d'opposition ayant une représentation parlementaire, le parti social-démocrate tchèque (CSSD) est le plus pro-européen. Il a rejoint les rangs du parti des socialistes européens (PSE), fondé en novembre 1992. Même si en République tchèque, on fait plus souvent référence au parti social-démocrate européen. Le CSSD jouit du statut d'observateur, comme les autres partis du même type des pays qui ont signé des accords d'association avec l'Union européenne. Actuellement, il essaie vainement de devenir membre à plein titre. Il est peu probable qu'il y parvienne avant l'entrée de la République tchèque dans l'Union européenne.

Le CSSD s'est identifié à la réforme du traité de Maastricht dans la version qu'en ont présentée la France, les pays du Benelux et l'Allemagne. Cette version a comme dénominateur commun de vouloir d'abord approfondir l'Union européenne, de renforcer son intégration pour faciliter ensuite son élargissement. Cela diminuerait le risque de dispersion et sa possible évolution vers une simple zone de libre-échange¹⁶.

Depuis 1997, le poste de co-président du Comité pour l'Europe centrale et orientale est occupé par Jan Kavan, tandis que le président du CSSD Milos Zeman participe aux travaux de la commission pour la réforme de l'Internationale socialiste. Cette commission a été mise sur pied à Rome en janvier 1997.

¹⁶ J. KAVAN, *op. cit.*

Elle a pour but de formuler un programme pour le ^{xxi}^e siècle. Des quatorze membres, trois sont européens : le président Felipe Gonzalez, Gro Harlem Brundtland et Milos Zeman.

Les deux autres partis d'opposition présents au Parlement, le parti communiste (KSCM) et le Rassemblement pour la République-parti républicain tchèque (SPR-RSC), ne considèrent pas l'intégration dans les structures européennes comme une priorité. Mais ils ne s'opposent pas de façon frontale au principe d'une adhésion à l'Union européenne. Ils y conditionnent l'entrée de la République tchèque à une discussion publique large et à l'organisation d'un référendum.

En République tchèque, l'opinion est majoritairement favorable au principe de l'adhésion à l'Union européenne. Même s'il y a des débats sur les effets concrets de cette intégration ou sur le fonctionnement des institutions européennes. En revanche, elle est nettement plus mitigée quant au principe de l'adhésion à l'OTAN. Une majorité de la population refuse que la République tchèque rejoigne l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord ou formule des objections importantes. Selon les enquêtes d'opinion, le meilleur résultat qu'ait jamais atteint l'acceptation de l'adhésion à l'OTAN est de 60% en octobre 1993. Mais le plus souvent, cette acceptation est sous la barre des 50%. En mai 1997, elle se situait à 44%. Ces réticences envers l'adhésion à l'OTAN sont à contre-courant des positions des partis sur le sujet. Puisque tant les partis de la coalition gouvernementale de même que le parti social-démocrate soutiennent ce principe.

Face à cette situation, les formations de la coalition gouvernementale se refusent absolument à lier l'adhésion à une consultation populaire. Mais il existe quelques nuances dans les rangs démocrates chrétiens. Cela tient peut-être au fait qu'ils sont traditionnellement titulaires du ministère de la Défense.

En ce qui concerne le parti social-démocrate, nous l'avons dit, il est aussi favorable à l'intégration de la République tchèque à l'OTAN. En revanche, il refuse l'idée d'installer des troupes étrangères ou des missiles nucléaires sur le territoire national. Cette position est très populaire compte tenu de ce qu'avait été le Pacte de Varsovie. Par ailleurs, le CSSD prône l'organisation d'un référendum sur la question. On notera cependant le pas en arrière qu'il a accompli il y a peu. Au début de l'été 1997, il a en effet suggéré que si les enquêtes d'opinion montraient un appui majoritaire et stable à l'intégration, la nécessité d'organiser un référendum perdrait de son actualité.

En l'occurrence, la question du référendum se pose comme un compromis au sein du parti social-démocrate. En effet, une frange du parti est hostile à tout pacte militaire.

Les autres partis de l'opposition insistent aussi sur le besoin d'une consultation populaire. Pour le parti communiste, l'OTAN ne peut être le noyau d'un nouveau système de sécurité en Europe. Il serait préférable de dissoudre ce pacte et de lui substituer un nouveau système de sécurité.

Cette position différenciée de l'opinion par rapport à l'Union européenne et par rapport à l'OTAN doit toutefois être relativisée. Elles ne constituent pas des références dans le choix des électeurs. Divers éléments l'expliquent. Pour quatre cinquièmes des électeurs, les positions des partis membre de la coalition et celles du parti social-démocrate sont fort proches. Ce n'est pas sur ces problématiques qu'on peut les départager. Il y a d'ailleurs beaucoup d'opposants à l'intégration à l'OTAN parmi les électeurs des partis faisant partie du gouvernement. Les responsables politiques du gouvernement en tirent argument pour considérer que le mandat conféré par les élections est suffisant pour une telle décision. Rappelons que le même argument fut employé lors de la désintégration de la Tchécoslovaquie qui s'est accomplie sans référendum.

L'intégration dans les structures européennes et à l'OTAN retient certes l'attention des médias mais est largement perçue comme une question secondaire. Cela peut avoir des conséquences négatives. La présentation pêche par son caractère superficiel, par l'absence d'un travail systématique d'information et d'explications des avantages et des inconvénients. En somme, cela imprègne la politique des partis tchèques d'un provincialisme excessif. La formation de l'identité européenne brille par son absence. L'horizon européen trouve sa place dans le discours des hommes politiques du gouvernement sous la forme simplifiée comme celle selon laquelle l'invitation de la République tchèque à l'OTAN décidée au Sommet de Madrid en juillet 1997 constituerait la meilleure preuve de la transformation impeccable de toute la société.

LES IDENTITÉS DE PARTIS ET L'ÉLARGISSEMENT DES FAMILLES TRANSNATIONALES DE PARTIS À L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE. UNE PERSPECTIVE HONGROISE

Gyorgy G. MARKUS

Introduction

Si l'Union européenne devient plus qu'une immense zone de libre-échange, mais une entité supranationale ou transnationale qualitativement nouvelle, capable de répondre aux défis croissants de la globalisation et d'améliorer sa position dans la compétition géante qui l'oppose aux centres politiques et économiques d'Amérique du Nord et d'Asie, en d'autres termes si elle se transforme en Union politique, dans ce cas, la conformité européenne des systèmes politiques sera un des critères déterminants dans l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe centrale.

Un paradoxe des nouvelles démocraties est qu'après l'effondrement du communisme, le principe de la primauté du politique — dans le cadre d'une vie démocratique bien sûr — est resté valable dans le sens où les développements de l'économie, de la légalité ou d'autres subsystemes de la société dépendent, pour un certain temps à tout le moins, de la nature des systèmes politiques nationaux. Il y a une autre variable politique indépendante — peut-être même plus significative —, la variable exogène : l'*Ostpolitik* des pouvoirs occidentaux ayant à décider si l'Europe centrale doit être une zone tampon ou faire partie intégrante de leurs propres systèmes d'alliance.

Comme les partis politiques sont les principaux acteurs, à la fois en Europe occidentale et centrale, les familles européennes de partis doivent, ou pour être plus honnête, devraient jouer un rôle clé dans l'harmonisation politique, dans la préparation et dans la réalisation de l'élargissement oriental de l'Union européenne. De l'Ouest vers l'Est, elles pourraient être un moyen important dans l'europanisation des partis et des structures de partis. De l'Est vers l'Ouest, elles pourraient transmettre le message, les besoins, le savoir-faire concernant les nouvelles démocraties, contribuant à la nécessaire empathie et à la compréhension.

Dans le domaine des relations internationales, elles pourraient promouvoir des politiques plus efficaces grâce à des coordinations de partis sur des orientations économiques. Grâce aussi à des contacts personnels.

Toutefois, l'expérience politique en Hongrie suggère que ces fonctions ont été peu remplies en comparaison d'une quatrième, plus étroitement liée à une fonction spécifique de parti : celle de légitimation. Dans un contexte de racines sociales faibles, de très haute volatilité électorale et d'identités politiques ambivalentes, les partis d'Europe centrale ont tendance à surdimensionner l'importance interne de leur adhésion à une famille transnationale de partis. D'autre part, en Europe occidentale, l'extension internationale des idées et de l'influence politiques de certains partis peut aussi avoir des répercussions positives sur la scène interne. Mais un effet — négatif — plus important encore apparaît si un parti a des liens « douteux » (avec les partis qui ont succédé aux partis communistes ou avec des groupes d'extrême droite radicale). La surreprésentation de la fonction de légitimation comparé aux fonctions en relation avec une dynamique interne témoigne que les familles européennes de partis ont encore beaucoup de possibilités inexploitées dans la promotion de la compatibilité politique entre l'Union européenne et l'Europe centrale.

Tandis que l'on peut formuler beaucoup d'espoirs dans l'aide des familles de partis dans ce processus, soulignons néanmoins les énormes difficultés liées aux différences, aux transformations et aux changements de clivages politiques à la base des partis et des systèmes de partis. Beaucoup d'économistes ont déjà formulé leur thèse sur le « mauvais timing » de l'effondrement du communisme. Selon eux, la récession profonde de l'économie mondiale, indiquant une transformation structurelle radicale, est un handicap pour la transition à l'Est, impliquant aussi les limites d'une implication et d'une aide occidentales effectives. Dans une optique similaire, les politologues et les sociologues peuvent aussi argumenter sur les coïncidences particulières et malheureuses, qui diminuent les chances de succès des révolutions en Europe centrale. L'Empire soviétique — comme dernier successeur de l'Empire oriental romain¹ — s'est effondré, les clivages dans la région ont émergé sur des identités primordiales.

¹ Idée mise en avant par P. Bakka, de l'Université de Bergen.

Les conflits sont liés aux formations de l'Etat et aux constructions nationales. Les conflits liés à la formation de l'Etat et à la construction de la nation induisent la désintégration. En revanche, l'apparition simultanée de clivages culturels, ethniques et territoriaux profondément enracinés, et de clivages socio-économiques aigus se neutralisent et bloquent la démocratisation.

Alors que les clivages prémodernes et du capitalisme industriel coexistent en Europe centrale et orientale, le paysage politique de l'Europe occidentale est caractérisé par les turbulences de la transition d'une société industrielle vers une société post-industrielle et par la crise de l'Etat-nation.

« L'eupéanisation » politique, signifiant un ajustement à la structure du pluralisme démocratique de l'Europe occidentale, est une des préconditions pour les pays d'Europe centrale et orientale d'accès à l'Union européenne, une modernisation *sine qua non*. Mais en raison du fait que la structure changeante des clivages — la perte de centralité des clivages de classes, l'importance accrue des dimensions culturelle et territoriale de la politique, l'affaiblissement du discours politique dans une société dominée par les médias audiovisuels,... — enregistre des changements profonds (qui incluent aussi des modifications dans l'importance des acteurs politiques), le système politique occidental est devenu une cible mouvante. Cette tendance est présente depuis deux décennies mais elle s'est accélérée avec la disparition du monde bipolaire, dans lequel la notion d'ennemi commun — le communisme soviétique — pouvait jouer un rôle d'agrégateur.

Dans ce contexte, une coopération Est-Ouest accrue au sein des organisations politiques transnationales est nécessaire bien que les profils des partis qui émergent soient loin d'être clairs à l'Est et que les identités « établies » des partis à l'Ouest sont questionnées par les mouvements post-industriels et post-nationaux.

La formation des partis et la dynamique des clivages en Hongrie

Pour comprendre les problèmes et les processus de l'élargissement oriental des familles transnationales de partis, on doit avoir à l'esprit les conditions spéciales de la formation des partis et la dynamique de changement d'identité des partis. Dans le chapitre suivant, nous soulignerons l'émergence et le développement du multipartisme en

Hongrie en le mettant tout particulièrement en relation avec la problématique des clivages.

La Hongrie n'était pas une exception de la règle générale d'Europe centrale et orientale où, comme l'avait établi S.M. Lipset, il était difficile d'institutionnaliser des pratiques pluralistes en raison du manque de sociétés civiles effectives. Ces pays « devaient créer des partis qui s'imposaient à elles » dans la mesure « où il n'y avait pas de groupes formés préexistants capables de se transformer en parti »². La formation de partis en Hongrie a aussi débuté à partir de l'existence de réseaux de dissidents illégaux ou semi-illégaux d'une part, et de l'ancien parti-Etat, qui s'était scindé entre ailes réformiste et orthodoxe. Le cas hongrois était cependant spécial sur deux points importants. Les réformistes étaient ici au pouvoir. Du côté de l'opposition au régime, les différences idéologiques, stratégiques et — *last, but not least* — culturelles étaient assez marquantes. C'est pourquoi, et c'est le premier point, la question du régime perd très tôt sa primauté dans la structuration du paysage politique. Les divisions internes à l'opposition sur les valeurs et les programmes sont devenues les clivages centraux dans le paysage politique national. Le deuxième point particulier fut que cette ligne de conflit sur des valeurs, qui apparut être une opposition de subcultures de deux groupes des élites intellectuelles, fut à même d'exprimer un clivage central enraciné historiquement, regagnant son poids objectif avec la chute du communisme.

Les deux partis des milieux intellectuels dominants, l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) et le Forum hongrois démocratique (MDF) étaient les successeurs directs des deux courants parallèles qui se sont opposés ces quinze dernières années. Le MDF trouve sa source dans le mouvement des sociologues, historiens et écrivains nationaux-« populistes » unis par leur anxiété à propos de la question du « destin de la nationalité » (les conséquences du traité de paix de Versailles, la diaspora des Hongrois, le déclin démographique, la vulnérabilité culturelle et ethnique, « les désastres nationaux » tels le suicide, le stress et le manque de valeurs morales et de solidarité).

² S. M. LIPSET, *The Social Requisites of Democracy Revisited*, Presid. Address ASA, 1993, Manuscript.

L'orientation politique originale était une sorte de concept de « troisième voie nationale », plébéienne, plutôt à gauche (entre le communisme « oriental » et le capitalisme « occidental »). De 1989 à 1990, de plus en plus de membres et de descendants des anciennes classes moyennes chrétiennes traditionnelles y ont trouvé leur place. Avec J. Antall comme leader du parti et ancien premier ministre, le conservatisme traditionnel national et chrétien a émergé dans les orientations du parti, bien qu'en rivalité forte avec le radicalisme populiste.

A l'opposé, le szdsz était la suite logique et directe de l'opposition démocratique des années quatre-vingt, avec l'éthique de la résistance morale contre le régime (en contraste avec la symbiose semi-pacifique d'écrivains populistes avec des dirigeants communistes à tendance nationaliste). Le noyau dur du szdsz est composé, de façon typique, d'intellectuels de Budapest qui ont commencé leur vie idéologique comme marxistes — certains d'entre eux sont disciples de Georges Lukacs — pour devenir progressivement des défenseurs actifs des droits de l'homme, des révisionnistes et plus tard, pour la plupart d'entre eux, des libéraux radicaux. Beaucoup d'entre eux venaient de familles de la *nomenklatura* et étaient d'origine juive.

Le type de parti intellectuel du milieu (szdsz, MDF, FIDESZ, l'Alliance des jeunes démocrates) est devenu dominant à telle enseigne que les partis historiques (démocrate chrétien, social-démocrate, petit paysan, etc.) ont dû faire face à ce défi. Le MSZP, le parti socialiste hongrois — l'ancienne aile réformiste du parti-Etat — a aussi acquis les traits du parti du « milieu ». Ces partis ont recruté des membres parlant le même langage — culturel —, avec une densité de communication, avec des expériences vécues et des socialisations, avec un *background* socio-culturel identique, avec des goûts esthétiques similaires et — jusqu'à un certain point — avec un dénominateur commun de vague orientation de valeurs, mais, dans le même temps, avec des priorités politiques et des idées programmatiques différentes. L'anesthésie de la vie politique ressemble à un développement post-moderne typique en Occident. Elle est de mise depuis le début du multipartisme dans la Hongrie post-communiste.

En contraste à l'hétérogénéité des partis et à la citoyenneté où prévalait un consensus pragmatique et matérialiste sans différenciation claire de valeurs, le nouveau système de partis a émergé comme la confrontation de deux camps fondés sur des valeurs.

Le MDF, le vainqueur des élections de 1990 (en raison de son image de « force tranquille » promettant la stabilité et une voie relativement non-radical pour la transformation du régime) devint le parti hégémonique du camp traditionaliste (qui comprend aussi les démocrates chrétiens et, à l'origine, les petits paysans), tandis que les démocrates libres — ensemble avec les jeunes démocrates — comme partis libéraux radicaux ont constitué le camp des pro-Occidentaux, incluant graduellement le courant principal des socialistes post-communistes. La ligne de confrontation entre les deux camps politiques est liée aux priorités accordées aux valeurs : la priorité à l'identité historique comme valeur suprême ou la continuité de la nationalité hongroise contre l'ajustement socio-culturel à l'Ouest et la poursuite de la modernisation. Deux principes entrent en confrontation : le mythe d'une communauté nationale ou ethnique de destin ou l'éthique des droits de l'homme (la *Gemeinschaft* contre la *Gesellschaft*). L'opposition à l'orientation particulariste et universaliste s'est retrouvée dans différents langages du discours politique³. Le langage naturel des pro-Occidentaux était celui de la sociologie contemporaine avec la notion centrale de société civile tandis que les traditionalistes parlaient et tentaient de répandre la langue des poètes romantiques et des professeurs de l'histoire patriotique : « l'hungaritarité » contre la « société civile » étaient les notions clés. Sur une échelle des valeurs, les partis traditionalistes prônent la solidarité organique, le collectivisme ethnocentrique, la distinction culturelle, l'homogénéisation de l'autorité, le cléricisme et le repli sur soi tandis que les pro-Occidentaux préconisent l'individualisme, la diversité multiculturelle, le principe de la performance, l'autonomie, le sécularisme et l'ouverture au monde⁴.

Jusqu'à présent, nous avons mis en évidence les bases des clivages de la formation des partis dans le cours du changement de régime en Hongrie.

³ T. KUCZI, « Szociologia, ideologia, k'zbesz », d - A. Becskei, *Szociologia, s t rsadalomdiskurzus*, Budapest, 1992.

⁴ G. MARKUS, Parties, Camps and Cleavages in Hungary, in M. WALLER et al. (ed.), *Social Democracy in a Post-Communist Europe*, Londres, 1994, pp. 154-170. G. MARKUS, From *Kulturkampf* to the Emergence of a Post-Communist Social Democratic Cleavage, in G. MARKUS, L. GUBA, *Integration and desintegration in Europe*, Institute for Political Science of the Hungarian Academy of Sciences, 1995, 184 pages, pp. 162-175.

Il est cependant important de souligner que les partis ne sont pas juste « prisonniers » de ces clivages mais qu'ils jouent un rôle autonome dans la traduction de ces clivages, dans la prise de décision et dans la structuration de l'espace politique, en se façonnant l'un l'autre⁵. Tandis que dans beaucoup de démocraties de type consociationnel en Europe occidentale, les élites politiques sont parvenues à surmonter leur hétérogénéité, le contraire a prévalu en Hongrie et dans d'autres situations de la région, où les élites politiques ont tendu à surimposer leur opposition basée sur des clivages latents ou anciens par rapport à un électorat beaucoup moins hétérogène. Alors que dans les nations industrialisées de type « classique » il y a (ou il y avait) la prédominance de conflits sur des questions non-décisives avec des partis de type attrape-tout peu idéologiques, en Hongrie nous avons eu à composer avec des partis dominés par des élites idéologiques, « caractérisés par des clivages politiques forts sur des frontières larges » cherchant voire suscitant des conflits essentiellement partisans⁶. L'autre versant de cette distorsion de clivages est que certains conflits ou clivages réellement existants « peuvent être canalisés, détournés et refoulés »⁷. Le cas hongrois est une illustration frappante de cette thèse. Entre 1990 et 1994, sous le gouvernement de la coalition nationale-chrétienne, une « mauvaise traduction » (Sartori) s'est produite : l'intensification du clivage culturel a entraîné la négligence ou, à tout le moins, un traitement inadéquat des questions économiques. Cet écart s'est transformé dans une crise de légitimité.

Evaluant les politiques du gouvernement dirigé par la MDF (1990-1994), nous trouvons une ambiguïté marquante qui s'exprime aussi dans la personnalité du premier ministre Antall. D'une part, dans l'esprit de la conscience d'une mission historique, ils se sont perçus — le parti et la communauté idéologique chrétienne — comme les forces qui allaient restaurer l'identité et la continuité organiques de nation hongroise qui aurait commencé avec la construction nationale de Saint-Stephen au XIX^e siècle jusqu'en 1994. Ils ont plaidé pour une mythologie nationale créant une communauté spirituelle nationale comme un tout.

⁵ G. SARTORI, Political Development and Political Engineering, *Public Policy*, n° 17, 1968, pp. 261-298.

⁶ J.-E. LANE, S. O. ERSSON, *Politics and Society in Western Europe*, Londres, 1994, p. 287.

⁷ G. SARTORI, *op. cit.*

D'autre part, sa mission historique a aussi contenu les objectifs de l'européanisation, de l'économie de marché capitaliste sociale, de l'instauration de l'Etat de droit, de l'intégration de la Hongrie dans l'Union européenne et dans l'OTAN, ayant à cet égard Konrad Adenauer et la CDU comme points de repère. Ce dualisme a impliqué non seulement la contradiction entre une vénération des racines historiques de la nationalité et la modernité supranationale de la construction européenne mais aussi l'incompatibilité entre l'idéal d'une communauté nationale chrétienne unie d'un point de vue spirituel et la démocratie multiculturelle et pluraliste de type occidental qui « nécessite un système de croyance universel dans le sens où il accepte différentes idéologies comme légitimes »⁸.

Les quatre ou cinq premières années du pluralisme hongrois ont été caractérisées par une surdimension des questions symboliques, des problèmes relatifs à l'identité nationale et à la continuité historique dans le discours politique que ce soit dans ou hors les enceintes parlementaires. Le thème central était « Qui est Hongrois ? » s'appuyant sur la conviction des élites politiques au gouvernement qu'elles n'avaient pas simplement gagné les élections mais que leur majorité parlementaire était en phase avec l'essence de la nation⁹ comme une entité métaphysique (en conséquence l'opposition, les hommes politiques, mais aussi les journalistes critiques, les politistes, etc. ont été figurés comme autant de menaces pour la survie de nation). Utilisant le terme allemand *Kulturkampf* (le combat culturel) originellement inventé dans le conflit politique entre l'Etat et les Eglises établies pour le contrôle de l'éducation en Europe occidentale, à la charnière du siècle, nous pouvons le souligner dans certains domaines fondamentaux de la compétition partisane et des choix politiques en Hongrie.

Le système éducatif

Le contrôle du système éducatif, comme l'identification du curriculum national, la place et le rôle de l'éducation religieuse, la restitution des droits des propriétés de l'Eglise en matière d'écoles et d'universités contre les demandes pour une éducation laïque ont mené à une « guerre scolaire » qui se présente comme un conflit classique du *Kulturkampf*.

⁸ S. M. LIPSET, *Political Man*, New York, 1959. p. 84.

⁹ S. R, V, SZ, *Antall Jozsef t volrol*, Budapest, 1995. p. 121.

Le domaine le plus important et le plus violent du *Kulturkampf* désespéré a été la « guerre des médias ». L'existence de médias indépendants, publics ou privés, et souvent critiques a été interprétée par le pouvoir comme les « intellectuels des médias » brisant la cause de la nation et irritant à la fois les courants conservateurs nationaux et les radicaux nationalistes des partis gouvernementaux qui ont tout fait pour investir les médias et pour « purger » la télévision et la radio.

Ces efforts d'endoctrinement — qui marquaient un retrait considérable par rapport aux dernières années du communisme « goulasch » dépolitisé — peuvent être interprétés comme des tentatives de pilarisation sociale en réaction aux désaccords entre auto-identification culturelle et idéologique des partis dominants et une opinion publique désidéologisée.

Le langage et le style de communication qui ont été le fruit de cette conscience élitiste d'une mission historique leur ont aliéné de nombreux citoyens. La grande majorité de la population avait en effet été socialisée dans les années du communisme « goulasch » de J. Kadar, ce qui a conduit à des attitudes plus ou moins homogènes, très matérialistes, très désidéologisées et très soucieuses des initiatives étatiques en matière de bien-être. Des enquêtes d'opinion montrent que ces attitudes et ces valeurs ont fortement changé les dix-quinze dernières années.

L'expérience hongroise confirme le point de vue que les partis ne traduisent pas simplement les clivages du système politique. Nous avons donc un problème à double face qui peut produire des effets déstabilisants sur le système des partis hongrois. D'une part, il n'y a pas simplement une non-correspondance, mais un écart profond entre un système de partis basé sur des questions politiques d'essence culturelle¹⁰ et un électorat hostile à la centralité de l'idéologie, à la pénétration idéologique. D'autre part, nous trouvons deux blocs de partis et d'élites politiques polarisées idéologiquement, « un système de partis caractérisé par des conduites centrifuges, par une opposition irresponsable et par une compétition injuste, ce qui rend ce système très difficilement viable »¹¹.

¹⁰ G. SARTORI, *op. cit.*

¹¹ S. M. LIPSET, *Revolution and counter-revolution : Change and persistence in social structures*, Londres, 1969, p. 93.

Dans le contexte d'une vie politique centrée sur cette problématique, avec l'escalade du *Kulturkampf*, la défaite humiliante des partis conservateurs gouvernementaux et la victoire large des socialistes lors des élections de 1994 ont reflété un message à deux faces : le refus de choix politiques déterminés idéologiquement (en votant pour les socialistes « professionnels », « pragmatiques » dont l'identité n'était pas en premier lieu enracinée dans le clivage culturel) plus le soutien au côté « occidental » du clivage. Ces attentes se sont reflétées dans la coalition conclue entre l'ex-parti communiste et les ex-dissidents, c'est-à-dire les Démocrates libres. Les électeurs hongrois n'ont pas voulu en revenir aux débats des années vingt et trente, bien qu'un petit voyage dans les années quatre-vingt fut le bienvenu ; pour deux raisons. Premièrement, les côtés bien connus, le style familier de ces années s'incarnaient dans la stabilité et la sécurité. Deuxièmement, la restauration — partielle — de la continuité leur ont permis de ne pas être honteux de leur vie passée dans les années du communisme goulasch à la Kadar.

Les quatre premières années du changement de régime ont été une frustration manifeste pour la majorité de la population : ni l'introduction d'une démocratie pluraliste, ni la transition vers une économie capitaliste n'ont rendu la vie quotidienne plus facile et encore moins assuré la sécurité. Au contraire, le prix de la liberté a justement été l'insécurité, la diminution du bien-être matériel et la montée des inégalités. La population a été irritée par un gouvernement, un parlement et des débats politiques centré sur le *Kulturkampf* et sous-estimant les questions socio-économiques. Elle pensait que si la primauté des questions non-structurelles, à savoir idéologiques et culturelles, était surmontée, la vie quotidienne s'en trouverait automatiquement améliorée.

La réaction du gouvernement libéral-socialiste à la surpolitisation liée au *Kulturkampf* a été une stratégie consciente de dépolitisation du discours public au profit d'une approche technocratique des problèmes de gestion. Ce rôle quasi idéologique d'une approche technocratique fut la méthode adéquate pour légitimer le pouvoir croissant des élites gestionnaires dominantes post-communistes ¹².

¹² I. SZELNYI, Menedzser-kapitalizmus, *Magyar Lettre International*, vol. 19, 1995/4, pp. 21-29.

La crise technocratique de la gestion est devenue la question centrale des deux partis de gouvernement en mars 1995 quand, après neuf mois de négociations — résultant de conflits entre les partenaires de la coalition et, avant tout, des divisions au sein du parti dominant de la coalition —, le projet politique du ministre des Finances, appelé le projet Bokros fut accepté et présenté comme le noyau des politiques gouvernementales. Ce programme, aussi appelé « programme de stabilisation », consiste entre autres en une stimulation des exportations grâce à une dévaluation et à l'imposition des importations, à la réduction du déficit public, des dépenses dans les services sociaux et de santé, à l'abandon d'allocations universelles, à la limitation de la consommation privée et publique ; l'imposition d'une modération salariale, des coupes dans le secteur public en général, une diminution de l'emploi dans le secteur de l'éducation, de la santé et de la recherche scientifique. En d'autres termes, une restriction générale de type monétariste est poursuivie avec l'objectif de restaurer l'équilibre financier, précondition à la croissance. La question est ouverte pour savoir si cette thérapie de choc peut être interprétée dans un cadre théorique des clivages. Nous pouvons formuler certaines réponses préliminaires qui semblent partiellement contradictoires et en partie complémentaires.

1. Le projet Bokros comme choix rationnel de la politique économique n'a rien à voir avec un quelconque clivage structurel. Il s'agit simplement d'un *Sachzwang*, la conséquence des exigences sans véritable alternative. La Hongrie a cumulé une dette publique, un déséquilibre permanent comme une conséquence des politiques économiques du gouvernement précédent et du régime communiste. La poursuite rapide et radicale de ce programme pénible mais inévitable est un acte de solidarité pour les générations futures.

2. La thérapie de choc est un acte de base de la transformation du régime économique, donc une question non structurelle. Cette approche est la mieux illustrée par I. Szekeres, leader du groupe parlementaire socialiste qui déclarait que la fin du régime de Kadar pouvait être datée : le 12 mars 1995.

3. Le programme suit une logique et une nécessité d'extension du marché comme principe de base de l'économie de marché capitaliste. Comme Bokros l'a lui-même souligné dans un débat public : avec ses mesures, il voulait empêcher qu'une redistribution des revenus par l'Etat ne crée des distorsions par rapport à la redistribution primaire du marché. Si nous acceptons cette interprétation, nous en venons à une des divisions fondamentales du capitalisme. Au clivage classique de type social-démocrate qui trouve son origine dans le conflit capital-travail entre les forces intéressées dans des politiques de redistribution sociale, dans des marchés opposés aux redistributions d'ordre politique et les forces intéressées au fonctionnement sans « perturbation » du marché et à l'extension de la logique du marché à toute la société¹³.

Au niveau des principes organisant la société, dans les sous-systèmes économique et politique, nous mettons en évidence le conflit entre la « démocratie de masse » avec ses objectifs de participation populaire et le capitalisme « pur » qui requiert un fonctionnement du marché qui mène à des inégalités fondées sur les classes. Le programme Bokros est légitimé par une philosophie clairement hayekienne qui rejette la citoyenneté sociale universelle comme moralement injuste.

4. Dans une perspective internationale, nous pouvons argumenter que nous avons affaire ici à un clivage typique centre-périphérie. La pénétration politique et économique de centres de décision supranationaux est manifeste dans les interventions qui ont pour objectif d'imposer leurs priorités sur les politiques économiques et sociales. Il est tout à fait aisé de prouver le rôle décisif joué en la matière par le FMI, contrairement à des suggestions et des interventions plutôt insuffisantes de l'Union européenne, qui pourraient produire des résultats analogues à ce que la politique des pouvoirs alliés avait réussi en Allemagne, en Italie et au Japon.

Une intervention étrangère comme une conséquence nécessaire de la détermination externe dans la région produit un clivage politique interne important.

¹³ G. ESPING-ANDERSEN, *Politics Against Markets*, Princeton, 1985 et G. ESPING-ANDERSEN, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Oxford, 1990.

D'un côté, la thèse radicale de la dépendance sur la base de « Ce qui est bon pour le FMI est bon pour la Hongrie » ; de l'autre, l'articulation de la défense de la nation de type anti-colonialiste. Ce clivage est présent dans la confrontation entre le gouvernement et l'opposition, mais aussi au sein des partis et, de plus en plus, dans la population.

Avec l'introduction du projet de « stabilisation » comme la question centrale des choix politiques, le clivage de base centre-périphérie initialement formulé en termes culturels acquiert la dimension d'un clivage « pré-classe » de type socio-économique. Nous utilisons le terme « pré-classe » pour noter que les élites gestionnaires et économiques et ceux qui gagnent leur salaire sont également divisés en fonction de leurs intérêts et de leurs lieux structurels. On trouve ici des conflits d'intérêt profonds, à savoir entre les travailleurs des secteurs public et privé ou entre les filiales de multinationales et une bourgeoisie nationale plutôt faible, entre les employés et les employeurs, entre l'économie « officielle » et l'économie au noir, etc. Dans les partis politiques et dans les politiques menées, il y a des symptômes d'une interpénétration grandissante entre partis et affaires.

Des modifications significatives ont eu lieu dans les dimensions des clivages entre partis et à l'intérieur des partis. Les formations du gouvernement précédent (le MDF et les démocrates chrétiens) rejointes par les ex-libéraux, aujourd'hui néo-conservateurs de la FIDESZ trouvent leur voie d'opposition en avançant des critiques plus ou moins sociales-démocrates de type keynésien dans une optique protectionniste.

La popularité grandissante des petits paysans est due à leur hostilité anticapitaliste et à leur démagogie sociale-populiste bruyante qui en appelle aux sentiments nationalistes et religieux des électeurs protestataires frustrés. Dans un contexte de politique publique thatchérienne appliquée par un gouvernement de centre-gauche, un rôle d'opposition effective — qui serait basé sur une option économique alternative claire — de partis de centre-droit peut difficilement être défini. Avec le traumatisme toujours présent de la défaite électorale humiliante, le MDF et les démocrates chrétiens sont coincés entre des forces qui acceptent et des forces qui rejettent le pouvoir de gravitation du populisme radical des petits paysans, le parti d'opposition en tête des sondages depuis la fin 1995.

Le seul parti qui n'est ni hostile ni ambigu envers ce processus et la réalisation inévitable du plan Bokros est l'Alliance des démocrates libres. Bien que le programme de stabilisation soit contraire aux intérêts de la clientèle des classes moyennes employées dans le secteur public ou comme indépendants, il est compatible avec le credo libéral. C'est la raison pour laquelle l'image de *Kulturkampf* de la SZDSZ d'une force étrangère, « non hongroise », est propagée dans les cercles larges de tous les partis de l'opposition. Des arguments identiques existent dans certaines franges du MSZP qui essaient de la sorte d'amoindrir le poids libéral.

Dans une optique rokkanienne¹⁴, le paradoxe du système de partis hongrois actuel est qu'il a gelé dans l'étape de la primauté du clivage culturel non structurel basé sur les valeurs entre traditionalisme et occidentalisation. Il doit maintenant s'adapter aux changements sociaux vers un clivage plus structurel « marché-redistribution sociale » opposant — dans le contexte de la crise de transition — les gagnants et les perdants.

Le fonctionnement des liens de partis en Hongrie peut aussi être questionné. Il n'y a pas (encore ?) de liens organiques entre les clivages sociaux, le processus décisionnel gouvernemental et la stabilité politique. En contraste au poids significatif des déterminants structurels avec la volatilité relativement basse — bien qu'en croissance — en Europe occidentale, des recherches empiriques ont démontré que 20% au maximum de l'électorat hongrois a une identification partisane (qu'elle soit faible ou forte, conditionnelle ou inconditionnelle)¹⁵. Des sondages d'opinion récents, on ne constate pas simplement les transferts classiques entre partis de gouvernement et partis de l'opposition, mais surtout une augmentation très importante du potentiel d'abstentionnistes. La proportion de membres d'un parti par rapport à la population est d'environ 2%.

Une expression de la fragilité et des incertitudes politiques est que le premier ministre socialiste G. Horn a accepté le 19 février 1996 la démission de M. Bokros.

¹⁴ S. M. LIPSET, S. ROKKAN, Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments : An Introduction, in S. M. LIPSET, S. ROKKAN, *Party Systems and Voter Alignments: Crossnational Perspectives*, New York, 1967.

¹⁵ GAZSÇ-STUMPF, *op. cit.*

Il était le sixième à démissionner en un an. Trois ministres des Finances ont ainsi été « consommés » par le précédent gouvernement conservateur. En un an et demi, le nouveau gouvernement en est déjà à son troisième ministre des Finances. Autant de signes de l'apathie envers les partis et du « désalignement », accompagné par des mouvements centrifuges dans les partis politiques principaux à la recherche de leur propre identité dans un contexte où les classes moyennes s'affaiblissent, où les inégalités croissent et sont de plus en plus visibles. Un réaligement partisan peut être considéré comme une condition majeure de la stabilité démocratique.

Deux questions liées doivent être posées. Y a-t-il un écart permanent, qui s'accroît peut-être, une différence qualitative entre les systèmes politiques hongrois (Europe centre-orientale) et occidentaux (Europe occidentale, Amérique du Nord) ? Les symptômes de désalignement et de désenchantement populaire croissant envers les partis politiques conduisent-ils vers un déclin de la centralité du rôle des partis politiques dans le nouveau système ?

Les scientifiques et les hommes politiques d'Europe centrale et orientale ont tendance à idéaliser les systèmes politiques occidentaux. Ils ignorent le plus souvent les contradictions qui les frappent depuis plusieurs années. Paradoxalement, il y a beaucoup plus d'analogie entre les développements récents des deux régions. Les analystes occidentaux du paysage politique soulignent l'absence d'équilibre. D'un côté, ils relèvent l'incapacité croissante des partis : l'affaiblissement de leur fonction d'acteurs qui ont des objectifs, la distinction de leur identité de plus en plus faible, leur faible capacité d'action et de manœuvre dans les gouvernements nationaux. Les partis répondent de moins en moins aux demandes internes et aux attentes idéologiques ; le tout avec un déclin généralisé du nombre de membres. Les partis traditionnels deviennent de plus en plus vulnérables face aux assauts des « partis anti-systèmes ».

En continuant à reproduire l'argumentation étayée empiriquement de Peter Mair, nous souhaiterions démontrer l'autre face de la pièce, la force croissante des partis et de leur statut. « Alors qu'à la base, les partis peuvent être en déclin, la face publique du parti et spécialement du parti aux affaires est de plus en plus forte et acquiert un profil de plus en plus marqué. (...) »

Ce changement peut être simplement une partie d'un processus à long terme et presque autonome de l'adaptation des partis dans lesquels ils érodent leurs liens avec la société civile en compensation d'un lien plus étroit avec l'Etat. (...) L'importance de ce lien à l'Etat est aussi éclairée par la question du « patronage », qui dépend de plus en plus entièrement de l'accès aux ressources publiques. (...) Cet accès dont les partis bénéficient à travers les réseaux audiovisuels publics offre une illustration supplémentaire de la voie dans laquelle les partis sont de plus en plus imbriqués dans les activités de l'Etat : « L'Etat, c'est les partis. Les partis, c'est l'Etat »¹⁶. Assez paradoxalement, la thèse de Mair semble être de plus en plus valable en Europe centre-orientale ; en tout état de cause, plus qu'en Europe occidentale sur laquelle elle se fondait originellement. Ayant en charge la conduite politique de la transformation économique, réalisée principalement par les ex-partis-Etat post-communistes, les partis comme institutions sont même des acteurs plus indispensables ici. Tandis qu'en Occident ce processus a lieu aux dépens des partis de masse avec des racines solides dans la société civile, à l'Est le manque ou la faiblesse de telles racines pourraient être un avantage douteux pour un fonctionnement meilleur du lien entre parti et Etat.

Les dilemmes du choix du partenaire. Le cas de la social-démocratie en Hongrie

Ayant la fluidité, l'ambiguïté et la fragilité des systèmes de partis d'Europe centrale en tête, on ne peut être surpris que l'élargissement et la sélection du partenaire des familles politiques transnationales soit un processus contradictoire avec des symptômes d'aventure. L'expérience hongroise l'illustre pleinement.

Les libéraux d'Europe occidentale, dont la force des partis dans leurs pays respectifs — probablement due à l'acceptation généralisée des principes essentiels du libéralisme — est plutôt modeste, ont été heureux de trouver un bloc très influent de deux partis. L'un d'entre eux, l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ), — l'héritier de l'opposition démocratique — émergea lors de la première élection libre en 1990 comme le parti d'opposition le plus fort au Parlement avec une influence culturelle et une présence médiatiques très significatives.

¹⁶ P. MAIR, *Political Parties, Popular Legitimacy and Public Privilege*, *West European Politics*, Vol. 18, n° 3, 1995, pp. 53-54.

L'autre, l'Alliance des jeunes démocrates, un parti fondé sur une génération unique pour deux ans, bien que n'ayant obtenu que 7% des mandats, devint en 1992 la formation en tête des enquêtes d'opinion en atteignant jusqu'à 40% des intentions de vote.

Après quelque temps, les deux « partis-frères » sont devenus des opposants irréductibles, ce qui a troublé et embarrassé les dirigeants de leur famille politique. Après les élections législatives de 1994, cet embarras s'est encore accru. Non seulement en raison du fait que les démocrates libres, avec 20% des suffrages, sont le partenaire le moins important de la coalition gouvernementale, mais en plus, les jeunes démocrates sont retombés à leurs 7% originaux et sont dans l'opposition. Le principal embarras de la famille libérale réside dans la « non-alliance » des deux partis. Les démocrates libres, comme force libérale-sociale et anti-nationaliste, se sont alliés avec les socialistes — ils occupent 54% des sièges —, le parti qui a succédé à celui qui luttait contre les dissidents. Dans le même temps, les leaders des jeunes démocrates dans l'opposition coopèrent non seulement avec les partis chrétiens nationaux traditionnels mais se définissent eux-mêmes comme un parti patriotique de centre-droit engagé dans la construction d'un futur bloc démocrate chrétien-conservateur. Leurs alliés précédents et toujours partenaires dans la famille libérale transnationale — les démocrates libres — sont décrits par eux comme une force anti-nationale dont les aspirations sont d'affaiblir la « magyarité » et de dominer le domaine de la culture.

Le cas de la famille des partis verts est presque sans espoirs. En 1988 et en 1989, pendant les mobilisations politiques anticommunistes, le thème écologique était connecté avec un mouvement où dominait une question, la lutte contre la construction du barrage Gabčíkovo dans la partie hongroise de la Tchécoslovaquie. Pourtant, les élections de 1990 n'ont pas été un succès pour les verts divisés de Hongrie. En 1994, un « parti vert de Hongrie » avec des slogans et des symboles nazis fut d'un point de vue organisationnel assez fort pour collecter suffisamment de signatures pour être parmi les treize partis éligibles en compétition. L'urgence de la situation — ensemble avec le soutien d'une très faible « Alternative verte » hongroise — a amené une délégation des verts européens à Budapest à se démarquer de ce mouvement politique vert ouvertement fasciste.

Le manque de clivage « vert » post-industriel et le rôle presque marginal de valeurs occidentales de type post-matérialistes expliquent vraisemblablement la présence très faible des verts en Hongrie.

Dans la course pour trouver des partenaires forts et étendre son influence, les familles politiques démocrate chrétienne et conservatrice sont apparues un temps comme les vainqueurs en Hongrie voire dans toute la région. Le premier ministre Antall, le chef du Forum démocratique hongrois (MDF), le parti hégémonique de la coalition gouvernementale chrétienne-nationale à partir de mai 1990, était un ami intime d'Helmut Kohl. Mais très rapidement, alors que le MDF était toujours dominant en Hongrie, a émergé le dilemme que parmi tous les partis partenaires de la famille, on relevait des tendances ouvertement nationalistes, autoritaires, populistes et racistes. Même après le remplacement de I. Csurka, vice-président du MDF aux vues populistes et antisémites, la frontière séparant les tenants d'une ligne pro-européenne et démocratique et les tenants d'une ligne populiste, révisionniste et anti-occidentale s'est maintenue dans les trois partis conservateurs du gouvernement Antall.

Il y a eu un contraste saisissant entre le mécontentement interne grandissant et le haut prestige des hommes politiques conservateurs dirigeants de la famille européenne des partis chrétiens. Le jugement des électeurs fut manifeste avec la défaite humiliante de la coalition de partis lors des élections de 1994. Il s'agissait presque d'un retour à zéro. La faiblesse d'une droite fragmentée, le manque d'un ou de partis démocrate chrétien ou conservateur forts de type occidental est appréhendé comme un point névralgique pour un développement démocratique équilibré en Hongrie. Le MDF et les démocrates chrétiens sont membres de l'EDU, le parti populiste des petits paysans reste exclu de la famille transnationale chrétienne.

Qu'en est-il de la famille socialiste et sociale-démocrate internationale et européenne sur le sol hongrois ? Ayant abandonné leurs contacts traditionnels avec les partis d'Etat liés à l'*Ostpolitik* (y compris avec les hommes politiques réformateurs au pouvoir), la famille socialiste a voulu faire revivre à partir de 1989 le parti social-démocrate traditionnel qui n'a pas seulement échoué mais est aussi devenu l'objet de railleries par rapport aux idées qu'il proclamait vouloir défendre.

Depuis, l'Internationale socialiste et le parti des socialistes européens (PSE) ont renoué des contacts avec les successeurs des communistes réformistes dans les années quatre-vingt. D'un point de vue idéologique, ils font face à un défi : comment réconcilier les principes sociaux-démocrates classiques de type occidental de redistribution sociale, d'orientations politiques « contre » le marché, de politiques de régulation avec les choix politiques des socialistes hongrois, un parti commis — selon les mots de G. Horn, le président du parti et premier ministre — à la « construction du capitalisme » ?

Pour comprendre les initiatives et les réponses de la famille sociale-démocrate sur la scène politique mouvante de l'Europe centrale et orientale, rappelons les transformations dans la social-démocratie à la fin des années quatre-vingt. Comme tous les autres acteurs et décideurs politiques occidentaux, les sociaux-démocrates n'étaient pas préparés à l'effondrement du communisme et, plus important encore, leurs partis se trouvaient dans une situation difficile. Mentionnons simplement les défis les plus importants : la crise du keynésianisme national et de la régulation fordiste, la fragilité du consensus sur le caractère universel de l'Etat-providence, des changements structurellement hostiles dans l'économie et dans la stratification sociale, le déclin important de la classe ouvrière traditionnelle, l'extension de l'individualisme, la globalisation du capital et des marchés, le changement post-matérialiste dans l'orientation des valeurs, la perte de l'hégémonie culturelle de la gauche, l'offensive néo-libérale, le dilemme électoral — s'appuyer sur une clientèle traditionnelle mais en déclin ou se tourner vers les nouvelles classes moyennes ? —, etc. Dans ce contexte, la chute du communisme a été accueillie comme une chance pour le triomphe du socialisme démocratique, comme le début de la renaissance sociale-démocrate. Il était assuré, d'une part, que la fin du monde bipolaire justifiait *a posteriori* l'*Ostpolitik* et accroîtrait leur prestige international, et d'autre part, qu'une économie de type communiste clarifierait la voie d'une économie mixte de type sociale-démocrate.

Les nouvelles réalités du monde après 1989 ont cependant été amères pour les socialistes. Leurs réalisations et leurs effets positifs, la contribution de l'*Ostpolitik* aux changements, ont été non seulement mis en cause mais aussi discrédités.

Dans le même temps, les sociaux-démocrates ont été très vite confrontés avec un *Zeitgeist*, un esprit général dans lequel se prévaloir de l'anticommunisme était « enrichi » par un rejet de la gauche en général et de la social-démocratie, en particulier. La chute du système communiste eut même des effets directs sur l'influence de la social-démocratie. Le mouvement ouvrier social-démocrate avait pu jouer sur l'alternative au communisme qu'il représentait et sur la crainte de l'Union soviétique. Ces deux dimensions ont presque disparu. La détente fut même un problème aussi parce que la social-démocratie était privée d'un rôle de médiateur traditionnel dans les relations internationales. Dans le même temps, les problèmes d'identité de la social-démocratie combinés aux changements post-industriels et à la globalisation se sont aggravés, tandis que la distinction fondée sur la confrontation avec le communisme léniniste avait de moins en moins de signification et ne remplissait plus sa fonction idéologique de cohésion.

Un des signes tangibles de la stagnation de la pensée sociale-démocrate est un piège idéologique. Les conflits et les alternatives politiques d'Europe centrale et orientale sont interprétés à la lumière des schémas sociaux-démocrates traditionnels d'Occident. Une idée prégnante dans cette famille politique persiste : la confrontation entre l'idéologie du marché et du laissez-faire et la justice sociale redistributive est perçue comme la question cruciale des sociétés post-communistes.

En dépit de la centralité de l'anti-nationalisme dans la pensée sociale-démocrate, la primauté du conflit entre les forces et les idéologies centrées sur la nation, le traditionalisme anti-séculaire d'une part, et celle centrées sur les droits de l'homme et la modernité de type occidental d'autre part, qui domine le paysage des partis dans cette région, ont été sous-estimées. La prégnance de ce clivage implique que — en dépit de toutes les différences dans les idées et les visions politiques — les libéraux et les sociaux-démocrates sont, pour une certaine période de transition au moins, « condamnés » à aller de l'avant ensemble. Que ce soit à travers une coalition formelle ou non, un programme social-démocrate répondant aux besoins de l'eupéanisation et de la modernisation doit avoir une composante libérale très forte dans ses dimensions constitutionnelles et économiques tandis que le libéralisme ne peut être un succès qu'avec une certaine sensibilité sociale. En Europe centrale, une alliance des deux familles, avec toutes les contradictions que cela suppose, est la seule option réaliste.

Trop de socialisme serait contre-productif pour les sociaux-démocrates comme trop de mécanismes de marché le seraient pour les libéraux.

Si l'on examine les expériences de la famille sociale-démocrate en Hongrie, il nous faut d'abord soulever la question du choix du partenaire pendant le changement de régime. Il y avait trois candidats en 1989 : le parti socialiste hongrois (MSZP), l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) et le parti social-démocrate de Hongrie (MSZDP).

Le partenariat avec le MSZP, le parti des anciens communistes réformateurs, était, en dépit de son engagement programmatique en faveur des valeurs sociales-démocrates et malgré des contacts politiques étroits — partiellement suspendus, partiellement poursuivis — avec la plupart des dirigeants de l'Internationale socialiste, hors de question. Malgré aussi leurs mérites indiscutables dans la transformation pacifique du régime politique hongrois. Ce n'était pas possible seulement en raison d'une « quarantaine » souhaitée compte tenu de leur passé et de leur origine mais beaucoup plus à cause de la « pénitence » de ces hommes et partis politiques occidentaux qui s'en étaient trop rapprochés.

La voie la plus plausible pour compenser le fait qu'on avait négligé les dissidents et préféré politiquement dans une optique de *realpolitik* prendre langue avec les communistes réformateurs de l'ancien système aurait été d'ouvrir des négociations avec le SZDSZ, parti héritier de l'ancien mouvement des droits civils. Mais cette option n'était pas réalisable. Du point de vue des démocrates libres, il y avait deux raisons pour refuser ce rapprochement. Premièrement, la mémoire des offenses — prétendues ou réelles — était encore trop fraîche. Deuxièmement, la plupart des leaders du parti avaient un passé de gauche (beaucoup avaient été étudiants de Georges Lukacs) et souhaitaient vivement oublier leurs inclinations socialistes passées. Mais il y avait aussi des réserves explicites dans l'Internationale socialiste. Beaucoup pensaient qu'ils n'avaient rien en commun avec les libéraux des démocrates libres.

La décision en faveur du MSZDP n'était pas simplement un choix négatif par rapport aux deux autres options.

Le soutien au parti social-démocrate revivifié a été considéré comme un impératif moral en faveur d'un parti liquidé quarante ans plus tôt par la dictature communiste. De plus, il y avait la continuité organisationnelle légale de l'adhésion à l'Internationale socialiste datant d'avant 1989 et maintenue par les représentants du parti en exil.

Les concepts de devoir moral, de dette historique sont cependant très vite entrés en conflit non seulement avec les exigences de la *realpolitik*, mais aussi avec le prestige de la famille sociale-démocrate. La renaissance formelle du MSZDP en janvier 1989 n'a pas débouché seulement sur un parti très faible, elle a aussi engendré des partis concurrents (5 ou 6 partis « sociaux-démocrates » ont vu le jour par la suite). Des rivalités de pouvoir, des disputes internes, des différends politiques qui dégénèrent en conflits. La violence, les manipulations et la corruption se sont substituées aux décisions démocratiques. La présidente du parti est apparue dans les médias et durant la campagne électorale comme la caricature de Margaret Thatcher. Les nouvelles concernant le parti faisaient continuellement référence aux disputes incessantes entre groupes rivaux. Comment expliquer rationnellement ce qui peut apparaître comme irrationnel ? Plusieurs facteurs doivent être mentionnés.

1. Le MSZDP a été revivifié dans les marques de la continuité historique. En 1948 — l'année des liquidations — c'était typiquement un parti « pré-Bad Godesberg » : un parti de la classe ouvrière avec une idéologie marxiste de nationalisation des moyens de production et d'économie planifiée. Avec une combinaison de legs socialiste et d'anticommunisme, le parti pénétra dans un *no man's land* politique en 1989.

2. La « fusion » forcée avec les communistes en 1948, les persécutions et/ou les accommodements, l'isolement en exil ont engendré des frustrations profondes qui ont émergé avec la renaissance du parti.

3. Pour une élite potentielle du parti social-démocrate, la renaissance de 1989 était venue trop tard. Les militants efficaces et les futurs hommes politiques avec des inclinations sociales-démocrates avaient déjà rejoint d'autres partis. Le MSZDP a manqué d'une réelle élite de parti et d'intellectuels.

Ce qui est surprenant dans le chef de la famille sociale-démocrate transnationale n'était pas la décision originale d'accueillir le MSZDP dans le courant de l'année 1989, mais son incapacité par la suite soit

d'influencer les développements tragi-comiques du parti soit de modifier rapidement sa décision.

Pourtant il est clair que l'Internationale socialiste disposait d'informations réalistes sur la situation du MSZDP bien avant la campagne électorale de 1990 et il y a eu des efforts à l'intérieur même du MSZDP pour informer les partis-frères et l'Internationale socialiste sur une série de faits. La famille socialiste a pourtant maintenu son soutien actif à ce pseudo parti social-démocrate. Ce n'est qu'à l'automne 1991 que l'Internationale socialiste envoya une mission en Hongrie et suspendit l'adhésion du MSZDP en novembre.

Suite à la relative normalisation du MSZDP — il est devenu un parti ouvriériste faible avoisinant 1% mais « libre » de scandales spectaculaires — et reconnaissant la « social-démocratisation » et le poids politique croissant du MSZP, les deux partis ont obtenu le statut d'observateur à l'automne 1992. Les contacts et la coopération avec les socialistes ont été intensifiés tandis que les liens avec le MSZDP se sont relâchés. En la matière, l'Internationale socialiste a adapté un profil bas.

Les résultats électoraux des partis post-communistes réformés en Lituanie, en Pologne et la victoire marquante des socialistes hongrois au printemps 1994 ont eu pour effet d'opérer un changement radical dans l'*Ostpolitik* de la famille socialiste. Dans ce tableau, la République tchèque est la seule exception dans la région avec la présence d'un parti social-démocrate « normal », vivant et fort. Les partis post-communistes de la gauche démocratique sont devenus les principaux partenaires de la famille socialiste. Au conseil de l'Internationale socialiste, tenu à Budapest en décembre 1994, P. Mauroy déclara solennellement : « L'évolution du PDS italien et du MSZP hongrois est symbolique pour l'Internationale socialiste. La présidence a décidé de recommander l'adhésion comme membre à part entière du MSZP ». Ce changement d'attitude pragmatique, sa voix et ses circonstances prouvent cependant que l'Internationale socialiste, comme organisation transnationale, a été incapable de façonner et même d'influencer la dynamique des partis politiques en Europe centrale et orientale. Au contraire, l'habileté de l'Internationale socialiste à jouer un rôle actif dans la région a dépendu de sa capacité à adapter des jugements antérieurs.

Ce processus d'« apprentissage » se poursuit. Bien que la tendance générale à l'élargissement semble établie, la question des stratégies et des choix politiques reste ouverte. Compte tenu de la complexité et des difficultés énormes du processus de transition, l'approche traditionnelle qui s'inscrit dans la validité universelle du modèle social-démocrate classique d'Europe occidentale pourrait être préjudiciable. D'une part, cette approche est intenable en raison des réalités changeantes en Europe occidentale elle-même. Le modèle et les stratégies ont besoin d'être repensés. Il faut réfléchir aux contours contemporains de l'identité sociale-démocrate. D'autre part, le contexte d'Europe centrale nécessite des approches qualitativement différentes de celles appliquées par les formations sociales-démocrates occidentales.

La déclaration sur l'Europe centrale et orientale de l'Internationale socialiste (Budapest, 2 décembre 1994) marque toutefois un effort de « transplantation » du modèle occidental d'après-guerre aux nouvelles démocraties. Le document parle de « seconde phase » dans le processus de transition qui serait caractérisé par « beaucoup de signes positifs » d'un point de vue économique : croissance, inflation en diminution, investissements en hausse. En conclusion, en réponse au « changement fondamental dans l'opinion publique » toujours à la recherche « des valeurs et des idéaux du socialisme démocratique avec confiance et espoir », le temps serait venu pour un changement des politiques, pour des mesures favorables à la création d'emplois,... Bien sûr, il peut être accepté comme une nécessité globale que « modernité et solidarité, efficacité et équité » doivent aller de pair et que, dans ce contexte, l'Etat doit jouer un rôle actif et responsable. Mais l'essence de l'argumentation est mauvaise et erronée et les réalisations pourraient avoir des conséquences graves. Les nouvelles démocraties ne sont pas encore sorties de la « vallée des larmes ». Il y a des problèmes d'équilibre très graves, en particulier en ce qui concerne la dette publique. Une politique de stabilisation monétaire avec des mesures fortes de restriction dans les années qui viennent est la seule voie pour prévenir tout effondrement et pour créer les conditions d'une croissance soutenue et durable.

C'est ici que réside le défi de la social-démocratie d'Europe centrale. Est-ce qu'un parti associé aux valeurs du socialisme démocratique peut prendre la responsabilité, selon les propres mots de Gy. Horn, de favoriser « l'accumulation originale du capital et le partenariat social » en mettant en place « la construction de l'économie de marché par le haut » ?

Selon nous, la réponse peut être « oui » mais les socialistes et les sociaux-démocrates d'Europe centrale auraient peut-être plus à apprendre dans la situation présente de la stratégie « modernisatrice » de F. Gonzalez que des canons classiques de l'héritage occidental du Nord.

Les socialistes hongrois peuvent apporter des expériences et des leçons importantes comme membres à part entière de l'Internationale socialiste depuis 1996. Ils ont gagné les élections de 1994 pas seulement parce qu'ils étaient le parti avec plus de justice sociale. Il y a un syndrome complexe des causes de leur victoire. Ils incarnaient le professionnalisme, la compétence économique dans un climat politique d'affrontements politiques sur la base du *Kulturkampf*. Ils avaient aussi opté pour le camp « modernisateur » pro-occidental contre un gouvernement traditionaliste désirant fonctionner comme une machine à remonter le temps ramenant la Hongrie aux relations idéologiques et sociales des années vingt et trente. Ils avaient promis un pacte général de partenariat social qui réduirait les mesures les plus dures de la transition au minimum nécessaire. Enfin, ils avaient intégré la stabilité, la routine et la continuité du processus de réformes commencé depuis 1989 déjà en offrant parallèlement une alliance avec le parti successeur de l'opposition démocratique au régime communiste.

L'acteur clé dans la politique hongroise est maintenant un MSZP relativement fort mais confus et divisé, responsable de l'introduction de la thérapie de choc, faisant face à de sérieux problèmes d'identité, de stratégie et de soutien électoral. Avec une victoire électorale écrasante du parti qui était dans le ghetto (33% des voix au premier tour et gagnant presque toutes les circonscriptions au deuxième tour), le parti socialiste hongrois a prouvé qu'il était le premier parti de masse de type « attrape-tout » dans l'histoire politique hongroise¹⁷.

¹⁷ A. AGH, *The « Early Freezing » of the East Central European Parties: The Case of the Hungarian Socialist Party*, Budapest Papers on Democratic Transition, n° 129, 1995.

Gy.G. MARKUS, *Reflections on the Central European Widening of Transnational Party Families*, Budapest Papers on Democratic Transition, n° 136, 1995.

C'est le parti le mieux organisé du pays avec des adhérents nombreux et actifs, avec un réservoir — actuel ou potentiel — de dirigeants professionnels de différents niveaux. Ayant surmonté sa quarantaine en 1990-1991, lorsqu'il était un parti typiquement intellectuel et urbain, il gagna en premier lieu les travailleurs en cols bleus des centres industriels comme le démontre la géographie du vote socialiste en 1994. Ensuite, il en est venu à refléter tout le spectre de la stratification sociale. Il semble confirmer la thèse de Sartori selon laquelle le système partisan se structure en réponse à la montée d'un parti de masse, mais il contredit, jusqu'à maintenant, l'autre thèse qui veut qu'il contribue à la consolidation structurelle du système de partis¹⁸.

Malgré (ou peut-être à cause de) son caractère de parti attrape-tout, le MSZP a créé l'instabilité dans ses rangs et dans le système de partis. Etant à présent le centre de gravité de la vie politique, il reste — selon les mots de Sartori — un « lien de coalition ». Il recueille à la fois les votes des ouvriers, des pensionnés et des managers, des élites culturelles, administratives et d'affaire, des perdants, de la population urbaine et de la population rurale, des athées et des croyants, il rallie enfin les suffrages des syndicats traditionnels et la sympathie des institutions internationales et internes. Mais il est incapable d'offrir une seule identification consistante.

Pour l'essentiel, le MSZP s'est positionné du côté occidental du clivage culturel qui est le principal de la politique hongroise, bien que le parti ne soit pas né de ce clivage. Il se forme sur la base d'une double identité : comme étant le parti successeur des réformateurs communistes et comme étant attaché aux valeurs et aux principes de base de la social-démocratie d'Europe occidentale. La social-démocratisation du MSZP est allée de pair avec la persistance d'un style organisationnel et directionnel, des traits de caractère et des expériences d'homme politiques technocrates du parti-Etat de la période pré-1989. Dès le début, le MSZP a été une structure aux dimensions diverses : selon les critères sociologiques, (génération, profession, origine sociale), selon les groupes de pression, selon les rivalités et les liens personnels et selon les orientations idéologiques. Les lignes de partage n'ont jamais été très fixes et il y a eu des interactions entre les différents niveaux de fragmentation.

¹⁸ G. SARTORI, *op. cit.*

Les courants politiques principaux sont les représentants des syndicats, les libéraux sociaux, les populistes nationaux, les marxistes et un centre puissant technico-bureaucratique.

A la suite de la victoire électorale et de la formation du gouvernement, les tensions internes se sont accrues. D'une part, parce qu'il n'y avait pas moyen de répondre à toutes les attentes électorales ; en partie à cause du caractère contradictoire de ces attentes, en partie en raison des contraintes économiques et financières. D'autre part, en raison des options idéologiques et stratégiques divergentes des personnalités et groupes internes du parti. Durant les neuf premiers mois du gouvernement, les tensions intra-partisanes se sont centrées sur la politique économique et les relations avec les partenaires de la coalition. Cela a paralysé la prise de décision du gouvernement sur certains points essentiels.

Après que l'accord Bokros ait été adopté, les divergences ont débouché sur une crise d'identité du MSZP. L'aile gauche du parti — les fonctionnaires syndicaux, les populistes nationaux, les marxistes avec certaines sections de province et certains députés — a critiqué la compromission du parti avec ses partenaires gouvernementaux et a durement attaqué les libéraux sociaux et les technocrates monétaristes de la « droite ». Le débat dans le MSZP est ouvert et non résolu. Mais jusqu'à maintenant, Horn a réussi à prévenir toute confrontation forte et à maîtriser les rivalités. Le départ de Bokros du gouvernement, en février 1996, peut ralentir les réformes économiques mais il a renforcé la position de Horn dans le parti. Il a en outre mis fin aux tensions idéologiques. L'équilibre délicat et fragile est le mieux exprimé par F. Kçsa, membre de la présidence (il appartient au courant des anti-capitalistes nationaux) : « Je prends acte d'une série de mesures restrictives, mais mon sens de la justice ne me laisse pas en paix ; un parti victorieux ne peut pas geler ses valeurs »¹⁹.

Conclusions

Les politiques publiques et l'identité des partis sont interdépendantes dans les deux parties de l'Europe. Les sociaux-démocrates, pour réussir à façonner et à réformer la société, font face aux problèmes difficiles de trouver et de redéfinir leurs identités dans un monde en mutation.

¹⁹ *Magyar Nemzet*, 21 octobre 1995.

Ceci est également vrai pour les partis de l'Internationale socialiste dans les sociétés en transition d'une modernité industrielle à une modernité post-industrielle et dans les sociétés en transition du socialisme d'Etat au capitalisme démocratique. La tendance récente des familles politiques transnationales à l'élargissement aux partis d'Europe centrale peut conduire au dialogue mutuel, à des discours politiques innovants contribuant à la clarification des options stratégiques et des dilemmes identitaires auxquels sont confrontés ces partis et ces familles.

LA COOPÉRATION ENTRE PARTIS POLITIQUES. LE CAS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Axel QUEVAL

Il serait tout à fait vain de dire que l'Internationale socialiste et ses partis membres n'ont pas été pris par surprise lors de l'effondrement du mur de Berlin et des régimes communistes d'Europe centrale et orientale qui s'en est suivi. Comme tout le monde, nous avons été étonnés par la rapidité et l'accélération du processus qui a commencé en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Hongrie, puis qui a touché par contagion tous les pays de « l'Europe de l'Est », pour entraîner finalement l'effondrement de l'Union soviétique elle-même, et par voie de conséquence du PCUS.

Cependant, avec le recul, il est clair que l'on aurait pu discerner de nombreux signes avant-coureurs d'une telle évolution.

L'Internationale socialiste a toujours eu de grandes difficultés à s'organiser dans l'Est de l'Europe. Pourtant, les soubresauts de la fin de la première guerre mondiale avaient amené l'heure de gloire des années 1917-1919, avec l'arrivée au pouvoir des partis sociaux-démocrates en Allemagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Pologne, et même en Russie, avec Kerensky, ou en Géorgie jusqu'à l'invasion par l'armée rouge en 1921. Mais la création de l'Internationale communiste et les scissions entre socialistes et communistes qui s'en sont suivies, l'affirmation du communisme totalitaire en Russie, jointe à la montée de l'autoritarisme de droite et du fascisme, a vite fait perdre à la social-démocratie presque tous ses points d'appui en Europe de l'Est. Cependant, les partis sociaux-démocrates ont continué d'exister dans beaucoup de ces pays. En Tchécoslovaquie, ils sont restés puissants jusqu'à l'invasion allemande.

En 1951, quand l'Internationale socialiste (IS) a été reconstituée à Francfort, la question s'est nécessairement posée de savoir sous quelle forme l'IS comptait s'organiser à l'Est, dans un contexte à nouveau très différent. En effet, après la défaite nazie, la gauche eut le vent en poupe dans toute l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest.

Après une renaissance, d'autant plus importante qu'elle fut éphémère, des partis sociaux-démocrates de la Bulgarie à la Pologne, la chute du rideau de fer avait entraîné la mise hors la loi de tous nos partis, y compris d'ailleurs dans la Yougoslavie souvent considérée par la suite comme la plus libérale. Le parti travailliste britannique était alors de loin le principal parti de l'Internationale, de par son prestige d'avoir participé à la victoire lors de la deuxième guerre mondiale. Il avait obtenu la majorité absolue des voix aux élections suivantes, mettant en place un programme électoral quasi révolutionnaire (nationalisations, planification souple, sécurité sociale gratuite pour tous, politique de logement social, etc.), et il pensait qu'il était de sa responsabilité d'essayer de faire quelque chose pour les sociaux-démocrates de l'Est soumis aux pressions de l'armée rouge d'occupation et des services de répression de régimes de plus en plus autoritaires que les partis communistes mettaient en place à marche forcée. Mais, malgré leurs efforts — en particulier du secrétaire international de l'époque Denis Healey —, la plupart de ces partis furent condamnés à l'exil à l'extérieur, et à la clandestinité, la prison ou la mort, à l'intérieur. L'is se résigna donc à créer un organisme spécifique appelé SUCEE (Socialist Union of Central and Eastern Europe) qui regroupait l'ensemble de ces partis en exil.

Ceux-ci, dont certains avaient un nombre d'adhérents non négligeable — notamment les Polonais en exil à Londres —, et qui avaient joué un rôle méconnu, en liaison avec les divers services de renseignements occidentaux, au plus fort de la guerre froide, se sont cependant délités et affaiblis au fil des ans jusqu'à ce que, à la surprise générale, ils ne recommencent à se manifester, à partir du milieu des années quatre-vingt. Peut-être les événements de Pologne et l'incapacité de son gouvernement à mettre au pas le syndicat Solidarité y étaient-ils pour quelque chose. En tout cas, ce phénomène, joint à la multiplication des dissidences à l'Est et à l'évolution en Union soviétique même, participait d'une tendance générale. C'est surtout la rapidité de l'évolution qui a été surprenante.

Au début des années quatre-vingt, les partis sociaux-démocrates de l'Europe de l'Ouest étaient divisés sur l'attitude à avoir vis-à-vis de ces partis en exil. Certains mettaient en avant le devoir de solidarité que nous avons vis-à-vis de ces amis qui avaient tant souffert. D'autres préféraient donner la priorité aux relations avec les véritables forces dissidentes qui émergeaient en Europe centrale. D'autres, enfin, préféraient le contact et le dialogue avec les partis communistes au pouvoir, soit un peu, quelquefois beaucoup, par souci de *real politik*, soit parce qu'ils espéraient obtenir ainsi une évolution par petits pas des partis au pouvoir.

Il va sans dire qu'après l'effondrement du mur de Berlin, les tentatives de flirt avec le communisme totalitaire n'étaient plus guère populaires. On a d'ailleurs pu constater que ce sont les partis qui s'étaient le plus engagés dans cette voie qui sont quelquefois devenus par la suite les plus hostiles, dans un premier temps, à la poursuite du dialogue avec ceux des partis communistes, ou anciennement communistes, de la région qui s'étaient fait remarquer par leurs velléités réformatrices !

Pour l'is, l'heure était grave. Les élections donnaient partout la victoire à la droite. Les sociaux-démocrates, essentiellement implantés en Europe, risquaient de se voir marginaliser à terme, tant au Conseil de l'Europe qu'au sein d'un Parlement européen élargi, et peut-être de voir leur territoire se réduire comme une peau de chagrin. Il fallait réfléchir et réagir. L'Internationale socialiste et ses partis membres ont alors mis en place une triple stratégie.

— Le premier pan de cette stratégie consistait à aider à la reconstitution des partis sociaux-démocrates en exil dans leurs pays d'origine. Le moins que l'on puisse dire est que cette tentative n'a guère été couronnée de succès, à la seule exception de la République tchèque où le parti social-démocrate, malgré des difficultés d'organisation évidentes, est devenu petit à petit le deuxième parti du pays. Les résultats ont été quelquefois totalement désastreux, comme en Pologne avec le PPS, surtout depuis la mort de M. Lipski, ou en Hongrie où le parti social-démocrate est vite devenu un objet de plaisanteries. En Estonie et en Lettonie, les efforts considérables déployés par les partis sociaux-démocrates scandinaves pour aider leurs confrères se sont soldés par un échec. Dans d'autres pays, par exemple en Roumanie, des dirigeants astucieux ont réussi, malgré la faible représentativité du parti, à se créer une niche respectable, à force d'alliances raisonnables et d'attachement réel à la démocratie.

— Le deuxième pan de la stratégie consistait à renforcer les relations que certains partis sociaux-démocrates avaient établies de longue date avec les mouvements dissidents. Les partis suédois et français, en particulier, mais aussi les Hollandais et beaucoup d'autres, avaient des relations suivies avec Solidarité, qu'ils ont maintenues et renforcées lors des premières élections libres qui se sont déroulées en Pologne.

Après l'éclatement de Solidarité, les relations se sont poursuivies avec l'ancienne aile gauche de Bugaj, qui a créé son propre parti, Unia Pracy. De même, la szDSZ et même la FIDESZ, en Hongrie, le Forum civique en République tchèque, ainsi que l'UFD en Bulgarie, le parti démocrate en Albanie et l'Union de l'opposition en Roumanie, ont bénéficié, au début, d'une aide souvent considérable des forces socialistes et sociales-démocrates d'Europe de l'Ouest.

Ces partis n'ont, bien entendu, pas refusé l'aide des socialistes, tout en engrangeant, en même temps, l'aide des chrétiens démocrates et des libéraux. L'Internationale socialiste a cependant dû constater que la plupart de ces forces, même si certaines de leurs options pouvaient sembler proches des nôtres, s'identifiaient beaucoup plus à l'Internationale libérale ou à l'Internationale démocrate chrétienne.

Leurs directions ont eu par la suite tendance, de bonne foi, et de plus en plus de mauvaise foi, à associer les mots « social » et « socialisme » aux dictatures communistes. Il y eut bien sûr quelques rares exceptions à cet égard : la création de l'Union du travail en Pologne, formée à partir de l'aile gauche de Solidarité, qui ne pouvait plus suivre l'Union démocratique dans ses alliances avec des forces de plus en plus conservatrices, et qui, en se comptant seule, a terminé quatrième des élections législatives polonaises de 1993, ce qui n'était pas si mal ; ou encore l'existence d'une tendance sociale-démocrate au sein même de la szDSZ. Ce dernier parti, désormais membre d'une coalition réformatrice avec le parti socialiste hongrois de Gyula Horn, un des héritiers du parti socialiste ouvrier hongrois, nom officiel de l'ancien parti communiste, est probablement le plus astucieux, sérieux et sincère des partis dits libéraux de la région.

Pour nous consoler, nous pouvons cependant nous dire que la plupart de ces forces « libérales », qui étaient souvent les plus occidentalisées des partis en présence, n'ont réalisé que des scores dérisoires (Dienstbier et ses nombreux amis ministres en République tchèque n'ont obtenu que 3% des voix !) ou en tous cas bien en deçà de ce que promettaient les sondages. Elles ont en effet été souvent victimes d'un glissement continu vers la droite, particulièrement sensible dans le cas de la FIDESZ ou de l'UFD bulgare. Elles ont même soutenu quelquefois, par exemple, le rétablissement des monarchies ou des anciennes élites terriennes dont tout indique qu'elles sont rejetées par la population, alors même que l'électorat en Europe centrale et orientale, après le fort coup de balancier vers les forces conservatrices qui a suivi la chute du mur, s'est nettement réorienté vers la gauche depuis quelques années.

Car les problèmes sociaux reviennent, comme c'était prévisible, sur le devant de la scène, et ce beaucoup plus rapidement que prévu.

— Troisième pan de la stratégie de l'is : la multiplication des contacts avec l'aile réformatrice du mouvement communiste, l'objectif étant d'aider à son renforcement aux dépens de l'aile dure néostalinienne, afin d'en faire la force dominante au sein des dépouilles de l'ancienne Internationale communiste. C'est de loin cet aspect de la politique suivie qui semble être, aujourd'hui, le plus prometteur. En effet, les partis communistes d'Europe de l'Est regroupaient, en plus des idéologues, dont peu, et pour cause, étaient réformateurs, beaucoup d'opportunistes, qui se sont reconvertis aux possibilités du capitalisme et de l'enrichissement rapide avec délectation, mais aussi de nombreux cadres spécialisés (affaires étrangères, gestion locale, etc), dont les compétences n'ont pas disparu avec la chute du mur. Ils regroupaient aussi un certain nombre de gens sincères qui faisaient partie de l'aile réformatrice gorbatchévienne, surtout en Hongrie et en Pologne. Je dirai même que le changement de régime a été souvent pour ces deux dernières catégories une libération, car elles étaient quotidiennement confrontées aux défauts de l'ancien système, dans leur vie politique et même professionnelle. Il nous faut d'ailleurs reconnaître que presque tous les partis, en Europe centrale et orientale, sont composés en bonne part, à la base et encore plus au sommet, d'anciens communistes. Le cas le plus extrême à cet égard est peut-être celui de la Slovaquie où l'ancien parti communiste de Peter Weiss compte en définitive moins d'anciens communistes que la plupart des autres formations. Mais la même remarque pourrait être faite dans toute l'ancienne Yougoslavie, en République tchèque, en Bulgarie et en Roumanie, même en Allemagne de l'Est. Aussi les professions de foi anticommunistes ne doivent pas y être toujours prises au pied de la lettre.

Une des principales caractéristiques des anciens communistes était leur réalisme, ce qui explique d'ailleurs en partie pourquoi ils avaient accepté la tutelle soviétique. Ils reconnaissent tous aujourd'hui qu'un retour en arrière n'est ni possible ni souhaitable. Ceci est vrai même pour les éléments les plus conservateurs ou néostaliniens comme en République tchèque ou en Russie.

Cela étant dit, le spectre politique de ce qui reste aujourd'hui de l'ancienne mouvance communiste est infiniment large, allant de l'actuel parti libéral de Slovénie, qui est en fait issu de l'organisation de jeunesse de la Ligue des communistes et qui avait été à l'avant-garde de la lutte contre Milosevic à l'époque où personne en Occident ne se préoccupait encore vraiment de la situation au Kosovo, ou le parti du travail de Lituanie (ex-PC) qui a été le premier à quitter le PCUS bien avant l'indépendance du pays, aux criminels de guerre que l'on peut trouver en Serbie, voire en Russie depuis la crise tchéchène. La tâche essentielle pour l'IS dans ce contexte est de séparer le bon grain de l'ivraie.

La mise en œuvre de cette triple stratégie n'a pas été une mince affaire et les erreurs ont été nombreuses, surtout au début. Mais, petit à petit, le chemin a été tracé. La dernière idée de Willy Brandt, avant de mourir, avait été la création d'un Forum, que l'on a ensuite appelé Forum pour la démocratie et la solidarité en Europe centrale et orientale, qui devait aider l'Internationale socialiste dans sa tâche et entretenir le dialogue et la coopération avec celles des forces politiques de cette région qui étaient encore trop éloignées de l'Internationale pour pouvoir prétendre, ou même vouloir, y adhérer, mais avec lesquelles nous avons besoin de mettre en place un dialogue constructif et franc. Ce Forum, lié organiquement à l'Internationale socialiste, a été officiellement mis en place au début de 1993. Il était composé de tous les partis occidentaux européens qui souhaitaient y participer. Parallèlement au Forum proprement dit, s'est organisée petit à petit une coordination souple des fondations sociales-démocrates d'Europe de l'Ouest qui fonctionne désormais fort bien et qui a permis de coordonner des efforts autrefois trop dispersés.

Le Forum a été très utile car il a permis tout d'abord la centralisation des informations que les différents partis membres occidentaux possédaient sur la situation dans l'Est de notre continent. Ce faisant, il a petit à petit entraîné une convergence importante des points de vue, à l'origine fort variés, sur les évolutions dans ces pays et sur le choix des partis avec lesquels nous devons travailler de façon privilégiée. Les décisions sur les adhésions prises lors du Conseil de l'IS de Budapest à la fin de 1994, ont été, de ce point de vue, très importantes, clarifiant notamment la position de l'IS vis-à-vis de la Pologne, de la Hongrie, de la Slovaquie et de la Slovénie.

Le travail en direction de la Bulgarie et de la Roumanie a bien avancé, même si beaucoup reste à faire. Ainsi, la plus grande partie des communistes réellement réformateurs dans les pays de l'Est se retrouvent désormais au sein de l'Internationale, où anciens dissidents et anciens réformateurs communistes participent aujourd'hui ensemble à un combat commun pour renforcer la démocratie et la justice sociale dans leur pays, comme on peut le voir en Hongrie, en Slovaquie ou même parfois en Pologne.

Dans l'ancienne Yougoslavie, au-delà du lamentable échec (mais c'était peut-être tâche impossible) qu'a constitué l'incapacité de l'Europe de l'Ouest à empêcher le bain de sang — conséquence du déferlement du nationalisme dans sa version militariste et du racisme dans son expression la plus exécration — sur une bonne partie du territoire de ce pays, le Forum a désormais décidé de ne plus se contenter de déclarations de principe et de missions de bons offices le plus souvent tout à fait vaines, mais de concentrer son énergie sur l'aide pratique et concrète aux forces qui, de la Slovénie à la Macédoine, mais aussi en Croatie, en Bosnie, au Monténégro et en Serbie, se sont efforcées d'empêcher une dégradation supplémentaire de la situation et se battent, aujourd'hui, dans des conditions très difficiles, pour renforcer l'espace démocratique dans leur pays respectif.

Pour le meilleur ou pour le pire, un dispositif a donc été mis en place dans les anciens pays satellites de l'Europe de l'Est. Ce qui permet déjà, et permettra plus encore dans un avenir proche, la création d'un véritable réseau de la seconde Internationale, solide et présent dans chaque pays. Sont désormais liés, d'une façon ou d'une autre, à l'Internationale socialiste par des liens organiques les partis sociaux-démocrates d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, le parti social-démocrate de la République de Pologne du Président Kwasniewski, ainsi que l'Union du travail, le parti social-démocrate tchèque, le parti social-démocrate et le parti de la gauche démocratique slovaque, le parti socialiste hongrois du premier ministre Gyula Horn, la liste d'Union de Slovénie du président Kucan, l'Union sociale-démocrate de Macédoine du président Gligorov, l'Alliance du parti démocrate et du parti social-démocrate de Roumanie, le parti social-démocrate de Bulgarie, le parti social-démocrate d'Albanie, etc.

Au-delà de notre extension en Afrique et en Asie, qui a aussi fait des progrès considérables ces derniers temps mais qui n'est pas l'objet de cette étude, le problème reste la démocratisation de l'espace compris dans l'ancienne Union soviétique. La situation de ce point de vue reste très contrastée. Mis à part le cas spécifique des pays baltes, les forces politiques y sont encore souvent embryonnaires et la confusion reste la règle. Cependant, une certaine clarification commence à s'opérer. Les prises de position des uns et des autres, à l'occasion de chaque nouvelle crise se produisant au fil de l'histoire tourmentée de la Russie contemporaine, permettent d'y voir nettement plus clair sur l'orientation véritable des partis russes. Car le discours et la pratique peuvent diverger dans cette région encore plus qu'ailleurs. Nous en sommes donc encore ici à la première phase qui consiste à choisir les interlocuteurs. Une réunion s'est tenue récemment à Bruxelles, puis une seconde à Moscou, à l'initiative de la fondation Friedrich Ebert, pour faire le point de la situation en Russie. Les différentes forces se réclamant de la social-démocratie sont longtemps restées éparées, mais elles ont commencé un long processus de regroupement qui n'est pas encore terminé. Un premier groupe se retrouve autour de Lipitsky et Popov, qui ont constitué une liste d'union en vue des élections législatives russes de décembre 1995. D'autres sociaux-démocrates se retrouvent au Yabloko, dans l'entourage de Gorbatchev, auprès de Gaidar, etc. Dans ce contexte, l'Internationale s'est bien gardée de choisir un interlocuteur unique. Les relations restent étroites avec les sociaux-démocrates et avec le Yabloko. Il est clair aussi que le premier ministre et une partie de son entourage ont gagné le respect par leur tentative, sérieuse, de mettre de l'ordre dans une politique russe qui a pu sembler quelquefois un peu brouillonne.

L'aide à tous ces partis prend différentes formes. Elle peut consister en une aide directe lors des processus électoraux proprement dits. Le Forum a d'ailleurs créé une commission spécifique pour ce faire, dans le respect naturellement total des législations existantes. Mais beaucoup d'autres formes d'aides ont été mises en place, telles que les colloques et les conférences communes, avec tel ou tel interlocuteur choisi délibérément en fonction de rapprochements politiques futurs. Certains programmes de formation à long terme ont été entrepris, notamment vis-à-vis des forces démocratiques des pays de l'ancienne Yougoslavie.

Certains dossiers de fond ont fait l'objet d'une étude approfondie, tels que la transition économique, qui a été l'occasion de la publication d'un livre intitulé *Transformation et intégration*, la liberté des médias, le rôle des femmes, etc.

En conclusion, l'Europe centrale et orientale nous a en quelque sorte servi de cobaye. Elle a permis une coordination et une systématisation certaines de la stratégie et de la mise en œuvre politique des partis membres de l'Internationale socialiste vis-à-vis de cette région du monde. Jusqu'ici, les stratégies nationales et l'empirisme avaient tendance à l'emporter. Cette fois, un véritable effort de coopération internationale a été fait par tous — ou presque — et on commence à en récolter les fruits. Je crois que tous ceux qui ont participé à l'expérience en sont conscients, tant au niveau des partis que des fondations. Il faut espérer que la mise en commun des moyens et de l'expertise qui a été possible dans l'Est de notre continent pourra aussi, petit à petit, être mise en œuvre en direction de l'Asie, de l'Afrique et des pays arabes.

L'UNION EUROPÉENNE DES DÉMOCRATES CHRÉTIENS (UEDC) ET LES NOUVEAUX PARTIS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Thomas JANSEN

Le mouvement démocrate chrétien en Europe a fondé deux organisations exerçant chacune une fonction distincte. Alors que le Parti populaire européen (PPE) exerce la fonction d'un parti supranational à structure fédérative, qui déploie son action dans le cadre du système politique de l'Union européenne et assume des responsabilités au sein de ses institutions, l'UEDC est l'organisation de la démocratie chrétienne, qui rassemble en principe tous les membres de cette famille politique de tous les pays d'Europe.

Une césure

Le xxiv^e congrès de l'Union européenne des démocrates chrétiens qui s'est tenu du 21 au 23 juin 1992 a fait apparaître une césure très nette dans l'historique de cette organisation, au sein de laquelle coopéraient à cette date vingt-huit partis membres et onze autres partis ayant statut d'observateur.

Pour la première fois, un congrès de l'UEDC se tenait à Varsovie (Pologne), au cœur de l'Europe centrale. Et pour la première fois, le congrès réunissait des représentants de partis démocrates chrétiens venus de toute l'Europe.

Pour la dernière fois, le congrès était organisé conformément aux anciens statuts approuvés en 1965 (et amendés en 1971). C'est en 1965 que les Nouvelles équipes internationales (NEI), fondées en 1948, se sont transformées en UEDC. Au congrès de 1992, l'UEDC qui était restée une organisation exclusivement occidentale jusqu'aux changements révolutionnaires en Europe centrale et orientale, s'est enfin conformée à l'ambition formulée dans son appellation : l'Union européenne des démocrates chrétiens.

Depuis son congrès tenu à Malte en 1989, les organes de l'Union avaient concentré leur attention, leur engagement et leurs activités sur la maîtrise de cette transition d'une organisation d'Europe occidentale vers une organisation paneuropéenne.

Au sein même de l'organisation, il convenait en tout premier lieu d'adapter les structures de l'UEDC à la nouvelle situation. De nouvelles règles devaient être définies pour l'admission de nouveaux membres ; les modalités de représentation des partis membres devaient être revues en tenant compte d'une augmentation sensible de leur nombre ; dans l'ensemble, le système des organes de l'Union devait être modernisé et adapté aux exigences du présent et de l'avenir, en prenant en compte les expériences accumulées depuis 1965 ; en outre, il convenait de souligner la valeur de l'UEDC et de redéfinir la répartition des tâches avec le Parti populaire européen, qui réunit les membres de l'UEDC originaires de pays membres de l'Union européenne.

Après plusieurs années de discussions, le bureau politique a adopté les nouveaux statuts de l'UEDC à l'automne 1991. Ces nouveaux statuts sont entrés en vigueur à l'occasion du congrès de Varsovie. Sur la base de ces nouveaux statuts, le conseil de l'UEDC, au sein duquel sont représentés les partis membres, s'est réuni en janvier 1993 afin d'élire un nouveau Présidium et de poser les jalons des travaux futurs. L'élection du successeur d'Emilio Colombo, président de l'UEDC depuis 1985, fut remportée par Wilfried Martens, qui cumule de ce fait la présidence de l'UEDC et du PPE. Le Présidium accueille pour la première fois des représentants de partis d'Europe centrale, à savoir le Slovène Lojze Peterle et le Hongrois Laszlo Surjan¹.

¹ Autres membres du Présidium, en qualité de vice-présidents : Ottfried Hennig (CDU-Allemagne), Marietta Giannakou (ND-Grèce), Ludovica Incisa (DC-Italie), Wim Van Velzen (CDA-Pays-Bas), Ludwig Steiner (ÖVP-Autriche), Odilo Guntern (CVP-Suisse), Alf Svensson (KDS-Suède), Jaques Mallet (CDS-France), Edward Fenech Adami (PN-Malte) ; en qualité de Trésorière : Rika De Bakker (CVP-Belgique) ; en qualité de secrétaire général : Thomas Jansen.

Les nouveaux partis

Toutes les activités de l'UEDC après la révolution de 1989 étaient concentrées sur l'intégration des partis à inspiration ou orientation démocrate chrétienne renaissants ou nouvellement constitués dans les pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est.

L'effondrement des régimes communistes, qui a démasqué l'illusion socialiste et scellé définitivement la « fin des idéologies »², a suscité un intérêt nouveau pour la démocratie chrétienne. Cet attrait a été démontré notamment de manière particulièrement spectaculaire par la souscription aux idéaux et aux organisations des démocrates chrétiens par les partis populaires d'Europe centrale et orientale.

A la suite de la révolution, qui a abouti au rétablissement graduel des libertés et de la démocratie, des partis à orientation démocrate chrétienne ont été fondés ou reconstitués dans presque tous les pays d'Europe centrale et du Sud-Est. Renouant avec la tradition d'anciens partis sociaux chrétiens ou des partis paysans et populaires qui dominaient le paysage politique dans bon nombre de ces pays avant la prise de pouvoir communiste, ces partis jouent entre-temps un rôle important et ont participé avec un succès plus ou moins marqué aux élections tenues depuis lors.

Le développement progressif d'un paysage démocratique dans les pays d'Europe centrale et orientale a eu pour conséquence qu'en plus des partis qui ont pu renouer avec une tradition démocrate chrétienne datant des années 1930 ou 1940, quelques-uns des partis nés de l'opposition aux communistes depuis le milieu de la décennie quatre-vingt comme mouvements démocratiques ou d'émancipation nationale se réclament également de la famille démocrate chrétienne.

² Même si les idéologies continueront à jouer un rôle important dans la politique et dans l'histoire, la référence à la « fin des idéologies » s'applique parfaitement à l'année 1989 (et prenant en considération l'année 1945). En effet, ce qui s'est épuisé et a pris fin ne sont pas seulement les régimes totalitaires et les systèmes sociaux qui s'inspiraient du socialisme, mais un phénomène historique du xx^e siècle, à savoir l'illusion de pouvoir diriger le monde selon une seule idéologie, sans prendre en compte les besoins de l'homme et la multiplicité de ses idées, aspirations ou espoirs.

Tout comme le message démocrate chrétien séduisait particulièrement les populations d'Europe occidentale qui avaient survécu à la catastrophe au lendemain de la seconde guerre mondiale, nous avons vu, après l'effondrement total des systèmes sociaux et institutionnels pervertis par le communisme en Europe centrale et orientale, que les propositions et les programmes correspondants sont accueillis avec enthousiasme et confiance.

L'Union des démocrates chrétiens d'Europe centrale

Au début mars 1990 s'est tenu à Budapest un premier congrès réunissant des représentants de partis à orientation démocrate chrétienne d'Europe centrale et orientale. Ce congrès avait été organisé par l'Union des chrétiens démocrates d'Europe centrale (UCDEC) et en coopération avec l'Internationale démocrate chrétienne (IDC), l'UEDC et le groupe PPE du Parlement européen. A cette occasion, les partis représentés ont exprimé leur espoir d'être prochainement admis comme membres au sein de l'UEDC. Mais ils ont également décidé de faire renaître de ses cendres l'UCDEC, afin de disposer d'un instrument pour promouvoir la coopération entre leurs partis pendant la période de transition.

L'UCDEC était née dans le courant des années 1950³. Elle réunissait les démocrates chrétiens d'Europe centrale, qui vivaient en exil en Europe occidentale ou aux Etats-Unis et qui représentaient leurs partis au sein de cette organisation en qualité de titulaire de la légitimité et de la continuité de leurs partis écrasés par la répression communiste dans leur pays d'origine. Pendant les années cinquante et soixante, l'UCDEC (qui était également reconnue comme organisation régionale de l'IDC) avait déployé une activité fébrile. Elle entretenait les contacts avec l'opposition démocratique clandestine (ou condamnée à l'inaction) des pays du bloc de l'Est et s'engageait à l'Ouest pour éviter que le sort des victimes de l'hégémonie soviétique ne sombre dans l'oubli.

³ Voir K. SINIEWICZ, *L'activité des démocrates chrétiens d'Europe centrale*, in T. JANSEN, H. PORTELLI, *La démocratie chrétienne. Force Internationale*, Paris-Nanterre, 1986 ; ainsi que R. PAPINI, *L'Internationale démocrate chrétienne*, Paris, 1988.

La politique de détente et la désaffectation des forces politiques qui s'ensuivit, mais également l'âge des personnalités dominantes de l'organisation⁴ avaient entraîné progressivement, depuis les années soixante-dix, une diminution du poids politique de l'UCDEC même au sein du mouvement démocrate chrétien international. En dépit de toutes les bonnes volontés de ses protagonistes, l'UCDEC n'a pas été en mesure, même dans la nouvelle situation qui a abouti à la libération de l'Europe centrale, de jouer un rôle déterminant d'organisation, personnel ou même idéologique. S'y ajoute encore que les personnalités qui avaient assumé la responsabilité de la création et du développement des partis après la révolution dans les pays d'Europe centrale n'étaient pas intéressées à une union particulière entre les partis d'Europe centrale. Ils souhaitaient davantage être intégrés au sein d'une organisation paneuropéenne, à savoir l'UEDC. Et ils ne voulaient pas non plus se plier aux instructions des « éminences grises » de l'exil (par ailleurs très respectées).

C'est pourquoi les partis membres de l'UCDEC ont décidé, en marge du congrès de l'UEDC à Varsovie, de la dissolution de cette organisation.

Les efforts de l'UEDC

L'Union européenne des démocrates chrétiens s'est efforcée dès l'abord d'entretenir des contacts, de coopérer et d'apporter son soutien aux partis démocrates chrétiens renaissants d'Europe centrale et orientale et n'ont pas manqué d'impliquer les représentants de ces partis dans leurs travaux.

⁴ Les représentants dirigeants de l'UCDEC, le Secrétaire général Konrad Siniewicz (Pologne) et le Président Bohumir Bunza (Tchécoslovaquie), étaient âgés de plus de soixante-dix ans en 1990. Leurs successeurs furent, à la présidence Sandor Karczay (Hongrie) et comme Secrétaire général Ivan Carnogursky (Slovaquie) ; tous les autres membres de la nouvelle direction étaient des représentants en exil, qui continuaient de résider à Rome, Paris, Bruxelles, Genève et ailleurs.

Cette attitude s'inspirait de la conviction selon laquelle les efforts de l'Occident dans son ensemble et de la politique de la Communauté européenne en particulier à l'égard des Etats d'Europe centrale et orientale devaient principalement aboutir au résultat suivant : à court terme, rétablir et stabiliser la démocratie et introduire l'économie sociale de marché ; à moyen terme, assurer la relance économique, rétablir la justice sociale et les tissus sociétaux et culturels ; et enfin à long terme, permettre l'adhésion à la Communauté européenne.

Un groupe de travail spécialisé de l'UEDC et PPE, constitué à l'automne 1989, a été chargé d'assurer de manière plus systématique la collecte d'informations et la coordination de projets et activités ⁵.

L'Internationale démocrate chrétienne a organisé, à la fin de 1990 à Budapest, une conférence de chefs de parti qui réunissait également de nombreux chefs de gouvernement et ministres du monde entier. Le sujet central était naturellement de manifester la solidarité, de rencontrer et connaître les nouveaux dirigeants démocratiques, d'étudier les développements en Europe centrale et orientale ; les partis originaires de cette région étaient particulièrement bien représentés.

Les conférences organisées à l'été de 1990 et de 1991 par le groupe PPE du Parlement européen sous le thème « Europe 2000 » ont joué un rôle important pour créer un esprit de coopération et de solidarité. Un grand nombre de parlementaires élus dans les différents pays d'Europe centrale et orientale ont participé à ces rencontres et ont eu l'occasion de rencontrer des parlementaires européens et nationaux d'Europe occidentale.

Plusieurs partis membres de l'UEDC ont organisé, au fil des ans, de nombreuses occasions de rencontres et d'échange. Les efforts particuliers et les rencontres et séminaires organisés par les fondations et instituts liés au mouvement démocrate chrétien méritent également une mention dans ce contexte : l'Académie politique du parti populaire autrichien (ÖVP), la Fondation Konrad Adenauer et la Fondation Hanns Seidel d'Allemagne, l'Institut scientifique de la CDA néerlandaise, l'Institut CEPES de Belgique, la Fondazione Alcide De Gasperi d'Italie et la Fondation Robert Schuman de France.

⁵ La présidence a été reprise d'abord par J. K. Hahn (CDA-Pays-Bas) ; depuis l'automne 1990, W. Van Velzen, vice-président du PPE et de l'UEDC, 1986-1994 président du CDA-Pays-Bas.

Depuis octobre 1991, l'Académie démocrate chrétienne pour l'Europe centrale et orientale (siégeant à Budapest), fondée par l'UEDC, fonctionne régulièrement ; elle a pour mission de proposer régulièrement des séminaires de formation et de formation continue pour les collaborateurs et la relève des partis d'orientation démocrate chrétienne.

L'UEDC elle-même a organisé également une série de séminaires et de colloques à l'intention des représentants des partis d'Europe centrale et orientale. Soulignons notamment une conférence consacrée aux problèmes de l'organisation du travail politique à Stirin/Prague (juillet 1991) et les conférences consacrées aux problèmes des minorités nationales à Bratislava (novembre 1991 et juin 1993) et à la société civile à Bucarest (novembre 1993).

Enfin, il y a eu un grand nombre de délégations qui se sont rendues dans les pays d'Europe centrale et orientale pour le compte de l'UEDC ou de l'IDC, du groupe PPE ou des partis membres ou de leurs groupes parlementaires, afin de s'informer sur la situation sur place et de témoigner de la solidarité des démocrates chrétiens d'Europe occidentale.

L'adhésion de nouveaux partis

Les organes compétents (conseil, président et secrétaire général, groupe de travail « Europe centrale et orientale ») se sont efforcés depuis le début, par des informations et des consultations approfondies dans le cadre de l'évaluation de nouveaux partis recherchant le contact avec l'UEDC, à établir le consensus nécessaire pour l'admission d'un nouveau membre.

Le congrès du PPE à Dublin (14-16 novembre 1990) a apporté son soutien à la demande urgente d'une action de coordination par une résolution prévoyante notamment « que le dialogue et l'élargissement systématique des contacts avec les partis d'Europe centrale et orientale représente une priorité de premier rang.

Une politique cohérente du PPE/UEDC à l'égard de l'Europe centrale et orientale relève de la plus grande urgence. Les relations bilatérales doivent y contribuer. Notre soutien devra être accordé par priorité à la mise en œuvre d'une infrastructure des partis démocrates chrétiens et de la pensée démocrate chrétienne. Le groupe de travail « Europe centrale et orientale » du PPE/UEDC a pour tâche de lancer les initiatives appropriées ».

Dans le cadre de cette mission, le groupe de travail a défini les critères pour l'admission de nouveaux membres, qui ont d'ailleurs été repris dans les nouveaux statuts adoptés ultérieurement, prévoyant que l'UEDC est ouverte à « tous les partis d'orientation démocrate chrétienne d'Europe qui répondent aux conditions suivantes :

- ils opèrent dans des pays à structures démocratiques et libres et à régime d'Etat de droit ;
- ils ont participé à des élections parlementaires libres de leur pays et sont représentés au Parlement par des députés ;
- ils adoptent le « Manifeste des démocrates chrétiens d'Europe » ainsi que le « Manifeste politique de l'Union mondiale démocrate chrétienne » et les présents statuts ».

Il a été décidé en outre qu'en cas de candidatures émanant de plusieurs partis concurrents d'un même pays, « le conseil peut subordonner leur admission à la constitution d'une « Equipe nationale » par les demandeurs. Les demandeurs sont tenus dans ce cas à constituer une structure de coopération et de consultation appropriée pour assurer leur représentation commune et leur action commune dans le cadre de l'UEDC ».

En ce qui concerne l'admission d'observateurs, les statuts de l'UEDC prévoient ce qui suit : « Le statut d'observateur peut être conféré aux associations démocratiques politiques et aux partis d'orientation similaire de pays européens qui partagent les conceptions politiques fondamentales et les principales orientations spirituelles de l'UEDC ».

A ce jour, toutes les décisions relatives à l'adhésion d'un parti membre ou à l'octroi du statut d'observateur ont été fondées sur ces critères.

Dans tous les cas, des études approfondies ont été menées sur place par des délégations mandatées à cet effet, et des consultations intensives ont été menées au sein du groupe de travail et du conseil de l'UEDC. En dépit de toutes ces précautions, les décisions n'étaient pas toutes défendables. En raison des développements dynamiques du paysage politique et des partis au cours des premières années de la démocratisation, une révision a été nécessaire dans quelques (rares) cas : l'adhésion du parti hongrois des petits agriculteurs a dû être annulée, et le Congrès démocrate chrétien polonais, constitué de plusieurs partis et groupements, a perdu son statut d'observateur.

Il est à noter cependant que l'UEDC n'a pas mené de politique active de recrutement des partis susceptibles de se joindre au mouvement. En effet, indépendamment de tous les critères formels auxquels il faut se conformer pour devenir membre, la caractéristique principale de l'appartenance d'un parti à la famille démocrate chrétienne est son caractère naturel et, dès lors, la disposition à prendre l'initiative de l'adhésion.

Membres et observateurs d'Europe centrale et orientale

Les membres ont tous les droits de participation à l'action et aux décisions du mouvement ; ils sont représentés à droits égaux au sein de tous les organes de l'UEDC ; ils sont tenus à la loyauté envers l'UEDC et envers ses partis membres dans le cadre du statut et des résolutions politiques et de programme.

Début 1995, les membres admis étaient :

Equipe hongroise, composée

— du parti démocrate chrétien populaire,

— du Forum démocratique hongrois ;

Union démocrate chrétienne/parti populaire tchèque ;

Mouvement démocrate chrétien de Slovaquie ;

Démocrates chrétiens de Slovénie ;

Parti national paysan démocrate chrétien, Roumanie ;

ISAMAA / Pro Patria, Estonie ;

Parti démocrate chrétien, Lituanie.

L'octroi du statut d'observateur à des partis qui ne réunissent pas (encore) les critères requis pour l'admission comme membre, ou qui suscitent des doutes quant à leur identité, leur développement, leur rôle, etc. se justifie surtout par l'intérêt politique et par le rôle de l'UEDC. Elle doit tout mettre en œuvre pour faire entendre son message si possible dans tous les pays et pour promouvoir les structures qui sont conformes à ses idéaux.

Cette mission comporte aussi une responsabilité pédagogique de l'UEDC à l'égard des partis qui souhaitent la rejoindre ; leur participation aux manifestations et leur statut d'observateurs doit leur permettre d'apprendre et d'avoir ainsi la possibilité de poursuivre le développement de leurs programmes, de leurs instruments et de leurs méthodes d'action pour pouvoir devenir membres en fin de compte.

La création de ces possibilités, tout comme le soutien politique lié à l'octroi du statut d'observateur, est enfin un devoir de solidarité avec les partis qui, pour leur part, sont solidaires en se reconnaissant dans la mouvance démocrate chrétienne et en fondant leurs espoirs dans l'UEDC.

Aucun lien institutionnel n'unit l'UEDC et les observateurs ; la seule obligation que l'UEDC contracte à l'égard des partis reconnus comme observateurs consiste à inviter les représentants de ces partis à ses manifestations (sans droit de vote et de parole).

Début 1995, le statut d'observateur était reconnu aux partis suivants :

Alliance du centre, Pologne ;

Parti démocrate chrétien, République tchèque ;

Union démocratique croate (HDZ) ;

Union démocrate chrétienne croate (HKDU) ;

Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie ;

Union nationale paysanne de Bulgarie (BANU) ;

Parti démocratique de Bulgarie ;

Parti démocrate chrétien des Hongrois de Slovaquie.

LE PARTI EUROPÉEN DES LIBÉRAUX, DÉMOCRATES ET RÉFORMATEURS ET LA COOPÉRATION AVEC LES PARTIS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

LUC CORIJN

Introduction

L'objet de cette contribution est double. D'une part, il s'agit d'examiner en détail les buts et les moyens d'un déploiement des valeurs libérales, démocratiques et réformistes en Europe centrale et orientale. Pour ce faire, nous donnons un aperçu des actions entreprises et des débats des rencontres annuelles des partis membres du parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs (ELDR) et des partis affiliés des pays d'Europe centrale et orientale. D'autre part, nous présentons une version actuelle du *vade-mecum*. Nous voudrions souligner que le *vade-mecum* est une évaluation de la force des formations libérales en Europe centrale et orientale, à la lumière des organisations et partis existants. Chaque chapitre comprend une introduction qui brosse le panorama des développements politiques généraux. Nous donnons de la sorte au lecteur les clés pour saisir le contexte politique dans lequel les partenaires potentiels opèrent. Bien que plusieurs partenaires avec lesquels nous avons des contacts et que nous évoquons ne sont pas considérés comme libéraux, ils sont inclus dans la liste qui suit pour que le lecteur puisse appréhender les positions de l'ELDR dans cette matière.

Les observations et les analyses qui suivent sont largement le résultat des rencontres de l'ELDR sur l'Europe centrale et orientale depuis 1990.

Le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs et ses membres d'Europe centrale et orientale

Le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs est une « organisation parapluie ». Comme parti européen, il adhère aux valeurs et aux idéaux libéraux, démocratiques et réformateurs tels qu'ils sont exposés dans les manifestes programmatiques. L'ELDR compte trente et un partis membres de vingt pays différents. Il est fondé sur les principes libéraux, de liberté, de responsabilité et de tolérance. Aujourd'hui, l'ELDR n'a que deux modalités d'adhésion.

L'adhésion pleine s'applique aux formations qui appartiennent à un Etat membre de l'Union européenne. Les partis des pays de l'Espace économique européen (EEE) ou de l'Europe centrale ou orientale (PECO) sont acceptés comme membres affiliés. En 1991, la fédération des partis libéraux, démocrates et réformateurs a revu ses statuts pour créer l'état de membre observateur. Grâce à cette nouveauté, l'ELDR a connu une expansion importante de partis en provenance de l'Europe centrale et orientale. La troisième catégorie de membres observateurs a été abandonnée en 1993 suite aux changements économiques et politiques rapides en Europe centrale et orientale. Plusieurs de ces pays ont demandé leur adhésion à l'Union européenne ou ont exprimé leur intention de le faire rapidement.

Selon l'article 7 des statuts de l'ELDR, les partis politiques des pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne et qui souhaitent adhérer doivent accepter les statuts, la déclaration de Stuttgart de 1976 et nos orientations politiques. Une demande de membre affilié est alors soumise au Secrétaire général. Le Conseil prend note de la demande et autorise le Secrétaire général à l'examiner pour vérifier que le demandeur est en conformité avec l'article 5 des statuts.

Le Secrétaire général fait rapport à la réunion suivante du Conseil en manière telle que celui-ci puisse prendre une décision sur l'entrée. Les procédures sont détaillées dans les statuts de l'ELDR. La garantie de la démocratie interne et le respect des droits de l'homme et des minorités sont deux exemples de ce qui est demandé aux membres potentiels tout comme une déclaration de principe et l'acceptation des manifestes.

Les premiers contacts : une présentation générale

Lorsque les premières fissures apparurent dans le rideau de fer, l'une des premières questions du parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs fut de savoir quelle forme prendrait la coopération avec des partenaires potentiels en Europe centrale et orientale. A la lumière de la vitesse et de l'accélération avec laquelle les transformations politiques et économiques se sont déroulées dans les nouvelles démocraties émergentes, une telle coopération se centrerait sur les forces avec lesquelles un dialogue existait déjà — comme les dissidents politiques —, sur le renforcement des vieux mouvements libéraux qui existaient avant l'installation des régimes communistes, avec les ailes libérales au sein des alliances et mouvements électoraux et avec les groupes qui se détachaient des larges blocs oppositionnels.

De manière générale depuis l'écroulement du mur de Berlin, l'ELDR a intensifié ses contacts avec ses partenaires politiques potentiels en Europe centrale et orientale. Depuis le début de la chute, le parti a lancé un programme de recherche sous la forme d'un système d'éclaircissement pour l'information sur les partis libéraux, démocrates et réformateurs dans cette région. En recherchant des contacts avec des partis d'Europe centrale et orientale, l'ELDR s'est étroitement impliqué dans le processus de construction des partis politiques et de diffusion du message libéral. Ensemble avec d'autres organisations internationales, comme l'Internationale libérale, la Fédération internationale de la jeunesse libérale et réformatrice, le Mouvement des jeunes libéraux et radicaux de l'Union européenne, l'Institut démocratique national et beaucoup d'autres, l'ELDR et ses membres ont contribué au processus de démocratisation non seulement par l'échange d'informations, mais aussi par des actions plus concrètes à travers des séminaires, des conférences, des auditions et des programmes d'échanges.

Le bureau des dirigeants des partis membres de l'ELDR et des représentants des différentes organisations libérales européennes s'est réuni le 4 octobre 1994 à Bruxelles pour un échange d'informations et d'expériences afin d'évaluer leur travail en la matière avec l'objectif d'achever une approche plus coordonnée dans la promotion des valeurs et des idéaux libéraux en Europe centrale et orientale. Cet échange d'informations est apparu dans une liste régulièrement mise à jour appelée « Contact avec les organisations et partis libéraux, démocratiques et réformateurs d'Europe centrale et orientale ».

Au début de la chute du mur, il y a eu des critiques justes concernant les contacts établis avec des partenaires potentiels en Europe centrale et orientale. Cependant, l'ambition de cette entreprise était d'avoir une meilleure compréhension des dynamiques politiques au sein des larges mouvements d'opposition. La plupart de ces mouvements, dans ces démocraties émergentes, étaient des forces d'opposition qui agrégeaient un grand nombre de courants d'origine politique très variées avec un seul but : résister au régime communiste.

Depuis 1989, l'ELDR a travaillé étroitement avec le groupe libéral, démocratique et réformateur au Parlement européen dans la perspective de renforcer les liens avec les partis libéraux d'Europe centrale et orientale. Diverses initiatives ont été organisées conjointement par le groupe parlementaire et l'ELDR, en liaison avec les partis membres et parfois avec des partenaires potentiels. Des conférences annuelles ont eu lieu en Europe centrale et orientale. « Vers la réforme politique et économique » fut le thème de la rencontre qui s'est déroulée à Budapest du 4 au 5 novembre 1991. Quelques trente représentants des partis libéraux d'Europe orientale et centrale y ont débattu de la transition politique et économique avec quatre-vingt-dix délégués de partis membre de l'Union européenne. Les difficultés liées à l'établissement du processus démocratique et au nombre croissant de groupes représentant des minorités et qui demandaient leur indépendance ont été largement accrues. A la Conférence de Prague, en novembre 1992, la discussion à la table ronde s'est focalisée sur les racines et le futur du libéralisme en Europe centrale et orientale. Les questions débattues à la conférence suivante à Lubjana, en 1993, ont inclus les problèmes des peuples avec des cultures et des langages différents et vivant côte à côte, l'importance de l'éducation dans la promotion de la tolérance dans la société, les perspectives pour une nouvelle Europe et le futur des valeurs de réformes, de démocratie et de liberté. Ces conférences ont été bien organisées et ont attiré une couverture locale considérable.

A la veille du xv^e congrès du parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs à Copenhague du 2 au 5 juillet 1992, un séminaire sur la construction des partis politiques en Europe centrale et orientale fut organisé en coopération avec l'Institut démocratique national. Ajouté aux questions spécifiques sur les migrations et sur la nouvelle architecture de l'Europe, beaucoup d'aspects techniques sur la construction de partis comme la coopération avec les partis libéraux d'Europe occidentale, le management, la stratégie de communication et les relations publiques ont été débattues.

Dans le cadre de ces programmes pour l'accroissement des contacts avec l'Europe centrale et orientale, l'ELDR en collaboration avec son groupe au Parlement européen a tenu plusieurs séminaires.

Des questions comme la culture européenne (Sarrebuck, 1990), les migrations (Rome, 4-5 décembre 1992) ont été au cœur des discussions. Un séminaire sur la politique commune de défense européenne fut organisé avec le SDS et la FIDESZ à Budapest. A cette occasion, des experts en matière de politique étrangère et de sécurité du groupe libéral, démocratique et réformateur européen et de groupes parlementaires nationaux ont conclu que la sécurité n'était pas seulement une question de nature militaire, mais qu'il fallait y inclure les aspects économiques, environnementaux, sociaux et, par dessus tout, ceux relatifs aux questions politiques et des droits de l'homme. Plusieurs résolutions urgentes sur le conflit en Bosnie-Herzégovine ont été adoptées; elles condamnaient l'agression du gouvernement de Slobodan Milosevic. A ce titre, l'ELDR a organisé plusieurs journées d'étude sur les violations des droits de l'homme, sur le nettoyage et la purification ethniques et sur la montée du nationalisme et du racisme dans cette région aussi bien que sur l'évaluation de la mise en place des programmes Phare et Tacis.

Diverses missions d'information en Europe centrale et orientale ont été organisées par l'ELDR au cours desquelles le président du parti, Willy De Clercq, ou le Secrétaire général, Christian Ehlers, ont rencontré différents responsables. L'objectif était de trouver des partenaires libéraux dans ces pays pour accroître la coopération avec ces forces libérales. Ces contacts doivent être replacés dans le contexte d'un paysage fragmenté parmi les partis libéraux. Dans cette optique, nous avons encouragé le rassemblement des forces pour assurer le succès lors des échéances électorales. Les fusions entre les différents groupes ou partis libéraux sont souvent vitales pour garantir une présence à l'échelle nationale. Ces rencontres ont été très utiles pour identifier les nouveaux partenaires dans les pays respectifs et leur ont donné un soutien et une publicité importants.

Des visites de courtoisie ont eu lieu entre l'ELDR et ses nouveaux membres affiliés. Lors d'une visite au parti libéral de Macédoine qui avait pour but de relancer le profil international de la Macédoine dans des temps difficiles, Willy De Clercq a saisi cette opportunité pour s'adresser à un Colloque sur le libéralisme.

Le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs a implanté un programme pour donner aux jeunes cadres des partis libéraux d'Europe centrale et orientale l'opportunité de travailler avec nous pendant trois mois.

Cette activité, qui était organisée conjointement avec le groupe du Parlement européen et le groupe libéral de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, a procuré de nombreux avantages aux partis politiques d'Europe centrale et orientale.

Nos partis membres ont aussi organisé des conférences et des séminaires sur les questions de l'Europe centrale et orientale. Citons deux exemples parmi d'autres : le débat initié par le vvd hollandais en mai 1994 sur l'intégration de l'Europe centrale et orientale à l'Union européenne et la Conférence annuelle de la mer baltique organisée par le Venstre Radikale danois. Certains de nos partis membres ont mis sur pied des organisations comme l'ivsom et le silc qui se sont focalisées sur les développements politiques et économiques en Europe centrale et orientale.

En coopération avec ses membres et des partis affiliés, l'ELDR envisage la possibilité de rechercher des moyens dans le programme Phare qui concerne la démocratie. Néanmoins, ceci n'aboutira qu'avec le soutien d'autres familles politiques traditionnelles.

Le développement des structures de partis en Europe centrale et orientale

A la fin des années quatre-vingt, l'ennemi commun était le communisme. En conséquence, les mouvements d'opposition qui émergèrent avaient un seul dénominateur commun, un seul objectif comme base de leurs programmes électoraux : l'éradication du communisme. La large victoire de ces mouvements d'opposition lors des premières élections libres a conduit à une grande division et à une grande confusion.

La réforme économique s'est avérée plus difficile et plus longue que prévue. Ce nouveau système démocratique a aussi très souvent été compromis par la fragmentation politique. En Pologne, par exemple, la formation d'un nouveau gouvernement s'est avérée impossible. Le plus souvent parce que les électeurs n'avaient pas soutenu les mouvements d'opposition pour leurs politiques mais plutôt en raison de l'opposition et de la force de leurs leaders. Généralement, le départ d'un dirigeant à un stade politique impliquait aussi la disparition du parti. Le résultat de cette situation si fragile a été une instabilité politique générale conduisant inévitablement à l'instabilité économique. De telles circonstances peuvent être une nouvelle base pour l'avènement de régimes autoritaires.

La privatisation a permis qu'une petite minorité s'enrichisse rapidement tandis que la grande majorité de la population s'est retrouvée dans une situation pire qu'auparavant. C'est à partir de cette base que les communistes (qui avaient entre-temps changé de nom) ont réalisé un *come-back* politique et obtenu des succès électoraux marquants.

C'est l'opposition elle-même qui a initié la transition démocratique et conduit à l'auto-organisation de la société en avançant la proposition d'établir une démocratie citoyenne comme moyen d'abattre le système communiste totalitaire. Pour les citoyens, les droits de l'homme sont devenus la clé pour ouvrir la porte d'une nouvelle société et cette question a pris une importance politique immense. Le respect des droits de l'homme permet aussi aux groupes opprimés de s'exprimer de manière officielle. Lorsque l'Union soviétique a signé la convention sur les droits de l'homme, elle refusa de signer les protocoles, de sorte que les accusations de violations étaient renvoyées au nom du fait qu'il ne fallait pas interférer dans ses affaires intérieures. On retrouve le même processus pour la Chine aujourd'hui.

Le besoin de faire respecter les droits de l'homme a fourni une opportunité idéale de faire avancer les normes internationales et universelles. L'ancienne Union soviétique, cependant, attachait plus d'importance aux droits économiques et sociaux.

Après l'effondrement du communisme il y a eu un mouvement rapide vers la droite qui aurait pu rapidement mener à une société dans laquelle le citoyen n'ait plus ni droits de l'homme, ni droits économiques et sociaux.

Dans le cheminement menant à la liberté d'expression, d'opinion et de conscience, à des droits individuels plus grands et à la liberté par rapport au contrôle étatique, les responsabilités sociales et collectives ont été ignorées. Le manque d'expérience démocratique a entraîné que l'extension des droits est devenue un processus élitiste et le concept d'une démocratie citoyenne a été abandonné. L'idée que des groupes plus petits d'une même origine ethnique est le meilleur moyen de protéger le droit des minorités est une erreur sans précédent historique. L'idée selon laquelle on doit s'entendre si l'on est que quelques-uns et de la même culture est non seulement totalement simpliste mais en plus fausse : de tels groupes sont souvent plus autoritaires et moins tolérants.

L'introduction du pluralisme à la fin des années quatre-vingt n'a pas entièrement rejeté l'acceptation du pouvoir et de l'idéologie totalitaires et la dépendance négative envers l'Etat. Elle a cependant créé une fausse perception de la responsabilité individuelle et des solutions à court terme.

Les marchés ouverts n'ont pas créé d'entrepreneurs réels et le processus d'auto-définition était devenu plus difficile. En des termes plus simples, l'ange qui avait été persécuté une fois par le diable a reçu les pouvoirs du diable. Les dissidents sont devenus les dirigeants et ont des difficultés à communiquer avec le public. Les idéaux occidentaux de démocratie et de droits de l'homme sont en train d'être appliqués sans les structures sociales et légales nécessaires.

Une des voies vers le développement d'une société civile plus large est d'étendre des projets éducatifs ayant pour but d'accroître la participation dans les organisations non gouvernementales et dans les organisations politiques. L'apathie et l'aliénation politiques sont une banalité dans beaucoup de républiques et sont dues à une absence complète d'institutions à même de mobiliser l'implication publique dans le processus démocratique.

L'électorat a rejeté le modèle de communisme totalitaire où personne n'avait sa place. Cependant, la nouvelle forme de liberté et de démocratie est venue sans dimension sociale, abandonnant un spectre social complet.

La décision de l'ELDR d'aider au développement des partis politiques et de rechercher des partenaires libéraux a impliqué trois phases séparées. La première d'entre elle a été l'appel pour un soutien aux mouvements et aux organisations politiques. Des contacts informels et des dialogues bilatéraux ont eu lieu avec des partenaires potentiels. Pour appuyer le processus politique, la démocratie représentative nécessite des mesures pour développer une structure de parti compétitive. En fin de compte, le profil libéral a été taillé à travers une coordination des politiques.

De manière générale, on peut observer que la tendance au conservatisme après la chute du mur de Berlin s'effiloche. La scène politique s'est réorientée vers la gauche en raison de la dureté de la transition économique. En même temps, les partis qui ont été modelés selon les normes occidentales, qui avaient obtenu des scores importants dans les premières années post-communistes, sont en difficulté.

En effet, s'agissant essentiellement de forces politiques de centre-droit, ils ont été victimes du retour de balancier vers la gauche subissant la volatilité électorale très élevée.

Les relations avec les partis politiques en Europe centrale et orientale

Au-delà du traité sur l'Union européenne

Le traité de Maastricht contient un article de grande importance concernant les partis européens. Il s'agit de l'article 138 A¹ qui reconnaît les partis politiques à l'échelle européenne ce qui peut et doit accroître le rôle du politique européen à la contribution au processus d'intégration, de conscientisation et d'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union. L'objectif est d'achever l'Union politique et économique. A l'avenir, les formations politiques devront accomplir les pas nécessaires dans et hors l'Union européenne. Le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs a un rôle important à jouer dans la réduction du déficit démocratique à l'intérieur de l'Union et a déjà joué un rôle clé dans le processus politique des nouvelles démocraties.

Depuis la chute du mur de Berlin, l'ELDR a participé au processus de formation des partis et au façonnement du profil libéral. A la lumière d'une accession possible à l'Union européenne, comme le mentionne le préambule des accords d'association entre l'Union européenne et les pays de Visegrad, le débat sur l'élargissement de l'Union européenne est entamé. En particulier, ces accords mentionnaient les préconditions — pluralisme et respect des droits de l'homme et des minorités. De ce point de vue, l'ELDR et ses affiliés, tout comme ses partenaires potentiels en Europe centrale et orientale, ont une tâche importante devant eux. Ils doivent assurer la promotion des partis politiques (en manière telle de garantir la légitimité du mot « parti » qui était souvent devenu « forum », « alliance » ou

¹ L'article 138 A stipule : « Les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteurs d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union ». *Traité de Maastricht, mode d'emploi*, éditions 10-18, 1992, 628 pages, p. 190.

« mouvement ») dans le cadre d'une démocratie stable, une tâche qui est cruciale dans le processus de transformation politique.

Le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs et l'Internationale libérale ont joué un rôle essentiel dans le développement d'un système politique pluraliste dans le cadre d'une société civique stable. Dans cette perspective, les partis jouent aussi un rôle diplomatique important dans leurs aspirations à rejoindre l'Union européenne. La coopération qui s'est établie a visé à les légitimer en les amenant aux normes et aux modèles occidentaux. Etant donné les contraintes financières que ces mouvements ont expérimentées, leur association avec l'Internationale libérale ou l'ELDR leur a donné un poids considérable dans la recherche de soutien en Occident. Notre approche a dès lors été de créer un réseau pour faciliter l'établissement de la crédibilité et de la viabilité d'un partenaire potentiel. L'accélération de la transformation politique et économique a favorisé l'établissement de la coopération de la part des partenaires occidentaux. L'approche était néanmoins prudente pour deux raisons : la politique de l'ELDR de se concentrer sur un pays à la fois et le désir d'éviter une reconnaissance précoce d'un partenaire qui aurait débouché sur un échec politique en raison de querelles internes, du manque de structure partisane ou d'un échec électoral.

Les partis qui surmontaient une épreuve probatoire seraient éligibles pour la reconnaissance. La qualité avant la quantité était le credo. Au début, nous avons observé une tendance, dans le chef de certains groupes, d'acheter leur adhésion à des fédérations européennes. Dans quelques cas, exceptionnels, le partenaire libéral s'est révélé autre chose que libéral en étant par exemple très nationaliste sinon d'extrême droite.

Les valeurs libérales, démocratiques et de réformes

L'ELDR recherche l'amitié, l'association et le soutien mutuel de personnes qui sont du même avis partout, mais il y a un ensemble de valeurs et de principes bien définis nécessaires pour ceux veulent le joindre. Personne ne doit dès lors espérer que ses idées soient acceptées sans question.

Le concept de libéralisme que nous promouvons est celui d'une société qui permet la liberté d'expression dans le cadre de la loi. Le but politique commun est d'asseoir le bien-être de la société dans le contexte d'un environnement sain.

Cela nécessite la mise sur pied d'une économie de marché sociale écologiquement durable dans une démocratie représentative forte avec un gouvernement ouvert. Les libéraux s'opposent à toute attitude guerrière de nationalisme d'Etat étroit qui évoque l'intolérance et l'isolement. Ils se battent pour l'avènement d'un équilibre entre une forme limitée de gouvernement et une société ouverte.

Le libéralisme n'est pas un concept tangible mais plutôt une manière de vivre, facilement identifiée mais difficile à définir en des termes concrets. Des générations successives ont adopté les meilleurs éléments du libéralisme qui leur ont été transmis et qui les ont façonnés pour lutter dans les conditions actuelles. Il s'agit d'un processus évolutif continu d'adoption, d'adaptation, de progrès, d'héritage et d'innovation.

Trouver un socle commun parmi les libéraux requiert une affiliation claire au cœur des idées libérales en dépit des différences intellectuelles. Malheureusement, le terme « libéral » a trop souvent été mal utilisé au détriment du vrai libéralisme. Tel a été le cas dans certaines des démocraties émergentes. De tels abus ne peuvent se perpétuer.

Le rôle de l'ELDR

En regard de l'augmentation des contacts avec des partenaires potentiels d'Europe centrale et orientale, la première préoccupation du parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs depuis 1989 a été le besoin d'une plus grande coordination des activités des partis membres et affiliés dans les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale. Une coordination accrue conduira à des actions conjointes des organisations et partis occidentaux.

A l'occasion de plusieurs rencontres pour les cadres des partis membres d'Europe centrale et orientale, le besoin d'une coordination politique, technique, organisationnelle ou des orientations politiques a été évalué. Il a été admis que les partis politiques d'Europe centrale et orientale recherchaient souvent un soutien financier. Cependant, une forme pragmatique d'aide matérielle et structurelle est plus souvent efficace à long terme. Des exemples de ce type d'aide concernent les visites en Occident, où l'on fournit des échanges d'informations et d'équipements sur les structures de partis et leurs orientations politiques.

Des doutes ont été exprimés sur l'idée d'« exporter » des idées aux pays d'Europe centrale et orientale, en particulier sur le fait que notre système n'est pas parfait et que de tout temps aucun modèle de démocratie n'a existé. De même, les partis occidentaux n'avaient pas seulement à donner à leurs partenaires orientaux mais aussi à examiner quelle forme d'aide ils pouvaient recevoir de leurs partenaires d'Europe centrale et orientale.

Dans cette optique, il a été reconnu que la meilleure approche était de montrer aux délégués d'Europe centrale et orientale comment les choses étaient réalisées à l'Ouest pour qu'ils en tirent, selon leur propre expérience, les meilleurs enseignements. L'importance de se concentrer sur les partis plutôt que sur les personnalités a été soulignée à plusieurs reprises. Toutefois dans certains cas, le paysage politique est toujours incertain et peu d'informations sont disponibles. Des personnalités tout comme certains mouvements ou groupes d'intellectuels peuvent alors être mobilisés pour étendre le message libéral. Cela peut d'abord être réalisé par l'extension de la coopération et de la dissémination d'informations à travers un réseau communicationnel dans lequel l'ELDR joue un rôle important et, ensuite, à travers la participation continue des forces libérales, démocratiques et réformatrices dans les événements majeurs de l'ELDR et de ses partis membres et affiliés.

Dans certains pays d'Europe centrale et orientale, la situation reste fluide. En conséquence, il est toujours nécessaire de définir les partenaires avec lesquels nous travaillons, tout spécialement dans quelques pays. Une attention particulière doit être portée à notre choix des partenaires, tout en maintenant les contacts les plus larges possibles.

Dans notre coopération avec les partis d'Europe centrale et orientale, notre rôle a progressivement changé. L'aide à la structure politique s'est progressivement muée en une aide aux orientations des politiques économiques. De formations aux activités politiques, nous sommes passés à l'aide aux orientations en matière de définition et d'applications d'orientations politiques. Nous avons besoin d'utiliser notre expérience au bénéfice de nos partenaires et de leur fournir des informations quant aux politiques que l'on mène au travers de conférences ou de lettres d'information. En utilisant un tel support, nous contribuons au développement électoral de nos partenaires libéraux, démocratiques et réformateurs.

Compte tenu du soutien matériel, organisationnel et technique apporté aux partis d'Europe centrale et orientale depuis plusieurs années, il est aujourd'hui évident que les programmes d'échanges et de séminaires ont été un succès. Cependant, il est très important de poursuivre de nouvelles voies de coopération entre les organisations et les partis politiques occidentaux pour étendre le message libéral en Europe centrale et orientale. Cela ne s'applique pas uniquement aux élections à venir, les efforts doivent être accomplis pour fournir une alternative à la balance électorale qui tend actuellement vers la gauche en raison du coût social de la réforme économique. La volatilité électorale est liée au regain d'influence des partis ex-communistes.

A côté des informations et des séminaires sur les questions de politique économique, il convient aussi d'approfondir des sujets tels que les relations entre les appareils centraux de parti et les sections locales, les rôles des parlementaires et leurs relations avec le parti et comment assurer le recrutement pour les nouveaux partis.

Soulignons aussi un certain nombre de mauvaises perceptions. Le soutien financier n'est pas la première solution. L'aide aux partis dans la recherche de leur voie sur l'échiquier politique est la priorité, notamment en mettant en place un cadre entre le centre et les sections. La démocratie représentative n'existe pas en tant que telle et ne peut être transplantée directement hors son contexte occidental. Il faut mettre en exergue les différences sociales, culturelles, économiques et même linguistiques. Un parti politique ne peut être créé une nuit par quelques hommes ou femmes enthousiastes. Dans notre soutien aux partis politiques et dans notre recherche de partenaires, nous ne pouvons fournir les moyens nécessaires. Les entités internationales qui promeuvent des idées et des théories et vendent la politique comme un produit échoueront. En d'autres termes, dans le processus d'autodétermination, qui est en cours en Europe centrale et orientale, on peut seulement prendre part à la formation du système et non à la restitution ou à la transformation politiques. Les gens croient souvent qu'ils n'ont pas besoin de partis politiques dans la mesure où ils ont vécu dans les conditions d'une camaraderie partagée.

Pourtant les partis politiques sont des structures organisationnelles essentielles pour assurer le fonctionnement de la démocratie représentative. Si comme d'autres pans de ce systèmes, ils ont des imperfections, soulignons que tout comme la démocratie, toutes les autres formules tentées ont été moins bonnes.

Finalement, beaucoup de partis politiques montrent des signes de « désalignement » soit en perdant, soit en n'étant pas capable de construire une base électorale solide ou de définir son profil. Le rôle de l'Internationale libérale ou de l'ELDR a souvent été mal compris. Il ne s'agissait en aucun cas de s'engager dans une forme de néo-colonialisme politique.

Les partis n'étaient pas prêts à faire face à la démocratie et aux responsabilités qu'elle suppose. Le résultat inévitable de cette transition soudaine de l'économie a été la récession et le fait que les nouveaux gouvernements ont été incapables d'assumer leurs responsabilités dans la restauration de l'ordre économique. Cet élément a fourni une opportunité aux communistes (sous le nom nouveau de sociaux-démocrates ou néo-communistes) d'offrir aux citoyens les « institutions du pain et des jeux » comme alternative. Le regain d'influence des partis ex-communistes a plus trait au fait d'assurer un minimum de sécurité. Les partis ex-communistes ont aussi beaucoup joui des avantages de leur grand nombre d'affiliés, de leur présence dans les municipalités et de leurs structures organisationnelles qui sont souvent très supérieures. Tandis que les mouvements d'opposition n'étaient pas prêts à diriger l'économie vers un modèle occidental, les partis ex-communistes ont eu trois à quatre ans pour s'y préparer et accéder aux commandes après la pire phase de marasme social. Le prix social a été élevé et la dimension sociale a été ignorée pendant la transition économique. Les partis qui ont promu la privatisation et l'économie libre de marché ont enregistré des défaites électorales importantes. La Hongrie, la Pologne, la Lituanie et l'Estonie sont quatre exemples.

L'adhésion aux organisations internationales

Le 21 mars 1992, l'ELDR est devenu un membre observateur de l'Internationale libérale. L'Internationale libérale est devenue un acteur plus actif dans le processus de transmission de l'information par réseaux. Le président et le Secrétaire général de l'ELDR sont membres du Comité exécutif de l'Internationale libérale. Dans cette fonction, ils ont recueilli des informations de première main sur le

libéralisme en Europe centrale et orientale et furent parmi les membres observateurs de l'Internationale libérale auprès de partis d'Europe centrale et orientale depuis 1991. De plus, depuis plusieurs années, les partenaires potentiels d'Europe centrale et orientale ont gagné une expérience considérable grâce au soutien de l'ELDR. En particulier dans certains domaines : les structures internes de partis, la politique de développement et le rôle entre le parti et le parlement. Grâce à cette expérience, quelques partis ont remporté des succès électoraux et ont accédé aux gouvernements. Cela est aussi dû, dans une large mesure, à ces autres associations avec lesquelles l'ELDR coopère telles que les fondations de pensée comme la très respectée Fondation Friedrich Naumann et les cercles libéraux de l'Assemblée de l'Atlantique nord, de l'Union de l'Europe occidentale et beaucoup d'autres.